



SOCIETE GENERALE DE LEASING AU MAROC

DOCUMENT DE REFERENCE RELATIF A L'EXERCICE 2021

Enregistrement de l'Autorité Marocaine du Marché de Capitaux (AMMC)

Conformément aux dispositions de la circulaire de l'AMMC, le présent document de référence a été enregistré par l'AMMC en date du 15/09/2022 sous la référence EN/EM/021/2022.

Le présent document de référence ne peut servir de base pour effectuer du démarchage ou pour la collecte des ordres dans le cadre d'une opération financière que s'il fait partie d'un prospectus dument visé par l'AMMC.

Mise à jour annuelle du dossier d'information relatif au programme d'émission de Bons de Sociétés de Financement

A la date d'enregistrement du présent document de référence, la mise à jour du dossier d'information relatif au programme d'émission de Bons de Sociétés de Financement est composée :

- du présent document de référence ;
- de la note relative au programme d'émission d Bons de Sociétés de Financement enregistrée par l'AMMC en date du 15/01/2021 sous la référence EN/EM/003/2021 et disponible sur le site de l'AMMC et sur le site de l'émetteur via le lien suivant : http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/Note_d_operation_BSF_Sogelease_Vclean_15012021.pdf

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	2
PARTIE I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES.....	5
I.1. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SOGELEASE MAROC	6
I.2. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE SOGELEASE MAROC.....	7
I.3. L'ORGANISME CONSEIL	8
I.4. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE	9
PARTIE II. PRESENTATION GENERALE DE SOGELEASE MAROC.....	10
II.1. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL	11
II.2. CAPITAL SOCIAL.....	13
II.3. ENDETTEMENT DE SOGELEASE MAROC	15
PARTIE III. GOUVERNANCE DE SOGELEASE MAROC	20
III.1. ASSEMBLEES GENERALES	21
III.2. ORGANE D'ADMINISTRATION : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	22
III.3. LES ORGANES DE DIRECTION	27
PARTIE IV. ACTIVITE DE SOGELEASE MAROC	31
IV.1. HISTORIQUE DE SOGELEASE MAROC	32
IV.2. APPARTENANCE DE SOGELEASE MAROC AU GROUPE SOCIETE GENERALE	34
IV.3. FILIALES DE SOGELEASE MAROC	45
IV.4. LE SECTEUR DU CREDIT-BAIL AU MAROC.....	45
IV.5. ACTIVITE DE SOGELEASE MAROC	69
PARTIE V. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES.....	78
V.1. ENVIRONNEMENT	79
V.2. SOCIAL	79
PARTIE VI. STRATEGIE D'INVESTISSEMENT ET MOYENS TECHNIQUES	83
VI.1. STRATEGIE D'INVESTISSEMENT DE SOGELEASE MAROC.....	84
VI.2. MOYENS INFORMATIQUES DE SOGELEASE MAROC	84
VI.3. LE RESEAU DE DISTRIBUTION DE SOGELEASE MAROC	84
PARTIE VII. SITUATION FINANCIERE DE SOGELEASE MAROC	86
VII.1. SELECTION D'INDICATEURS FINANCIERS	87
VII.2. INFORMATIONS FINANCIERES SUR LA PERIODE 2019-2021	88
VII.3. INDICATEURS TRIMESTRIELS : T1 2022.....	120
VII.4. INDICATEURS TRIMESTRIELS : T2 2022.....	120
PARTIE VIII. PERSPECTIVES	121
PARTIE IX. FAITS EXCEPTIONNELS	125
PARTIE X. LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES.....	127
PARTIE XI. FACTEURS DE RISQUE	129
XI.1. RISQUE DE CREDIT	130
XI.2. RISQUE GLOBAL DU TAUX D'INTERET	130
XI.3. RISQUE DE LIQUIDITE.....	130
XI.4. RISQUE INFORMATIQUE	131
XI.5. RISQUE OPERATIONNEL.....	131
XI.6. RISQUE REGLEMENTAIRE	132
XI.7. RISQUE LIE A LA CONCURRENCE	132
XI.8. RISQUE LIE A L'ILLIQUIDITE DES ACTIFS	132
XI.9. RISQUE RELATIF A L'ENVIRONNEMENT ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	132
XI.10. RISQUE SANITAIRE	133
PARTIE XII. ANNEXES	134

AVERTISSEMENT

Le présent document de référence a été enregistré par l'AMMC. L'enregistrement du document de référence n'implique pas authentification des informations présentées. Il a été effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée.

L'attention du public est attirée sur le fait que le présent document de référence ne peut servir de base pour le démarchage financier ou la collecte d'ordres de participation à une opération financière s'il ne fait pas partie d'un prospectus visé par l'AMMC.

Le présent document de référence peut faire l'objet d'actualisation ou de rectifications. Les utilisateurs de ce document de référence sont appelés à s'assurer de disposer, le cas échéant, des dites actualisations et rectifications.

ABREVIATIONS

AMMC	Autorité Marocaine du Marché des Capitaux
APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
BSF	Bons de Sociétés de Financement
CBI	Crédit-bail immobilier
CBM	Crédit-bail mobilier
CCG	Caisse Centrale de Garantie
EUR	Euro
MAD	Dirham
KMAD	Millier de dirhams
MMAD	Million de dirhams
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OS	Offshore
PdM	Part de marché
SGMB	Société Générale Marocaine de Banques

Partie I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I.1. Le Président du Conseil d'Administration de Sogelease Maroc

Identité

Représentant légal	M. Mohamed TAHRI
Fonction	Président du Conseil d'Administration
Adresse	374, Bd Abdelmoumen, Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.23.98.00
Numéro de télécopieur	05.22.23.98.01
Adresse électronique	mohamed.tahri@socgen.com

Attestation

Le Président du Conseil d'Administration atteste que les données du présent document de référence dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité.

Elles comprennent toutes les informations nécessaires au public pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Sogelease Maroc. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

M. Mohamed TAHRI
Président du Conseil d'Administration
Sogelease Maroc

I.2. Les Commissaires aux Comptes de Sogelease Maroc

Dénomination ou raison sociale	Mazars	Deloitte Audit	Fidaroc Grant Thornton
Représentant légal	Taha FERDAOUS	Hicham BELEMEQADEM	Zineb BELLAMINE
Fonction	Associé	Associé	Associée
Adresse	101, Boulevard Abdelmoumen - 20 360 Casablanca	Bd Sidi Mohamed Benaballah. Bâtiment C, Ivoire 3. La Marina. Casablanca	7 Boulevard Driss Slaoui 20160, Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.42.34.23	05.22.22.47.34	05.22.54.48.00
Numéro de télécopieur	05.22 42.34.00	05.22.22.47.59	05.22.29.66.70
Date du 1er exercice soumis au contrôle	2021	2015	2012
Date de renouvellement	2021	2021	2018
Date d'expiration du mandat	AGO statuant sur l'exercice 2023	AGO statuant sur l'exercice 2023	AGO statuant sur l'exercice 2020
Adresse électronique	Taha.Ferdaous@mazars. ma	hbelemqadem@deloitte. com	zineb.bellamine@ma.gt.c om

Attestation de concordance des commissaires aux comptes relative aux comptes annuels sociaux pour les exercices clos le 31 décembre 2019, 2020 et 2021

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans le présent document de référence en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse annuels sociaux tels qu'audités et certifiés par les co-commissaires aux comptes Deloitte et Fidaroc au titre des exercices 2019 et 2020 et par les co-commissaires aux comptes Deloitte et Mazars au titre de l'exercice 2021.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, fournies dans le présent document de référence, avec les états de synthèse précités.

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Taha FERDAOUS
 Associé

Deloitte Audit
Hicham BELEMEQADEM
 Associé

I.3. L'Organisme Conseil

Identité

Dénomination ou raison sociale	Société Générale Marocaine de Banques
Représentant légal	Abdelhaq Naji BENSARI
Fonction	Directeur - Direction du Conseil
Adresse	55, Bd Abdelmoumen Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.02.00.60
Numéro de télécopieur	05.22.43.10.55
Adresse électronique	abdelhaq.bensari@socgen.com

Attestation

Le présent document de référence a été préparé par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'il contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse des éléments juridiques, comptables, fiscaux et financiers ainsi que l'analyse de l'environnement économique et financier de Sogelease Maroc.

Le contenu de ce document de référence a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Les commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale de Sogelease Maroc recueillis notamment lors de la période de « Due Diligence » effectuée auprès de la société ;
- Les comptes sociaux et les rapports de gestion de la société Sogelease Maroc pour les exercices 2019, 2020 et 2021 ;
- Les rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour les exercices 2019, 2020 et 2021 ;
- Les rapports des commissaires aux comptes relatifs aux comptes sociaux des exercices 2019, 2020 et 2021 ;
- Les indicateurs du premier et deuxième trimestre 2022 ;
- Les procès-verbaux des Conseils d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires ayant été tenus pendant les exercices 2019, 2020, 2021 et de l'exercice en cours jusqu'à la date d'enregistrement ;
- Les statistiques de l'Association Professionnelle des Sociétés de Financement (APSF).

A notre connaissance, le document de référence contient toutes les informations nécessaires au public pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Sogelease Maroc. Il ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Sogelease Maroc est une filiale à 99,99% de Société Générale Marocaine de Banques. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Abdelhaq Naji BENSARI
 Directeur – Direction du Conseil
 Société Générale Marocaine de Banques

I.4. Le responsable de l'information et de la communication financière

Responsable de l'information et de la communication financière	Abdelhak EL MAROUANI
Fonction	Secrétaire Général
Adresse	374, Bd Abdelmoumen 20 390 Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.23.98.49
Numéro de télécopieur	05.22.23.98.01
Adresse électronique	abdelhak.marouani@socgen.com

Partie II. PRESENTATION GENERALE DE SOGELEASE MAROC

II.1. Renseignements à caractère général

▪ Dénomination sociale	Société Générale de Leasing au Maroc, par abréviation Sogelease Maroc
▪ Adresse du siège social	374, Boulevard Abdelmoumen, Casablanca
▪ Coordonnées	Tél : 05.22.23.98.00 Fax : 05.22.23.98.01
▪ Site web	www.sogelease.ma
▪ Date de constitution	Le 07 juin 1979
▪ Durée de vie	99 ans
▪ Capital Social au 30/06/2022	MAD 140 000 000 réparti en 1 400 000 titres d'une valeur nominale de 100 dirhams numérotés de 1 à 1 400 000, entièrement libérée.
▪ Objet social (Article 2 des statuts)	<p>Sogelease Maroc est agréée en qualité de société de financement pour effectuer les opérations de crédit-bail conformément aux dispositions de l'article 4 du Dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. Elle est habilitée à recevoir du public des fonds d'un terme supérieur à deux ans.</p> <p>La société a pour objet le financement par voie de crédit-bail de tous biens mobiliers ou immobiliers et de tous fonds de commerce ou de l'un de ses éléments incorporels. Elle peut effectuer, en particulier, l'achat, l'importation, la vente ou la location de tous matériels, ateliers ou usines, fonds de commerce et, d'une manière générale, toutes opérations industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet.</p> <p>La société pourra notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Prendre toutes participations directes ou indirectes dans toutes opérations quelconques pouvant se rattacher à l'objet ci-dessus, à cet effet créer tous syndicats de garantie, associations en participation, toutes sociétés ; 2. Se procurer les fonds nécessaires à la réalisation de ces opérations au moyen d'emprunts, tant au Maroc qu'à l'étranger par l'Emission de billets à ordre ou de bons à court ou long terme et par le réescompte des avances qui pourra lui être accordé à cet effet par tous Etablissements publics ou privés; 3. Accepter ou conférer à l'occasion de toutes opérations de Crédit ou d'emprunt, toutes affectations hypothécaires ou toutes autres garanties, souscrire tous engagements de garantie cautions ou avals, opérer toutes acquisitions, ventes mobilières et immobilières et toutes prises de bail ou locations d'immeubles ; 4. Traiter pour le compte de tiers et les représenter dans toutes opérations sans exception se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société et permettant d'en assurer le développement.
▪ Numéro d'inscription au registre du commerce	La société est inscrite au registre de commerce de Casablanca sous le numéro 38 123.
▪ Forme juridique	Société anonyme de droit privé à conseil d'administration

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exercice comptable 	<p>L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Textes juridiques 	<p>De par sa forme juridique, Sogelease Maroc est soumis à la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée</p> <p>De par son activité, Sogelease Maroc est soumis au dahir n° 1-14-193 du 1er Rabii I 1436 portant promulgation de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.</p> <p>De par le programme d'émission de BSF, Sogelease Maroc est soumise aux dispositions légales et réglementaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables telle que modifiée et complétée ; ▪ La circulaire de Bank Al Maghrib numéro : 3/G/96 relative aux bons de sociétés de financement ; ▪ Les circulaires de l'AMMC ; ▪ Le règlement général de l'AMMC ; ▪ Dahir portant loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, tel que modifié et complété ; ▪ Dahir n°1-13-21 du 13 mars 2013 portant promulgation à la loi n°43-12 relative à l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux ; ▪ Dahir n°1-12-55 du 14 Safar 1434 (28 décembre 2012) portant promulgation de la loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne ; ▪ Règlement général du dépositaire central Maroclear approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et modifié et complété par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 et complété par l'arrêté 77-05 du 17 Mars 2005.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lieu de consultation des documents juridiques 	<p>Les statuts, procès-verbaux des Assemblées Générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège de Sogelease Maroc : 374, Bd Abdelmoumen, Casablanca.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Régime fiscal applicable 	<p>Le régime fiscal de Sogelease Maroc est régi par la législation commerciale et fiscale en vigueur applicable aux sociétés de financement. Elle est soumise à l'impôt sur les sociétés (37%) et à la TVA (20% pour les sociétés de financement par crédit-bail).</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tribunaux compétents 	<p>Tribunal de Commerce de Casablanca</p>

Source : Sogelease Maroc

II.2. Capital social

II.2.1. Composition du capital

Le capital social de Sogelease Maroc s'établit, au 30 juin 2022, à 140 000 000 MAD (cent quarante millions de Dirhams), entièrement libéré et réparti en 1 400 000 actions de valeur nominale de 100 MAD, toutes de même catégorie.

II.2.2. Historique du capital

En 2014, Sogelease Maroc a augmenté son capital social de 100 000 000 MAD à 140 000 000 MAD par l'émission de 400 000 actions nouvelles de 100 MAD chacune, intégralement libérées. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Société Générale Maroc. Aucune opération sur titres n'a été réalisée depuis.

II.2.3. Evolution de l'actionnariat

L'actionnariat de Sogelease Maroc a évolué comme suit sur les cinq dernières années :

Actionnaires	2017		2018		2019	
	Nombre d'actions	% du capital et droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et droits de vote
SG Maroc	1 399 989	100%	1 399 988	100%	1 399 988	100%
Autres	11	0%	12	0%	12	0%
Nombre total des Actions	1 400 000	100,00%	1 400 000	100,00%	1 400 000	100,00%

Source : Sogelease Maroc

Actionnaires	2020		2021	
	Nombre d'actions	% du capital et droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et droits de vote
SG Maroc	1 399 988	100%	1 399 988	100%
Autres	12	0%	12	0%
Nombre total des Actions	1 400 000	100,00%	1 400 000	100,00%

Source : Sogelease Maroc

II.2.4. Actionnariat actuel

Au 30 juin 2022, la ventilation détaillée du capital de Sogelease Maroc se présente comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du Capital	Nombre de droits de vote	% de détention
SG Maroc	1 399 989	99,9992%	1 399 989	99,9992%
Mohamed TAHRI	2	0,0001%	2	0,0001%
Abdelaziz TAZI	2	0,0001%	2	0,0001%
Asmae HAJJAMI	1	0,0001%	1	0,0001%
Mehdi BENBACHIR	1	0,0001%	1	0,0001%
Brahim ZNIBER	2	0,0001%	2	0,0001%
Pascal DEVERGIES	1	0,0001%	1	0,0001%
François MARCHAL	1	0,0001%	1	0,0001%
Ourida TARISGUEL	1	0,0001%	1	0,0001%
Nombre total des actions	1 400 000	100 %	1 400 000	100 %

Source : Sogelease Maroc

II.2.5. Présentation du principal actionnaire de Sogelease Maroc : Société Générale Marocaine de Banques

▪ Dénomination sociale	Société Générale Marocaine de Banques
▪ Forme juridique	Société Anonyme à Directoire
▪ Activité	- Banque commerciale ; - Banque de financement et des grandes entreprises ; - Gestion privée et institutionnelle.
▪ Actionnariat au 30/06/2022	- Société Générale France : 57,66% - Groupe Devecu Souss : 27,54% - Divers actionnaires : 14,80%
▪ Résultat net consolidé 2021	834 MMAD
▪ Capitaux propres consolidés 2021	13 429 MMAD
▪ PNB consolidé 2021	5 111 MMAD

Source : Source Société Générale Maroc

II.2.6. Pacte d'actionnaires de Sogelease

A la connaissance de l'émetteur, Sogelease Maroc ne fait l'objet d'aucun pacte d'actionnaires.

II.2.7. Capital potentiel de Sogelease Maroc

A la connaissance de l'émetteur, il n'existe aucune opération conclue pouvant avoir un impact futur sur le capital social à la date d'enregistrement du présent document de référence.

II.2.8. Négociabilité des titres de capital

Les actions de Sogelease Maroc ne font pas l'objet d'une cotation sur un marché boursier.

II.2.9. Politique de distribution des dividendes

Selon l'article 32 des statuts de Sogelease Maroc, il est précisé que le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, duquel sont prélevés la réserve légale.

Sur le reliquat, l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, peut décider le prélèvement des sommes qu'elle juge convenables de fixer soit pour être reportées à nouveau, sur l'exercice suivant, soit pour être inscrites à tout compte de réserves extraordinaires générales ou spéciales dont elle détermine ou laisse au Conseil d'Administration le soin de déterminer l'emploi.

Le solde, s'il en existe, est attribué aux actionnaires sous forme de dividendes dont les modalités de paiement sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut le Conseil d'Administration. La mise en paiement de ces dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal.

Sur les quatre dernières années, la distribution des dividendes de Sogelease Maroc a évolué comme suit :

	2019	2020	2021	2022
Dividendes versés par action au titre de l'année n-1 (en MAD)	37	0	30	40
Total dividendes (en KMAD)	51 800	0	42 000	56 000
Résultat net de l'année n-1 (en KMAD)	70 371	42 538	98	57 073
Résultat net par action (en MAD)	50,27	30,38	0,07	40,77
Pay out ratio	73,61%	0%	>100%	98,12%

Source : Sogelease Maroc

La politique de distribution de dividendes de Sogelease Maroc est d'optimiser le dividende distribuable tout en conservant des ratios réglementaires au-dessus des exigences locales, avec un coussin de sécurité.

Tenant compte du contexte actuel de la pandémie COVID-19, et conformément aux recommandations de Bank Al Maghrib, il a été décidé de ne pas distribuer de dividendes en 2020.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2021 approuve l'affectation et la répartition des bénéfices proposés. Elle fixe en conséquence le dividende de l'exercice 2020 à 30 MAD par action.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 09 juin 2022 approuve l'affectation et la répartition des bénéfices proposés. Elle fixe en conséquence le dividende de l'exercice 2021 à 40 MAD par action.

II.3. Endettement de Sogelease Maroc

II.3.1. Dette privée : Emission des Bons de Sociétés de Financement

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 25 septembre 2009, a autorisé l'émission d'emprunts représentés par des Bons de Sociétés de Financement -BSF- à hauteur de 2 000 MMAD et donne pouvoir au Conseil d'Administration de Sogelease Maroc pour :

- Fixer les modalités et la nature définitive de la ou des émission(s) autorisée(s) dans la première résolution ;
- Réaliser définitivement la ou lesdites émission(s) ;
- Et d'une manière générale, prendre toutes mesures utiles, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur lors de ces émissions.

A cet effet, la société Sogelease Maroc émet des Bons de Sociétés de Financement portant intérêt en représentation d'un droit de créance, pour des maturités entre 2 et 7 ans.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 25 juillet 2011, a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à une ou plusieurs émissions de BSF dans la limite d'un encours de 3 000 MMAD.

Le Conseil d'administration réuni le 10 février 2020, a approuvé l'augmentation du plafond du programme d'émission de BSF à MAD 4 000 000 000 (quatre milliards de dirhams).

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n°35-94 telle que modifiée et complétée et de l'arrêté précité, Sogelease Maroc doit respecter le rapport prudentiel maximum fixé à 50% entre l'encours des bons de sociétés de financement émis et celui de ses emplois sous forme de crédits à la clientèle.

➤ **Caractéristiques du programme d'émission des BSF**

▪ Nature du programme	Bons de Sociétés de Financement
▪ Plafond	4 000 000 000 MAD
▪ Valeur nominale unitaire	100 000 MAD
▪ Nombre de titres de créance en circulation	22 000

➤ **Encours des Bons de Sociétés de Financement**

Au 30/06/2022, l'encours des bons de sociétés de financement de Sogelease Maroc s'élève à 2 200,0 MMAD :

Date de jouissance (date d'émission)	Date d'échéance	Maturité (années)	Taux de référence	Taux de sortie	Spread (bps)	Taux	Remboursement du capital	Montant (MMAD)	Encours (MMAD)
05/04/2019	05/04/2023	4	2,60%	3,10%	50	Fixe	In fine	150	150
09/04/2019	09/04/2023	4	2,60%	3,10%	50	Fixe	In fine	150	150
22/04/2019	22/04/2023	4	2,57%	3,07%	50	Fixe	In fine	200	200
05/09/2019	05/09/2022	3	2,41%	2,86%	45	Fixe	In fine	200	200
03/06/2020	03/06/2024	4	2,40%	3,00%	60	Fixe	In fine	100	100
24/07/2020	24/07/2025	5	2,06%	2,81%	75	Fixe	In fine	200	200
30/12/2020	30/12/2024	4	2,22%	2,80%	58	Fixe	In fine	150	150
12/03/2021	12/03/2023	2	1,68%	2,08%	40	Fixe	In fine	150	150
29/04/2021	29/04/2026	5	1,95%	2,55%	60	Fixe	In fine	150	150
26/05/2021	26/05/2025	4	1,87%	2,42%	55	Fixe	In fine	150	150
09/08/2021	09/08/2024	3	1,87%	2,37%	50	Fixe	In fine	100	100
28/09/2021	28/09/2026	5	2,06%	2,66%	60	Fixe	In fine	100	100
25/11/2021	25/11/2024	3	1,81%	2,31%	50	Fixe	In fine	50	50
25/11/2021	25/11/2025	4	1,90%	2,45%	55	Fixe	In fine	50	50
28/04/2022	28/04/2025	3	1,94%	2,44%	50	Fixe	In fine	100	100
28/04/2022	28/04/2026	4	2,03%	2,58%	55	Fixe	In fine	100	100
28/04/2022	28/04/2027	5	2,14%	2,74%	60	Fixe	In fine	100	100
Total								2 200,00	2 200,00

Source : Sogelease Maroc

Le management de la société, prévoit de renouveler tout ou partie de ses tombées de BSF par de nouvelles émissions de produits BSF ou autres, et ce dépendamment du contexte économique et de marché.

➤ Evolution des Bons de Sociétés de Financement émis entre 2019 et l'exercice en cours

En KMAD	2019	2020	2021	S1 2022
Encours des Bons de Sociétés de Financement émis*	1 834 183	2 132 725	2 130 144	2 224 344

Source : Sogelease Maroc

(*) Y compris les intérêts courus

II.3.2. Dettes bancaires de Sogelease Maroc

➤ Dette contractée auprès des banques

Au 30 juin 2022 les dettes bancaires à moyen et long termes contractées par Sogelease Maroc auprès des banques sont détaillées comme suit :

Banque	Montant accordé (KMAD)	Montant débloqué (KMAD)	Date du 1 ^{er} déblocage	Date d'échéance contrat	Type contrat (CCT/CMT)	Mode de remboursement
SGMA	200 000	200 000	août-18	août-23	CMT	Annuité constante
SGMA	300 000	300 000	mars-18	mars-23	CMT	Annuité constante
SGMA	300 000	300 000	déc.-18	déc.-23	CMT	Annuité constante
SGMA	300 000	300 000	févr.-19	févr.-24	CMT	Annuité constante
SGMA	200 000	200 000	août-18	août-23	CMT	Annuité constante
SGMA	300 000	300 000	déc.-17	déc.-22	CMT	Annuité constante

SGMA	500 000	500 000	mars-20	mars-25	CMT	Annuité constante
SGMA	300 000	300 000	août-20	août-25	CMT	Annuité constante
SGMA	200 000	200 000	nov-20	nov-25	CMT	Annuité constante
SGMA	200 000	200 000	nov-20	nov-25	CMT	Annuité constante
SGMA	150 000	150 000	déc-20	déc-25	CMT	Annuité constante
SGMA	150 000	150 000	déc-20	déc-25	CMT	Annuité constante
SGMA	100 000	100 000	sept-21	sept-26	CMT	Annuité constante
SGMA	100 000	100 000	sept-21	sept-26	CMT	Annuité constante
SGMA	150 000	150 000	avr-21	avr-24	CMT	Annuité constante
SGMA	150 000	150 000	avr-21	avr-25	CMT	Annuité constante
SGMA	100 000	100 000	déc-21	déc-26	CMT	Annuité constante
SGMA	300 000	300 000	juin-22	juin-27	CMT	Annuité constante
Total SGMA	4 000 000	4 000 000				
SGMA OS	19 533	19 533	mai-17	mai-23	CMT	Annuité constante
SGMA OS	2 537	2 537	déc-17	déc-23	CMT	Annuité constante
SGMA OS	29 744	29 744	avr-18	avr-28	CMT	Annuité constante
SGMA OS	21 845	21 845	nov-18	nov-33	CMT	Annuité constante
SGMA OS	162 747	162 747	mars-19	mars-30	CMT	Annuité constante
SGMA OS	36 350	36 350	mai-19	mai-27	CMT	Annuité constante
SGMA OS	33 901	33 901	juil-19	juil-35	CMT	Annuité constante
SGMA OS	21 144	21 144	déc-19	déc-31	CMT	Annuité constante
SGMA OS	20 876	20 876	févr-20	févr-25	CMT	Annuité constante
SGMA OS	8 050	8 050	févr-20	févr-27	CMT	Annuité constante
SGMA OS	2 928	2 928	mars-20	mars-25	CMT	Annuité constante
SGMA OS	1 465	1 465	avr-20	avr-27	CMT	Annuité constante
SGMA OS	632	632	mai-20	mai-27	CMT	Annuité constante
SGMA OS	591	591	mai-20	mai-23	CMT	Annuité constante
SGMA OS	10 912	10 912	juin-20	juin-25	CMT	Annuité constante
SGMA OS	370	370	août-20	août-23	CMT	Annuité constante
SGMA OS	1 700	1 700	août-20	août-23	CMT	Annuité constante
SGMA OS	167	167	sept-20	sept-27	CMT	Annuité constante
SGMA OS	603	603	sept-20	sept-27	CMT	Annuité constante
SGMA OS	482	482	oct-20	oct-25	CMT	Annuité constante
SGMA OS	357	357	mars-21	mars-28	CMT	Annuité constante
SGMA OS	279	279	avr-21	avr-28	CMT	Annuité constante
SGMA OS	2 256	2 256	oct-21	oct-26	CMT	Annuité constante
SGMA OS	770	770	nov-21	nov-28	CMT	Annuité constante
SGMA OS	2 641	2 641	nov-21	nov-26	CMT	Annuité constante
SGMA OS	220	220	nov-21	mars-27	CMT	Annuité constante
SGMA OS	69 749	69 749	déc-21	juil-31	CMT	Annuité constante
SGMA OS	893	893	juil-18	juil-22	CMT	Annuité constante
SGMA OS	11 789	11 789	avr-22	avr-28	CMT	Annuité constante
SGMA OS	1 363	1 363	mars-22	mars-27	CMT	Annuité constante
SGMA OS	10148	10148	déc-21	déc-29	CMT	Annuité constante

Total SGMA OS*	477 042	477 042			
Total	4 477 042	4 477 042			

Source : Sogelease Maroc

(*) SGMA Off-Shore (crédits en devises relatifs à l'activité leasing en zone franche de Sogelease)

➤ Evolution de la dette bancaire de Sogelease Maroc entre 2019 et 2021

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés évoluent comme suit entre 2019 et 2021 :

En KMAD	2019	2020	2021
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 177 903	3 635 313	3 319 770

Source : Sogelease Maroc

➤ Facilités de caisse et découverts de Sogelease Maroc

Au 31 décembre 2021, les facilités de caisse et découverts dont bénéficie Sogelease Maroc sont détaillés comme suit :

Banques	Montant des lignes de découvert (autorisations) (KMAD)	Montant consommé (KMAD)
SG Maroc	1 100 000	284 760*
Attijariwafa Bank	100 000	0
Total	1 200 000	284 760

Source : Sogelease Maroc

(*) Y compris les intérêts courus

Sogelease Maroc n'est pas assujettie à des covenants au titre de ses dettes bancaires.

➤ Crédits bancaires obtenus depuis le dernier arrêté des comptes

A la date d'enregistrement du présent document de référence, SGLM n'a obtenu aucun crédit.

➤ Crédits en cours de conclusion

A la date d'enregistrement du présent document de référence, un crédit BSF pour un montant de 300MMAD est en cours de conclusion.

II.3.3. Engagements hors bilan

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des engagements donnés et reçus par Sogelease Maroc pour les 3 derniers exercices :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Engagements donnés	233 926	141 133	-40%	149 204	6%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	233 926	141 133	-40%	149 204	6%
Engagements reçus	851 433	850 292	0%	823 570	-3%
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	60 003	23 673	-61%	11 081	-53%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	791 430	826 619	4%	812 489	-2%

Source : Sogelease Maroc

II.3.4. Notation

Néant.

II.3.5. Nantissement d'actifs et nantissement d'actions

A la connaissance du management de Sogelease Maroc, les actifs et les actions de la société ne font l'objet d'aucun nantissement à ce jour.

Partie III. GOUVERNANCE DE SOGELEASE MAROC

III.1. Assemblées générales

Les dispositions statutaires de Sogelease Maroc, régissant les assemblées d'actionnaires, stipulent que :

<p>▪ Mode de convocation</p>	<p>Le Conseil d'Administration convoque les assemblées d'actionnaires, fixe leur ordre du jour, arrête les termes des résolutions à leur soumettre et ceux du rapport à leur présenter sur ces résolutions.</p> <p>A défaut, les assemblées générales peuvent également être convoquées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le ou les commissaires aux comptes - Les actionnaires majoritaires en capital ou en droit de vote après une offre publique d'achat ou d'échange ou après une cession d'un bloc de titres modifiant le contrôle de la société ; - Le ou les liquidateurs, en cas de dissolution de la société et pendant la période de liquidation ; - Un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social. <p>Le ou les commissaires aux comptes ne peuvent convoquer l'assemblée des actionnaires qu'après avoir vainement requis sa convocation par le conseil d'administration.</p> <p>Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins deux pour cent du capital social ont la faculté de requérir l'inscription d'un ou plusieurs projets de résolution à l'ordre du jour.</p>
<p>▪ Conditions d'admission</p>	<p>Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par un mandataire, sur simple justification de son identité.</p> <p>Un actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire justifiant d'un mandat, par son conjoint ou par un ascendant ou descendant.</p> <p>Le mandat est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donnée pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours.</p>
<p>▪ Droits de vote</p>	<p>Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Le droit de communication et de consultation des documents sociaux appartient à chacun des copropriétaires d'actions indivises, au nu-proprétaire et à l'usufruitier d'actions.</p> <p>Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.</p>
<p>▪ Quorum et majorité</p>	<p><u>Assemblée générale ordinaire</u></p> <p>L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, le quart des actions ayant le droit de vote.</p> <p>Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou par des moyens équivalents permettant leur identification conformément à la loi.</p>

Si elle ne réunit pas le quorum, une nouvelle assemblée est convoquée dans les mêmes conditions statutaires et délibère valablement sur le même ordre du jour quelle que soit la portion du capital social représentée.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié des actions et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.

A défaut de quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Elle statue à la majorité des 2/3 des voix des actionnaires présents ou représentés.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou par des moyens équivalents permettant leur identification conformément à la loi.

Source : Sogelease Maroc

III.2. Organe d'administration : Le Conseil d'Administration

III.2.1. Dispositions statutaires régissant le Conseil d'Administration

Les dispositions statutaires de Sogelease Maroc, régissant les réunions du Conseil d'Administration, stipulent que :

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mode de convocation 	<p>Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du Président.</p> <p>En cas d'urgence, ou s'il y a défaillance de la part du Président, la convocation peut être faite par le ou les commissaires aux comptes. En outre, le Conseil peut être convoqué par le ou les administrateurs représentant au moins le tiers de son effectif.</p> <p>Les convocations sont faites par lettre recommandée avec accusé de réception quinze jours au moins à l'avance à chaque administrateur. Toutefois, si tous les administrateurs sont présents ou représentés, il n'y a pas lieu de justifier du mode de convocation.</p> <p>Lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le Directeur Général ou le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président de convoquer le Conseil. Lorsque le Président ne convoque pas celui-ci dans un délai de quinze jours à compter de la date de la demande, ledit Directeur Général ou lesdits administrateurs peuvent convoquer le Conseil d'Administration à se réunir.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conditions d'admission 	<p>Les administrateurs sont nommés et révoqués par l'assemblée générale ordinaire. Ils sont rééligibles.</p> <p>La durée des administrateurs ne peut excéder 6 ans en cas de nomination par les assemblées générales et 3 ans en cas de nomination par les statuts.</p>

	<p>Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat pour avoir le droit d'assister à l'assemblée générale ordinaire, le cas échéant, sauf pour les administrateurs indépendants.</p> <p>Les administrateurs sont des personnes physiques ou des personnes morales.</p>
<p>▪ Quorum et majorité</p>	<p>Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.</p> <p>Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par les moyens de visioconférence ou moyens équivalents permettant leur identification conformément à la loi. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions prévues aux articles 63, 67 bis, 67 ter et 72 de la loi 17-95.</p> <p>En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.</p>

Source : Sogelease Maroc

III.2.2. Conseil d'Administration

Sogelease Maroc est administrée par un Conseil d'Administration composé au 30 juin 2022 de 9 membres.

La composition actuelle du Conseil d'Administration de Sogelease Maroc ainsi que les dates de début et d'expiration de mandat se présentent comme suit :

Prénom et nom	Lien avec Sogelease Maroc	Fonction	Date de première nomination	Date d'expiration du mandat
M. Mohamed TAHRI	-	Président du Conseil d'Administration	2016	AGO statuant sur l'exercice 2023
Société Générale Marocaine de Banques (représentée par son Président du Directoire M. Ahmed EL YACOUBI)	Actionnaire de Sogelease Maroc	Administrateur	2001	AGO statuant sur l'exercice 2025
M. Mehdi BENBACHIR	Actionnaire de SG Maroc	Administrateur	2022	AGO statuant sur l'exercice 2025
M. Abdelaziz TAZI	Actionnaire de SG Maroc	Administrateur	1981	AGO statuant sur l'exercice 2023
Mme. Pascale DEVERGIES GILODI	-	Administrateur	2018	AGO statuant sur l'exercice 2023
M. François MARCHAL	-	Administrateur	2018	AGO Statuant sur l'exercice 2025
Mme Asmae HAJJAMI	-	Administrateur	2019	AGO statuant sur l'exercice 2025
M. Jawad ZIYAT	-	Administrateur indépendant	2017	AGO statuant sur l'exercice 2023

Mme Ourida TARISGUEL	-	Administrateur	2019	AGO statuant sur l'exercice 2022
-----------------------------	---	----------------	------	----------------------------------

Source : Sogelease Maroc

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire, ou par l'Assemblée Générale Extraordinaire en cas de fusion ou de scission.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre au nom de la société toutes décisions nécessaires à la réalisation de son objet social et pour faire autoriser tous actes de gestion et disposition, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la Loi et par les statuts.

Présentation succincte des membres du Conseil d'Administration

Nom	Diplôme	Fonctions	Autres mandats
M. Mohamed TAHRI	<ul style="list-style-type: none"> Licence en sciences économiques et DEA Monnaie, Finances, Banques 	<ul style="list-style-type: none"> Inspecteur puis Inspecteur Principal - SG Maroc Responsable du Secrétariat du Conseil d'Administration, chargé des filiales et des participations - SG Maroc Adjoint au Directeur de l'Agence Centrale - SG Maroc Directeur du Groupe Abdelmoumen¹ - SG Maroc Directeur Régional de Rabat - SG Maroc Directeur du Pôle Banque des PME-PMI - SG Maroc Directeur du Pôle Réseau - SG Maroc Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Réseau - SG Maroc Directeur Général et membre du Directoire - SG Maroc 	<ul style="list-style-type: none"> Administrateur de Sogecapital Bourse Administrateur de SG Offshore Administrateur de Sogecapital Investissement Administrateur de Sogecapital Gestion Administrateur de Sogecapital Placement Administrateur de LMV Président du Conseil d'Administration d'ATHENA COURTAGE
M. Ahmed EL YACOUBI	<ul style="list-style-type: none"> Diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs d'Annecy MBA HEC Paris 	<ul style="list-style-type: none"> Direction des Systèmes d'Informations - SG Maroc Responsable du Secrétariat Général - SG Maroc Directeur Général Adjoint en charge du pôle Ressources Générales et Banque de Flux - SG Maroc Directeur Régional de l'Afrique de l'Ouest - Groupe SG à Paris Directeur Général et membre du Directoire - SG Maroc Président du Directoire - SG Maroc 	<ul style="list-style-type: none"> Président du Directoire de SG Maroc Administrateur de Société Générale au Sénégal (SGBS) Administrateur de SG Offshore Administrateur d'INVESTIMA Administrateur de Sogecapital Gestion Administrateur d'ALD Automotive Maroc
M. Abdelaziz TAZI	<ul style="list-style-type: none"> Diplômé de HEC Paris 	<ul style="list-style-type: none"> Directeur de l'Office de Commercialisation et d'Exportation (OCE) Directeur Central – SG Maroc Administrateur Directeur Général – SG Maroc Vice-Président Directeur Général – SG Maroc Président Directeur Général – SG Maroc 	<ul style="list-style-type: none"> Président d'honneur et membre du Conseil de Surveillance de SG Maroc Membre du Conseil d'Administration de l'AMMC

¹ Ancien groupement d'agences SGMA

M. Mehdi BENBACHIR	<ul style="list-style-type: none"> • Bachelor en Finance et Systèmes d'Information de Stern School of Business à New York University 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur Associé au sein de la Direction des Grandes Entreprises – SG Maroc • Directeur de la Direction Conseil – SG Maroc • Directeur de la Banque d'Investissement – SG Maroc • Directeur Général Adjoint en charge de la Banque d'Investissement, de la Stratégie, de la Qualité et de l'innovation – SG Maroc • Directeur Général Adjoint en charge du Retail – SG Maroc 	<ul style="list-style-type: none"> • Membre du Conseil de surveillance de SogeCapital Gestion • Administrateur de SG Mauritanie
Mme Pascale DEVERGIES GILODI	<ul style="list-style-type: none"> • Expert-comptable 	<ul style="list-style-type: none"> • Direction du programme IAS - SG France • Direction des affaires comptables - SG France • Directeur Financier de la ligne métier - SG France • Adjoint au Directeur du réseau - SG France 	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de SG leasing Spa • Administrateur au sein de Equipement Finance Czech Republic s.r.o
M. François MARCHAL	<ul style="list-style-type: none"> • Diplômé de HEC Paris • DESS de Fiscalité Internationale de Paris II-Assas 	<ul style="list-style-type: none"> • Inspection Générale – SG France • Inspecteur Principal – SG France • Directeur Général Adjoint et Directeur Commercial – SG Ghana • Directeur Général et membre du Directoire - SG Maroc 	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de Sogecapital Gestion • Administrateur de Sogecapital Placement • Administrateur de Sogecapital Bourse • Président Directeur Général de SG offshore • Administrateur de Foncimm • Administrateur de Sogecapital Investissement • Président du Conseil d'Administration d'INVESTIMA • Administrateur d'Athena Courtage
Mme Asmae HAJJAMI	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'ingénieur d'Etat de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des Flux Domestiques et du Cash Management – SG Maroc • Directeur Régional Agadir – SG Maroc • Adjoint au Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Ressources Générales et Banque de Flux en charge de la DPO, la DSI, la qualité et l'innovation – SG Maroc • Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Ressources Générales et Banque de Flux – SG Maroc • Directeur Général et membre du Directoire – SG Maroc 	<ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de l'UIB • Administrateur de SG Offshore • Président du Conseil d'Administration de Foncimm • Administrateur de SGLM • Administrateur de EH Acmar • Administrateur de CMI • Administrateur de SG ABS • Administrateur de SG ATS
M. Jawad ZIYAT	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'ingénieur de l'Ecole Supérieur d'Electricité 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur central des aménagements et des investissements - Ministère du Tourisme • Directeur Général - Jet4you 	<ul style="list-style-type: none"> • Néant

		<ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général - Prestigia • Directeur Général - Injaz Holding 	
Mme Ourida TARSIGUEL	<ul style="list-style-type: none"> • DESS Marketing, Montpellier 	<ul style="list-style-type: none"> • Responsable produit leasing et affacturage • Senior programme manager • Directeur commercial - Philips Médicale Capital Europe • Responsable des marchés constructeurs informatique - Franfinance • Directeur d'agence - BNP Paribas Lease Group 	<ul style="list-style-type: none"> • Néant

Source : Sogelease Maroc

III.2.3. Critères adoptés par Sogelease Maroc en matière d'indépendance des membres du Conseil d'Administration et de parité hommes/femmes

Le Conseil d'Administration de Sogelease Maroc compte un (1) seul membre indépendant. La qualité d'Administrateur Indépendant répond à des critères définis dans la circulaire du Wali de Bank Al Maghrib du 5/W/2016 du 10 juin 2016 fixant les conditions et les modalités de désignation d'administrateurs ou membres indépendants au sein de l'organe d'administration des établissements de crédit. Par ailleurs, la diversité des genres et la promotion des femmes font partie des engagements de Sogelease Maroc, avec comme principaux axes d'actions : le développement des compétences, le networking et le mentoring.

Ainsi, le nombre de femmes au sein du Conseil d'Administration s'élève à 3, soit 30% des membres du Conseil.

III.2.4. Prêts et rémunérations accordés aux membres des organes d'administration

Aucun prêt n'a été accordé aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2021.

Les jetons de présence alloués au Conseil d'Administration au titre des trois derniers exercices s'élèvent à :

En KMAD	2019	2020	2021
Jetons de présence	300	300	300

Source : Sogelease Maroc

III.2.5. Comités spécialisés rattachés au Conseil d'Administration

Au 30/06/2022, les comités prévus dans l'organisation de Sogelease Maroc se présentent comme suit :

Comité d'Audit : comité semestriel rattaché au Conseil d'Administration. Ce comité a pour but d'assurer la surveillance et l'évaluation de la mise en œuvre du dispositif du contrôle interne, de la fonction conformité, de la gestion des risques opérationnelles, et de l'activité d'audit, de piloter et d'analyser en profondeur les questions relatives à ces activités. Le Comité Audit de Sogelease Maroc se réunit en présence des membres suivants :

- M. Jawad ZIYAT, Administrateur Indépendant et Président du comité d'Audit de Sogelease Maroc ;
- M. Mohamed TAHRI, Président du Conseil d'Administration de Sogelease Maroc ;
- M. François MARCHAL, Administrateur de Sogelease Maroc.

Comité du risque : comité semestriel rattaché au Conseil d'Administration. Ce comité permet d'appréhender les risques auxquels l'entité est exposée et de mettre en place des plans d'actions pour les gérer dans le futur. Le Comité du risque se réunit en présence des membres suivants :

- M. Mohamed TAHRI, Président du Conseil d'Administration de Sogelease Maroc ;
- M. François MARCHAL, Administrateur et Président du comité du risque de Sogelease Maroc.

III.3. Les organes de direction

III.3.1. Principaux dirigeants de Sogelease Maroc

Au 30/06/2022, les organes de direction sont présentés par :

Nom	Fonction	Date de nomination
M. Lahoussine HASSANI IDRISSE	Directeur Général	2022
M. Adil CHBANI	Directeur Général Délégué	2022
M. Abdelhak EL MAROUANI	Secrétaire Général	2015

Source : Sogelease Maroc

III.3.2. Présentation succincte des principaux dirigeants de Sogelease Maroc

▪ Monsieur Lahoussine HASSANI IDRISSE, 57 ans :

Monsieur Lahoussine HASSANI IDRISSE est nommé Directeur Général de Sogelease Maroc depuis le 1^{er} mars 2022. Il a rejoint Société Générale Maroc en 1991 dans la direction d'inspection avant de prendre sa responsabilité en 1997. Entre 2000 et 2009, il prend la responsabilité de la Direction des Ressources Humaines au sein de SGMA et la DRH d'EQDOM en 2006. Après avoir occupé plusieurs postes de responsabilité au niveau de la direction commerciale d'EQDOM et de SGMA, M. Lahoussine HASSANI IDRISSE a été nommé en 2019, DGA, Délégué Régional SGMA Nord.

Monsieur Lahoussine HASSANI IDRISSE est titulaire d'un DESS Finance et techniques bancaires.

Il est à noter que Monsieur Lahoussine HASSANI IDRISSE n'exerce aucune autre fonction dans d'autres entités.

▪ Monsieur Adil CHBANI, 53 ans :

Monsieur Adil CHBANI est nommé Directeur Général Délégué de Sogelease Maroc depuis le 1^{er} mars 2022. Il a rejoint le groupe Société générale en 2000 en tant que Directeur commercial et a occupé plusieurs postes de responsabilité et a été nommé en juillet 2008 Directeur central en charge de ce pôle.

Monsieur Adil CHBANI est titulaire d'un MBA de Keller Graduate School of Management, Chicago-IL, USA.

Il est à noter que Monsieur Adil CHBANI n'exerce aucune autre fonction dans d'autres entités.

▪ Monsieur Abdelhak EL MAROUANI, 48 ans :

Monsieur Abdelhak EL MAROUANI a intégré Sogelease Maroc en 1999. Actuellement et depuis 2019, il est Secrétaire Général de l'organisation.

Monsieur EL MAROUANI a connu un parcours diversifié au sein de Sogelease Maroc, il a occupé plusieurs postes de responsabilité durant sa carrière. En 2001, il était Responsable Informatique, puis en 2003, il a intégré la Direction Administrative et Financière en tant que Responsable Contrôle de Gestion, avant d'être nommé en 2007, Responsable Département Finance.

En 2013 Monsieur EL MAROUANI a été nommé responsable du Pôle Administratif et Financier.

Monsieur EL MAROUANI est titulaire d'un DESS Finance de l'Université de Toulouse.

Il est à noter que Monsieur Abdelhak EL MAROUANI n'exerce aucune autre fonction dans d'autres entités.

III.3.3. Prêts et rémunération accordés aux principaux dirigeants

Les salaires perçus par les principaux dirigeants de Sogelease Maroc en 2021 totalisent un montant brut de 3,3 millions de dirhams.

En MMAD	2019	2020	2021
Salaires perçus par les principaux dirigeants*	4,9	4,2	3,3

Source : Sogelease Maroc

(*) : 3 principaux dirigeants en 2019 et 2020 ; 2 principaux dirigeants en 2021

Aucun prêt n'a été accordé aux principaux dirigeants de Sogelease Maroc au titre de l'exercice 2021.

III.3.4. Les comités issus de l'organe de direction

Au 30/06/2022, dix comités de gestion interne sont prévus dans l'organisation de Sogelease Maroc, à savoir :

- **Comité de Direction** : il a pour but de piloter les différentes activités de l'entreprise et de décider des actions à mener pour les différents responsables.
- **Comité Commercial / Marketing** : ce comité suit les réalisations de la direction commerciale et décide les actions à entreprendre par les commerciaux, des supports y afférents et la politique de pricing à appliquer.
- **Comité Audit et contrôle interne** : ce comité a pour but de suivre et piloter les travaux du département Audit et Contrôle interne, notamment, la surveillance permanente, les risques opérationnels, la conformité, et le suivi de la mise en œuvre des préconisations émanant de l'inspection du groupe.
- **Comité RH** : ce comité s'assure du suivi de l'état d'avancement de l'ensemble des projets RH en cours (recrutements, formations, gestion de carrière, etc.).
- **Comité Financier** : il a pour but de suivre les indicateurs de pilotage de l'activité et analyser les états financiers de Sogelease Maroc ainsi que le suivi de l'ALM.
- **Comité Impayés Recouvrement** : ce comité traite les dossiers en impayés et décide les actions de recouvrement à mener par le département RCS.
- **Comité Provisionnement** : ce comité détermine le montant de la provision de la clientèle enregistrant des impayés.
- **Comité cession des biens récupérés** : ce comité décide des ventes du matériel d'occasion récupéré par Sogelease Maroc.
- **Comité des irréguliers** : ce comité a pour but d'analyser la situation des dossiers irréguliers, notamment les dossiers présentant des dérogations, les dossiers en pré loyers et le traitement des réclamations.
- **Comité Informatique** : ce comité a pour objet d'analyser le suivi des projets Informatiques.

Comité	Assisté par	Fonction	Date de comité
Comité de Direction	L.HASSANI IDRISSE A. EL MAROUANI M.EL ALAMI	Directeur Général Secrétaire Général Responsable Pôle Risque	Hebdomadaire, chaque mardi matin
Comité Commercial - Marketing	L.HASSANI IDRISSE A.CHBANI K.TALBI T.CHAMI B.BOUSLIKHANE	Directeur Général Directeur Général Délégué Directeur Commercial Adjoint Directeur Commercial Adjoint CTC (Conseiller Technico-Commercial)	Mensuel, 15 jours après l'arrêté

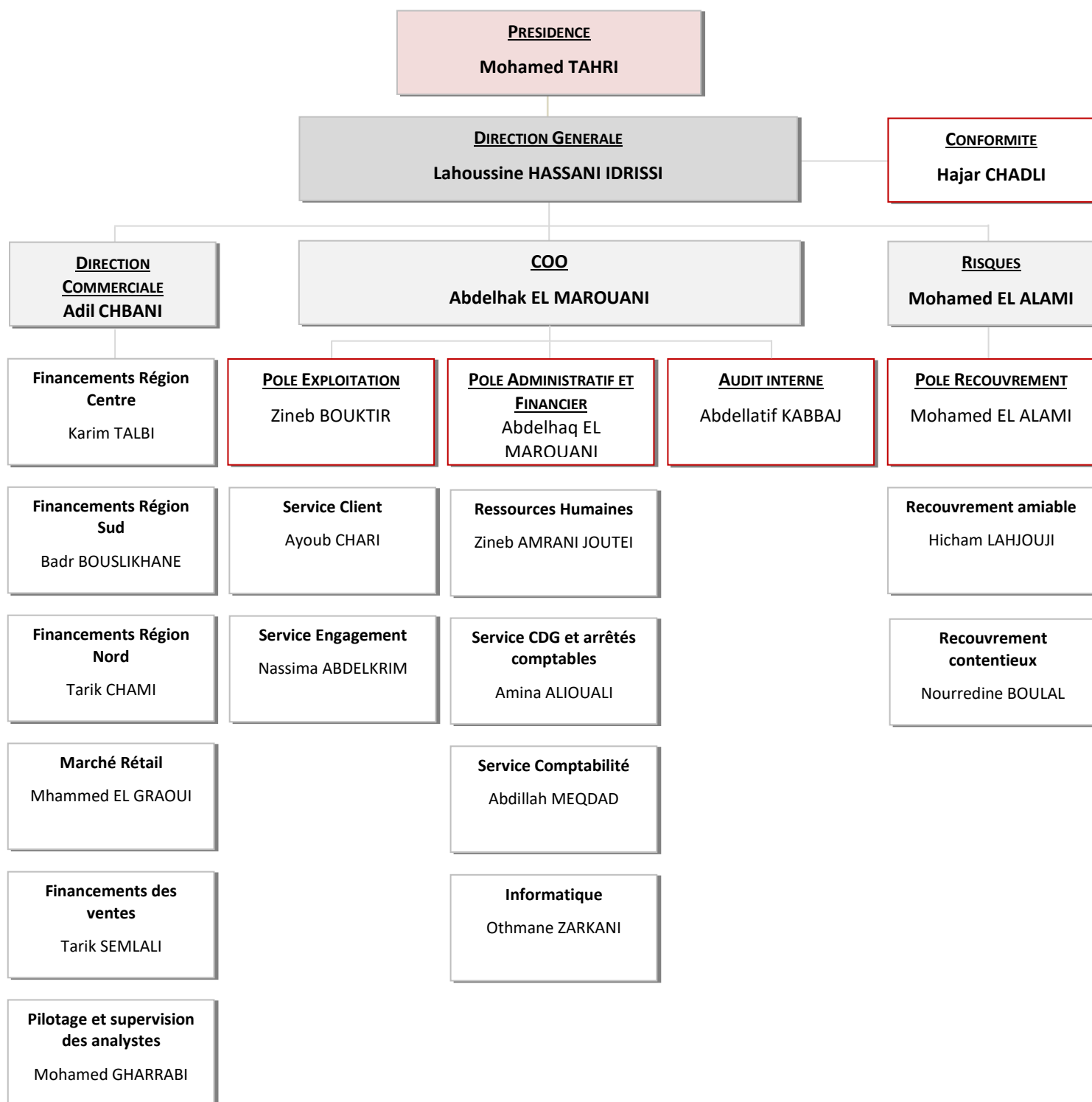
Comité Audit et Contrôle Interne	L.HASSANI IDRISSE A. EL MAROUANI A.EL KABBAJ	Directeur Général Secrétaire Général Responsable Audit et Contrôle Interne	Trimestriel
Comité RH	L.HASSANI IDRISSE A. EL MAROUANI Z..AMRANI	Directeur Général Secrétaire Général Responsable RH	Mensuel
Comité Financier	L.HASSANI IDRISSE A.EL MAROUANI	Directeur Général Secrétaire Général	Mensuel, 7 jours après l'arrêté
Comité Impayés et recouvrement	L.HASSANI IDRISSE A.CHBANI M.EL ALAMI	Directeur Général Directeur Général Délégué Responsable Pôle Risque ou son adjoint Responsables Commerciaux Agents de recouvrement	Mensuel, 15 jours après l'arrêté
Comité de Provisionnement (RCS)	L.HASSANI IDRISSE A.EL MAROUANI M.EL ALAMI	Directeur Général Secrétaire Général Responsable Pôle Risque ou son adjoint	Trimestriel, date déterminée en fonction de dates communiquées par le groupe SG
Comité cession des biens récupérés (RCS)	L.HASSANI IDRISSE M.EL ALAMI A.EL KABBAJ	Directeur Général Responsable Pôle Risque ou son adjoint Responsable Audit et Contrôle Interne	Trimestriel a minima
Comité des irréguliers	L.HASSANI IDRISSE Z.BOUKTIR	Directeur Général Responsable Pôle Exploitation Responsables commerciaux Agents Service client	Trimestriel, 20 jours après l'arrêté
Comité informatique	L.HASSANI IDRISSE A.EL MAROUANI O.ZARKANI	Directeur Général Secrétaire Général Responsable SI	Trimestriel, 20 jours après l'arrêté

Source : Sogelease Maroc

III.3.5. Opérations conclues par Sogelease Maroc avec les membres des organes d'administration et de direction, et montant global des prêts accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration et de direction

Cf. Relation entre Sogelease Maroc et le Groupe Société Générale

III.3.6. Organigramme de Sogelease Maroc au 30/06/2022



Source : Sogelease Maroc

Partie IV. ACTIVITE DE SOGELEASE MAROC

IV.1. Historique de Sogelease Maroc

En juin 1979, la société a été créée sous le nom de Leasing Général Développement, sise à 84 Bd Med V à Casablanca, par le fondateur M. M'Hamed Bargach, avec un capital de 50 000 MAD.

En Octobre 1981, Leasing Général Développement a procédé à une première augmentation de son capital de 50 000 MAD à 10 MMAD par l'émission de 99 500 actions nouvelles dont la majorité est détenue par la société « VALORIND » filiale de Société Générale France.

En Novembre 1981, la société a changé de dénomination sociale pour devenir Sogelease Maroc et le siège social a été transféré au 3, Rue Allal Ben Abdellah à Casablanca.

Au début de l'année 1982, la société a commencé son activité et a réalisé 85 opérations de crédit-bail. Au cours de cette année, la société a atteint un montant de décaissement qui s'élève à 32,1 MMAD.

En 1985, Sogelease Maroc a transféré son siège social à la Résidence El Manar, Bd Abdelmoumen. La société a procédé à une seconde augmentation de capital le portant à 20 MMAD.

En 1990, Sogelease Maroc a procédé à une troisième augmentation de capital par incorporation des réserves extraordinaires à hauteur de 10 MMAD. Ainsi, le capital social de la société est passé de 20 MMAD à 30 MMAD.

En 1991, une nouvelle augmentation de capital a eu lieu en vue de respecter le ratio des fonds propres exigé par les autorités de tutelle. Le capital social est passé de 30 MMAD à 50 MMAD.

En 1996, La société a augmenté son capital de 25 MMAD par incorporation de réserves pour le porter à 75 MMAD.

L'année 2000 a été marquée par la mise en place du produit SOGEQUIP, commercialisé exclusivement par les agences de la SGMA auprès de sa clientèle commerciale et professionnelle et destiné au financement en crédit-bail de divers biens meuble et immeuble à usage professionnel.

En 2001, Sogelease Maroc a transféré son siège au 55, Bd Abdelmoumen, pour intégrer le siège de la SGMA.

La société a procédé à une nouvelle augmentation de capital de 25 MMAD par incorporation des réserves extraordinaires à hauteur de 9 MMAD, et par report à nouveau à hauteur de 16 MMAD. Le capital de la société s'élève donc à 100 MMAD divisé en 1 000 000 actions de 100 MAD.

En 2005, Sogelease Maroc et la SGMA ont convenu de maintenir et développer les synergies entre les deux établissements à travers le lancement du produit PROLEASE, destiné au marché de la clientèle professionnelle et du produit PMELEASE, destiné au marché de la clientèle commerciale du réseau de la SGMA.

En 2010, Sogelease Maroc a lancé un programme d'émission de BSF avec un plafond de 2 milliards de Dirhams.

En 2011, Sogelease Maroc a procédé à l'augmentation du plafond du programme d'émission de BSF de 2.000.000.000 MAD à 3.000.000.000 MAD.

Par ailleurs, SGMA a acquis la participation de SG Financial Services Holding dans Sogelease Maroc après obtention de l'accord de Bank Al Maghrib.

En 2013, Sogelease Maroc a opéré un certain nombre de changements organisationnels qui ont été accompagnés par la mise en place de comités de gestion pour renforcer la gouvernance. Dans ce cadre, 4 pôles ont été définis :

- Un pôle commercial, regroupant la force commerciale de Sogelease Maroc, répartie par région et par marché, ainsi que l'animation du réseau de la banque ;
- Un pôle recouvrement assurant le recouvrement amiable et le recouvrement contentieux ;
- Un pôle exploitation regroupant le service client et le service engagement ;
- Un pôle administratif et financier regroupant les fonctions support et la direction financière.

En 2014, Sogelease Maroc a augmenté son capital social de 40.000.000,00 DH par émission de 400.000 actions nouvelles de 100 DH chacune, entièrement libérées. Le capital de la société s'élève donc à 140 MMAD divisé en 1 400 000 actions de 100 MAD. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30/10/2014 a décidé du transfert du siège social de Sogelease Maroc du 55 Boulevard Abdelmoumen à Casablanca au 374 Boulevard Abdelmoumen Etage 1 appts E Lots Manazyl Maymoun.

En 2015, Sogelease Maroc a adopté une stratégie de développement basée sur 2 principaux axes :

- Assurer une croissance rentable et durable visant un ROE de 15% à horizon 2018, en poursuivant le processus d'amélioration de la qualité du risque produit et du recouvrement des créances en souffrance ;
- Optimiser le business model multicanal qui repose sur 3 réseaux de distribution (vente directe SGL, réseau SGMA et financement des ventes).

L'ambition de la société étant de faire du réseau de SG Maroc, un canal de distribution à part entière, autonome et indépendant. Ce qui permettra à Sogelease Maroc de recentrer le rôle de ses relais autour de l'animation et du support technique et commercial aux commerciaux de la banque.

En 2016, Sogelease Maroc a lancé le projet de création de la succursale Sogelease Offshore afin de mieux pouvoir accompagner ses clients tout en participant à la promotion et au développement des zones offshores.

En 2017, Sogelease Offshore a concrétisé les premières opérations avec des acteurs phares de la zone Offshore. Etant donné que Sogelease Maroc s'est inscrite dans la politique de développement de ces zones Offshore, elle représente 9% de sa production globale à fin 2019.

2018 : Sogelease Maroc et la Caisse Centrale de Garantie ont démarré un projet relatif à l'entrée en vigueur d'une délégation de décision d'octroi de la garantie CCG au titre des produits « Damane Express » et « Ilayki » du Fonds de garantie PME pour les opérations de financement inférieures à 1 MDH. A travers ce projet, Sogelease Maroc deviendra la première société de leasing au Maroc qui bénéficiera de cette délégation et qui constitue une étape importante dans le cadre de l'industrialisation du leasing pour la clientèle CLIPRO. Cette convention a permis d'augmenter la part de la production CLIPRO entre septembre 2018 et septembre 2019 de 34%.

2019 : Sogelease a lancé son programme de transformation MASTERLEASE. Ce projet vise à renforcer la synergie avec la SGMB dans le cadre d'un modèle producteur-distributeur.

2020 : Sogelease Maroc a procédé à l'augmentation du plafond du programme d'émission de BSF de 3.000.000.000 MAD à 4.000.000.000 MAD.

2021 : Néant.

2022 : Nomination de M. Lahoussine HASSANI IDRISSE en tant que nouveau DG de Sogelease Maroc

IV.2. Appartenance de Sogelease Maroc au Groupe Société Générale

IV.2.1. Présentation de Société Générale France

Société Générale est un groupe européen de Services Financiers avec 25,8 milliards d'euros de capitalisation boursière au 31/12/2021, actif dans 66 pays et employant 131 000 salariés. Ses principales implantations à l'étranger en termes d'effectifs sont en Russie, en République Tchèque, en Roumanie et au Maroc. Le groupe Société Générale est organisé en 3 pôles métiers : (i) la Banque de détail en France, (ii) la banque de détail à l'international, l'assurance et les services financiers aux entreprises et (iii) Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs.

Au 31 décembre 2021, la notation long terme² de Société Générale est A (Fitch Ratings), A (Standard & Poor's) et A1 (Moody's).

La Banque de détail en France combine la force de trois enseignes complémentaires : Société Générale (banque nationale de référence), Crédit du Nord (groupe de banques régionales), Boursorama Banque (acteur incontournable de la banque en ligne). La performance financière de la Banque de détail en France affiche avec un PNB de 7,8 milliards d'euros au titre de l'année 2021, en hausse de 6,85% par rapport à 2020.

La Banque de détail et Services Financiers Internationaux (IBFS) regroupe : les activités de Banque de détail à l'International, organisées en trois Business Units : Europe, Russie et AFMO (Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer) ; trois métiers spécialisés : activités d'assurances, location longue durée et gestion de flottes automobiles, financement de biens d'équipement professionnels.

Le pôle IBFS, compte plus de 57 000 collaborateurs et une présence commerciale dans 66 pays, IBFS a vocation à offrir une large gamme de produits et services à ses clients (particuliers, professionnels et entreprises). Avec 8,1 milliards d'euros de PNB au titre de l'année 2021, en hausse de 8% par rapport à 2020, le pôle contribue à près de 31,46% au PNB Global en 2021.

Société Générale Global Banking & Investor Solutions (GBIS) est la banque dédiée à la grande clientèle et aux solutions investisseurs. Partie intégrante du groupe Société Générale, le pôle GBIS, créé en septembre 2013, compte plus de 19 000 collaborateurs implantés dans 39 pays et regroupe au plan mondial les Activités de Marché et Services aux Investisseurs, de Financement et Conseil, ainsi que de Gestion d'Actifs et Banque Privée au service d'une clientèle d'entreprises, d'institutions financières, d'investisseurs, de gestionnaires de patrimoine et de family offices ainsi que de clients privés. GBIS est un moteur de croissance fort pour le Groupe et constitue un pilier clé de son modèle de banque universelle. Le pôle GBIS a réalisé un PNB en 2021 de 9,5 milliards d'euros, en hausse de 25% par rapport à 2020. Le pôle contribue ainsi à hauteur de 36,94% au PNB Global.

Société Générale enregistre un Produit Net Bancaire consolidé de 25,8 milliards d'euros en 2021, en hausse de 16,67% par rapport à 2020.

Après prise en compte de la charge fiscale et des intérêts minoritaires, le Résultat Net Part du Groupe (RNPG) ressort à 5,64 milliards d'euros, permettant de dégager un ROE après impôt de 9,6%.

Le bénéfice net par action s'établit à 5,97 euros sur l'exercice 2021 contre -1,02 euros en 2020.

² Source : Document d'enregistrement universel 2022 du Groupe Société Générale

CHIFFRES CLES GROUPE SOCIETE GENERALE

En millions d'EUR	2019	2020	Evol. 19/20	2021	Evol. 20/21
Produit Net Bancaire	24 671	22 113	-10,4%	25 798	16,66%
Résultat d'exploitation	5 666	2 093	-63,1%	7 508	>100%
Résultat net	3 946	196	-95,0%	6 338	>100%
Résultat net part du Groupe	3 248	-258	<-100%	5 641	>100%
ROE après impôt	5,0%	-1,7%	-670 pbs	9,6%	+1 130 pbs

Source : Société Générale – Publications Etats Financiers Consolidés

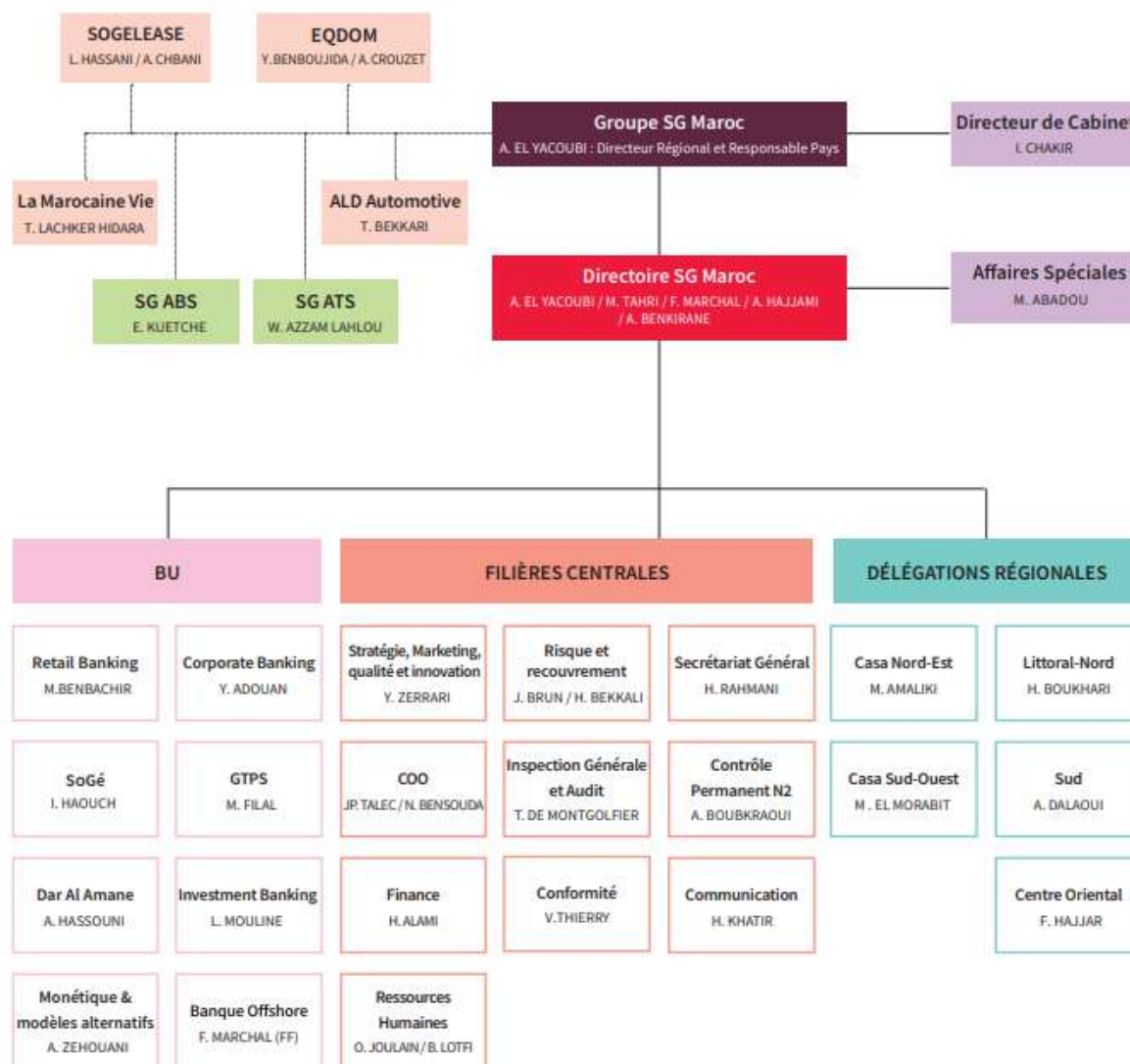
IV.2.2. Présentation de Société Générale Marocaine de Banques

Sogelease Maroc est une filiale de Société Générale Marocaine de Banques (SG Maroc) qui détient, à fin 2021, près de 100% du capital social de la société. SG Maroc est elle-même détenue à 57,66% par Société Générale France.

Créer en 1913, Société Générale Marocaine de Banques est un groupe financier privé présent sur l'ensemble des marchés :

- Marché des Particuliers ;
- Marché des Marocains du Monde ;
- Marché des Professionnels ;
- Banque Privée ;
- Marché des PME/PMI ;
- Marché des Grandes Entreprises.

Au 30/06/2022, l'organigramme fonctionnel simplifié de Société Générale Marocaine de Banques se présente comme suit :



Source : Société Générale Maroc

L'organigramme des filiales de Société Générale Marocaine de Banques au 30/06/2022 se présente comme suit :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	
ALD AUTOMOTIVE Location longue durée	SOGECAPITAL GESTION Gestion d'actifs
ATHENA COURTAGE Courtage en assurances	SOGECAPITAL INVESTISSEMENT * Gestion d'Organismes de Placement Collectif en Capital (OPCC)
EQDOM Crédit à la consommation	SOGECAPITAL PLACEMENT Fonds commun de placement
FONCIMMO Immobiliers hors exploitation	SOGECAPITAL BOURSE Intermédiation en bourse
INVESTIMA Capital investissement	SOGELEASE Leasing
LA MAROCAINE VIE Assurance-Vie	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE Banque offshore
SOGEPAIEMENT Établissement de paiement	SOGECONTACT Centre de relation clients
SOGEFONCIERE Foncière	NEMA CAPITAL Gestion d'OPCI

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION GROUPE	
DÉNOMINATION	% INTÉRÊT **
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	100,00%
INVESTIMA	48,04%
SOGECAPITAL BOURSE	100,00%
SOGECAPITAL GESTION	99,94%
SOGECAPITAL PLACEMENT	99,96%
SOGELEASE	100,00%
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE	99,92%
SOGEFINANCEMENT	100,00%
ATHENA COURTAGE	96,93%
FONCIMMO	100,00%
SOGECONTACT	99,83%
EQDOM	55,21%
LA MAROCAINE VIE	49,01%
ALD AUTOMOTIVE	15,00%
SOGEFONCIERE	100,00%
SOGEPAIEMENT	100,00%
NEMA CAPITAL	49,99%

Source : Société Générale Maroc

(*) Sogecapital investissement n'est pas intégré dans le périmètre de consolidation car elle n'est pas en activité.

(**) Le pourcentage de contrôle est le même que le pourcentage d'intérêt.

A noter que EQDOM est la seule société cotée des filiales de SG Maroc.

Au 31 décembre 2021, la SGMB a réalisé un PNB consolidé de 5,1 milliards de dirhams.

IV.2.3. Relation entre Sogelease Maroc et Société Générale Marocaine de Banques

Convention conclue au cours de l'exercice 2021 et non préalablement autorisée par le conseil d'administration

Contrat de prestation de service pour la mise en place d'un service de conseil en matière de réglementation fiscale Marocaine

Personne concernée : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc. La SGMA est représentée par M. AHMED EL YACOUBI en sa qualité de Président du Directoire. Sogelease Maroc est représentée par M. ADIL BAJJOU en sa qualité de Directeur Général.

Date de la convention : 17/09/2021

Nature, objet et modalités de la convention : Le présent contrat de service a pour but de lier les deux parties dans une démarche d'assistance en matière fiscale de la manière suivante :

- Réponse à toutes les questions posées par Sogelease Maroc portant sur la réglementation fiscale marocaine et l'application des conventions fiscales internationales,
- Conseil pour l'établissement de ses déclarations fiscales,
- Coordination avec les conseils fiscaux externes,
- Conseil pour la réponse aux questions posées par l'Administration fiscale.

La SGMA fourni également à Sogelease Maroc spontanément ou sur sa demande les informations et éclaircissements sur les mesures prises par les nouveaux textes fiscaux.

Cette convention couvre également les missions ponctuelles suivantes :

- L'assistance lors d'un contrôle fiscal, assistance dans l'analyse détaillée des chefs de redressement et la préparation matérielle des réponses aux lettres de notifications ;
- La représentation de Sogelease Maroc en cas de contrôle, notification ou contentieux fiscal ;
- Les études spéciales afférentes à certains aspects particuliers de ses activités (restructuration, fusion-absorption, élaboration de documentation en matière de prix de transfert, ...);
- L'analyse et la préparation des éléments de réponses aux demandes d'explication ponctuelles de la Direction Générale des Impôts.

Ces travaux font l'objet d'une facturation séparée et ce, sur la base d'un montant d'honoraires fixer d'avance d'un commun accord.

Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021 : KMAD 9 (HT)

Montant décaissé au titre de l'exercice 2021 : Néant

Montant de la dette au 31 décembre 2021 : KMAD 9 (HT)

Conventions conclues au cours des exercices précédents et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2021

Convention d'audit conclue entre Société Générale Marocaine des Banques et Sogelease Maroc

- **Personne concernée :** Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de Sogelease Maroc. SGMA est représentée par M. Khalid CHAMI en sa qualité de Président du Directoire.
SOGELEASE Maroc est représentée par Mme Samia AHMIDOUCH en sa qualité de Président Directeur Général.
- **Date de la convention :** Premier semestre 2013
- **Nature, objet et modalités de la convention :** Cette convention a pour objet de définir les conditions d'exercice de l'activité de contrôle périodique par la SGMA au profit de Sogelease Maroc moyennant une rémunération annuelle.

La facturation de la prestation est annuelle et selon la méthode du coût complet, majorée d'une marge nette de pleine concurrence.

- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : KMAD 260 HT ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : Néant ;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : KMAD 770 HT.

Convention d'apporteur « PMELEASE »

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Ali ABABOU en sa qualité du membre du Directoire.
SOGELEASE Maroc est représentée par M. Mohamed HAMMADI en sa qualité de Président Directeur Général.
- **Date de la convention** : 07 juillet 2005
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention prévoit le développement du produit « PMELEASE+ » destiné au financement en crédit-bail de divers biens meubles et immeubles à usage professionnel.
Les contrats PMELEASE+ dont le financement est assuré par SOGELEASE Maroc S.A. sont placés exclusivement par les agences SGMA auprès de leur clientèle entreprise.
Les dossiers entrant dans le champ PMELEASE+ concernent tout montant ne dépassant pas un plafond de 1.000.000 DH HT.
Les pertes définitives éventuelles enregistrées suite à la défaillance des locataires sont supportées par SOGELEASE Maroc S.A.
En contrepartie, SOGELEASE Maroc S.A. alloue une rémunération d'apport flat à la Société Générale Marocaine des Banques de 1%.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : Néant ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : Néant ;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : Néant.

Convention de garantie « PROLEASE »

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Ali ABABOU en sa qualité du membre du Directoire.
SOGELEASE Maroc est représentée par M. Mohamed HAMMADI en sa qualité de Président Directeur Général.
- **Date de la convention** : 22 juillet 2005
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention prévoit le développement du produit « PROLEASE » destiné au financement en crédit-bail de divers biens meubles et immeubles à usage professionnel.
Les contrats PROLEASE dont le financement est assuré par SOGELEASE MAROC S.A. sont placés exclusivement par les agences SGMA auprès de leur clientèle commerciale et professions libérales.
Les dossiers entrant dans le champ de PROLEASE concernent tout montant ne dépassant pas un plafond de 500.000 DH H.T., incluant l'encours de crédit-bail existant le cas échéant.
Le montant de cet encours est communiqué mensuellement aux Directions Régionales de la SGMA.
Les pertes définitives éventuelles enregistrées suite à la défaillance des locataires sont partagées entre la SGMA et SOGELEASE à hauteur de 50%.
En contrepartie, SOGELEASE MAROC S.A. alloue une rémunération mensuelle à la SGMA de 3,5%/an.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : Néant ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : Néant ;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : Néant.

Convention de garantie « SOGEQUIP »

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Omar SQALLI en sa qualité de Directeur Général.
SOGELEASE Maroc est représentée par M. Mohamed HAMMADI en sa qualité de Président Directeur Général.
- **Date de la convention** : Modifiée en juin 2000.
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention, modifiée en juin 2000, prévoit le développement du produit « SOGEQUIP » destiné au financement en crédit-bail de divers biens meubles et immeubles à usage professionnel et dont le prix ne dépasse pas 2 MMAD HT. Les contrats SOGEQUIP dont le financement est assuré par SOGELEASE MAROC S.A. sont placés exclusivement par les agences SGMA auprès de leur clientèle commerciale et professions libérales.
Les pertes définitives éventuelles enregistrées suite à la défaillance des locataires sont à la charge de la SGMA.
En contrepartie de cette garantie, SOGELEASE MAROC S.A. alloue une rémunération mensuelle sur la base de l'encours financier des contrats actifs de la période. Les conditions de cette rémunération sont déterminées d'un commun accord entre les deux parties en fonction de l'évolution des barèmes de location en crédit-bail.
Bien qu'arrêtée fin 2005, cette convention continue à produire ses effets au titre de la gestion des encours existants.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : Néant ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : Néant;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : Néant.

Convention de rémunération au titre des contrats « Hors SOGEQUIP »

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Ali ABABOU en sa qualité de membre du Directoire.
SOGELEASE Maroc est représentée par M. Mohamed HAMMADI en sa qualité de Président Directeur Général.
- **Date de la convention** : 1er janvier 2003
- **Nature, objet et modalités de la convention** : SOGELEASE MAROC S.A. verse mensuellement aux agences du réseau de la Société Générale Marocaine de Banques, une commission flat sur les contrats mis en force et dont le prélèvement des loyers est domicilié auprès du réseau SGMA. Cette rémunération concerne l'ensemble des contrats apportés ou non par le réseau SGMA.
En contrepartie, la Société Générale Marocaine de Banques s'engage à fixer à ses agences des objectifs de réalisations hors SOGEQUIP, en concertation avec SOGELEASE MAROC S.A.
Le montant de la commission flat est fixé à 1% du montant hors taxes de l'investissement et plafonné à 50 000 DH hors taxes par contrat mis en force.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : Néant ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : Néant;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : Néant.

Convention de service partagé au Maroc SSSC

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Albert LE DIRAC'H en sa qualité de Président du Directoire.
SOGELEASE Maroc est représentée par Mme Samia AHMIDOUCH en sa qualité de Président Directeur Général.

- **Date de la convention** : 1er janvier 2010
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention prévoit la mise à disposition par la SGMA au profit de SOGELEASE Maroc d'un Centre de Service Partagé Achat (Sourcing Shared Service Centre) S.S.S.C.
- Ce service permet à SOGELEASE Maroc de gérer ses achats dans un objectif de maîtriser les dépenses et les risques contractuels.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : KMAD 98 HT ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : 91 TTC ;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : KMAD 76 HT.

Convention de mise à disposition du personnel

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Albert LE DIRAC'H en sa qualité de Président du Directoire.
SOGELEASE Maroc est représentée par Mme Samia AHMIDOUCH en sa qualité de Président Directeur Général.
- **Date de la convention** : 03 janvier 2011
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention prévoit la mise à disposition par la SGMA au profit de SOGELEASE du personnel détaché pour ses besoins d'exploitation moyennant une rémunération mensuelle.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : KMAD 4.143 HT ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : KMAD 4.122 TTC ;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : KMAD 1.044 HT.

Convention de vérification de Lutte Anti-Blanchiment³

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Albert LE DIRAC'H en sa qualité de Président du Directoire.
SOGELEASE Maroc est représentée par Mme Samia AHMIDOUCH en sa qualité de Président Directeur Général.
- **Date de la convention** : 08 mai 2012.
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de définir les modalités dans lesquelles la SGMA procède au contrôle et vérification dans le cadre de la délégation de filtrage de lutte Anti-Blanchiment des clients SOGELEASE à la SGMA dans les bases de filtrage groupe.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : KMAD 20 HT ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : Néant ;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : KMAD 80 HT.

Convention non écrite de mise à disposition du personnel détaché

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc ;
- **Date de la convention** : Septembre 2011 ;
- **Nature et objet de la convention** : Cette convention prévoit la mise à disposition par SOGELEASE au profit de la SGMA du personnel détaché pour ses besoins d'exploitation moyennant une rémunération mensuelle.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2021** : KMAD 1.095 HT ;
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2021** : KMAD 12.331 TTC
- **Montant de la créance au 31 décembre 2021** : KMAD 1.048 TTC.

³ Convention reposant sur le filtrage des nouvelles relations clients dans le cadre de lutte anti-blanchiment. SGMA s'engage à mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition afin de traiter les demandes d'avis de compliance émanant de Sogelease

Convention de bail

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Khalid CHAMI en sa qualité de Président du Directoire.
SOGELEASE Maroc est représentée par Mme Samia AHMIDOUCH en sa qualité de Président Directeur Général.
- **Date de la convention** : Le 20 mai 2003 et renouvelé le 02 février 2013
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention prévoit la mise à disposition par Sogelease Maroc au profit de la SGMA d'un local à usage de bureau moyennant une rémunération trimestrielle.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2021** : KMAD 375 HT ;
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2021** : KMAD 613 TTC
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : KMAD 1.399 TTC.

Convention de formalisation du cadre de collaboration dans le domaine juridique conclue entre SGMA et Sogelease Maroc

- **Personne concernée** : Société Générale Marocaine des Banques en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de SOGELEASE Maroc.
SGMA est représentée par M. Khalid CHAMI en sa qualité de Président du Directoire et M. Mostafa ABADOU en sa qualité de Directeur des Affaires Juridiques.
SOGELEASE Maroc est représentée par M. Mohcine BOUCETTA en sa qualité de Directeur Général.
- **Date de la convention** : 24 février 2016.
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention prévoit la formalisation du cadre de collaboration dans le domaine juridique et a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations ainsi que les obligations convenues entre Sogelease Maroc et la SGMA.

La facturation se fait selon le barème ci-dessous :

Périodicité de paiement	Tarif TTC	Périodicité de paiement
Consultation à degré de complexité faible et à degré de complexité moyen	Forfait annuel de 300 KMAD hors taxe	Facturation annuelle
Consultation à degré de complexité compliqué	A définir préalablement à chaque prestation	Facturation sur devis
Veille juridique	Gratuit	-
Formation	Gratuit	-
Diagnostic pour mise en conformité par rapport aux normes Groupe	Gratuit	-
Audit juridique thématique	A définir préalablement à chaque prestation	Facturation sur devis
Accompagnement dans les réunions avec différentes autorités (gouvernementales, de tutelle...)	Gratuit dans le périmètre du siège social des parties A définir préalablement à chaque prestation hors du périmètre du siège social des parties	Facturation sur devis
Lobbying juridique	Gratuit	-
Dossiers ou affaires litigieuses	A définir préalablement à chaque prestation A noter que les honoraires avocats, frais et taxes judiciaires sont à la charge exclusive de Sogelease	Facturation sur devis

Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021 : KMAD 300 HT ;

Montant décaissé au titre de l'exercice 2021 : KMAD 360 TTC ;

Montant de la dette au 31 décembre 2021 : KMAD 300 TTC.

Contrat de prestation de service pour la mise en place d'un dispositif de support informatique

- **Personnes concernées** : la Société Générale Marocaine des Banques, en sa qualité d'actionnaire détenant 99,99% des actions de Sogelease Maroc.
SGMA représentée par M. AHMED EL YACOUBI en sa qualité de Président du Directoire.
SOGELEASE représentée par M. ADIL BAJJOU en sa qualité de Directeur Général.
- **Date de la convention** : 23 septembre 2020 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Le présent contrat de service a pour but de lier les deux parties dans une démarche d'amélioration du niveau de service rendu par le Prestataire, en fonction des moyens dont il dispose, et en respectant mutuellement les engagements.
L'intérêt de la mise en place d'un contrat de service est d'établir une relation de type Client / Prestataire classique, donc de mettre en place une relation dynamique entre les deux parties en vue de l'amélioration du niveau de qualité des services.
La facturation de service rendu par le prestataire au client en vertu de ce contrat, le Prestataire doit recevoir une rémunération de pleine concurrence, en fonction de la nature du service. L'ensemble des jours/homme consommés seront facturés au client sur la base d'un taux journalier interne moyen ou du taux journalier externe.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021** : KMAD 842 HT ;
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2021** : KMAD 744 TTC ;
- **Montant de la dette au 31 décembre 2021** : KMAD 842 HT.

Le tableau ci-dessous présente les **charges comptabilisées** par Sogelease Maroc au titre des conventions réglementées :

En milliers de MAD HT	Société concernée	2019	2020	2021
Contrat de prestation de service pour la mise en place d'un service de conseil en matière de réglementation fiscale Marocaine	SG Maroc	0	0	9
Contrat de prestation de service e pour la mise en place d'un dispositif de support informatique	SG Maroc	-	620	842
Convention de formalisation du cadre de collaboration dans le domaine juridique	SG Maroc	300	300	300
Convention d'audit	SG Maroc	306	260	260
Convention d'apporteur PMELEASE	SG Maroc	0	0	0
Convention de garantie PROLEASE	SG Maroc	0	0	0
Convention de garantie SOGEQUIP	SG Maroc	0	0	0
Contrat de rémunération au titre des contrats « Hors SOGEQUIP »	SG Maroc	0	0	0
Convention de service partagé au Maroc (S.S.S.C)	SG Maroc	89	54	98
Convention de mise à disposition du personnel	SG Maroc	2 125	3 997	4 143
Convention de vérification de LAB	SG Maroc	20	20	20
Convention non écrite de mise à disposition du personnel détaché	SG Maroc	0	1 207	0
Total		2 840	6 458	5 672

Source : Sogelease Maroc

Le tableau ci-dessous présente les **montants décaissés** par Sogelease Maroc au titre des conventions réglementées :

En milliers de MAD TTC	Société concernée	2019	2020	2021
Contrat de prestation de service pour la mise en place d'un service de conseil en matière de réglementation fiscale Marocaine	SG Maroc	0	0	0
Contrat de prestation de service e pour la mise en place d'un dispositif de support informatique	SG Maroc	-	0	744
Convention de formalisation du cadre de collaboration dans le domaine juridique	SG Maroc	360	360	360
Convention d'audit	SG Maroc	307	0	0
Convention d'apporteur PMELEASE	SG Maroc	0	0	0
Convention de garantie PROLEASE	SG Maroc	0	0	0
Convention de garantie SOGEQUIP	SG Maroc	0	65	0
Contrat de rémunération au titre des contrats « Hors SOGEQUIP »	SG Maroc	0	7 719	0
Convention de service partagé au Maroc (S.S.S.C)	SG Maroc	0	0	91
Convention de mise à disposition du personnel	SG Maroc	696	6 344	4 122
Convention de vérification de LAB	SG Maroc	0	0	0
Convention non écrite de mise à disposition du personnel détaché	SG Maroc	0	0	0
Total		1 363	14 488	5 317

Source : Sogelease Maroc

Le tableau ci-dessous présente les **produits comptabilisés** par Sogelease Maroc au titre des conventions réglementées :

En milliers de MAD HT	Société concernée	2019	2020	2021
Convention de bail à usage commercial entre SGLM et SGMA	SG Maroc	0	234	375
Convention non écrite de mise à disposition du personnel	SG Maroc	949	0	1 095
Total		949	234	1 470

Source : Sogelease Maroc

Le tableau ci-dessous présente les **montants encaissés** par Sogelease Maroc au titre des conventions réglementées :

En milliers de MAD TTC	Société concernée	2019	2020	2021
Convention de bail à usage commercial entre SGLM et SGMA	SG Maroc	0	0	613
Convention non écrite de mise à disposition du personnel	SG Maroc	0	0	12 331
Total		0	0	12 944

Source : Sogelease Maroc

Par ailleurs, Sogelease Maroc a contracté des dettes bancaires à moyen et long termes auprès de Société Général Maroc (Cf. partie II.3.2 du présent document pour plus de détail).

En termes d'activité, les synergies entre Sogelease et les entités du Groupe Société Générale Marocaine de Banques se présentent comme suit :

▪ **Volet Commercial :**

Les deux parties sont inscrites dans une stratégie de développement d'un modèle producteur-distributeur qui permet de consolider la synergie et améliorer la production de Sogelease en bénéficiant du canal de distribution plus élargi de SGMB. Pour ce faire, plusieurs actions ont été lancées pour renforcer le modèle :

- ✓ Lancement d'un projet Masterlease dont l'objectif est d'augmenter la production sur la clientèle professionnelle. Ce projet consiste à développer et connecter des systèmes d'informations communs entre SGLM (en tant que producteur) et SGMB (en tant que distributeur) afin d'industrialiser la production de crédits-bail via le réseau de SGMB.
- ✓ Prospection de la clientèle PME en utilisant les Data Marketing de la SGMB

▪ **Volet Risque:**

Pour accompagner le projet de la synergie commerciale, le volet risque est au cœur des préoccupations du groupe. Sogelease et la société générale ont préparé les 1ères lignes de conduite pour améliorer le processus de l'octroi et de suivi du risque :

- ✓ Rédaction des crédit-policy plus adéquats au besoin de financement
- ✓ Révision des LAD entre le groupe et sa filiale
- ✓ Génération des enveloppes de leasing pour réduire les délais de réponse.

▪ **Volet Technique :**

L'objectif est de doter le réseau d'un outil Front afin d'initier et d'instruire un dossier de leasing. Cet outil sera couplé avec un moteur décisionnel dont l'objectif est d'industrialiser le traitement des dossiers.

IV.3. Filiales de Sogelease Maroc

Sogelease Maroc ne détient aucune filiale.

IV.4. Le secteur du crédit-bail au Maroc

IV.4.1. Historique

Le crédit-bail est introduit au Maroc en 1965 avec la création à Casablanca de la première société de leasing du pays, Maroc Leasing, par la banque française Paribas et la BNDE. L'engouement pour le crédit-bail est minime durant les premières années. En effet, il existe une certaine réticence de la part des entreprises à investir sans être propriétaires.

Pendant une trentaine d'années, le métier se développe sans cadre juridique précis. Les sociétés de crédit-bail nécessitent uniquement une déclaration d'existence et sont considérées comme des entreprises commerciales. C'est seulement en 1993, avec la « loi bancaire » du 6 juillet, que la profession est réglementée et que les sociétés de crédit-bail acquièrent les statuts d'établissements de crédit. Ainsi, les banques ont massivement investi le secteur du crédit-bail en créant des structures spécialisées ou en rachetant des sociétés existantes. Au Maroc, toutes les grandes banques disposent actuellement d'une filiale de crédit-bail plus ou moins intégrée à leur réseau.

L'année 2009 a été marquée par le rapprochement de deux acteurs majeurs du crédit-bail. Il s'agit de fusion-absorption de Chaabi Leasing par Maroc Leasing avec une augmentation de capital réservée à la BCP. A titre de précision, Maroc Leasing et Chaabi Leasing détenaient respectivement 14% et 10% de parts de marché en termes d'encours en 2008⁴.

Evènements marquants 2020⁵ :

⁴ Source : APSF

⁵ Rapport APSF 2020

En 2020 l'activité leasing se développe dans un contexte économique morose impacté par la crise sanitaire, une récession du PIB de -5,2% en 2020 par rapport à une croissance de 2,3% en 2019. La dynamique du secteur s'opère sur un temps d'investissements faible et une concurrence acharnée.⁶

➤ **Premières mesures pour faire face aux effets socio-économiques de la crise**

Le 19 mars 2020, CVE (comité de Veille économique) a décidé pour les activités des sociétés de financement :

- Pour les salariés, de pouvoir bénéficier du report du remboursement des échéances des crédits bancaires (crédit consommation et crédit acquéreur) » ;
- Pour les entreprises et les professions libérales en difficulté :
 - La mise en place d'un moratoire pour le remboursement des échéances des crédits bancaires et pour le remboursement des échéances des leasings jusqu'au 30 juin sans paiement de frais ni de pénalités ;
 - L'activation d'une ligne supplémentaire de crédit de fonctionnement octroyée par les banques et garantie par la CCG. »

En vue d'atténuer les effets de la pandémie et de soutenir le financement de l'économie nationale, BKAM a abaissé par deux fois son taux directeur, le ramenant à 1,5%.

BKAM a également adopté un ensemble de mesures :

- De politique monétaire, en vue de renforcer la capacité de refinancement des banques auprès de Bank Al-Maghrib ;
- Prudentielles, avec des mesures d'accompagnement des établissements de crédit couvrant les exigences en matière de liquidité, de fonds propres et de provisionnement des créances à l'effet de renforcer la capacité de ces établissements à soutenir les ménages et les entreprises dans ces circonstances exceptionnelles.

Par ailleurs, BKAM a recommandé aux établissements de crédit de surseoir à la distribution des dividendes pour préserver leurs fonds propres.

➤ **Quatre propositions pour limiter l'impact du moratoire**

Afin de limiter l'impact du moratoire, les sociétés de leasing ont formulé quatre propositions :

- Harmoniser les critères de définition des affaires en difficulté et de leur traitement, au sein de la Section crédit-bail, au sein du GBPM et au sein de l'APSF, ce qui permettra de neutraliser les demandes non justifiées.
- Demander à BKAM de les autoriser à suspendre les amortissements relatifs aux redevances pour limiter l'impact sur le PNB et le résultat ;
- Demander à BKAM d'assouplir les règles de provisionnement, surtout pour les clients qui étaient sains avant la pandémie ;
- Prévoir des traitements simplifiés des demandes de reports d'échéances et ce en concertation avec les institutions concernées et les clients : actualisation des contrats et garanties, cautions bancaires, CCG, ... ».

➤ **BKAM autorise la suspension de l'amortissement des biens donnés en crédit-bail**

Les sociétés de crédit-bail membres de l'APSF ont décidé d'adresser à BKAM une doléance les autorisant à suspendre l'amortissement des biens donnés en crédit-bail ayant fait l'objet du moratoire.

A titre exceptionnel et dérogatoire, un courrier a été reçu permettant de procéder à la suspension des dotations aux amortissements des biens donnés en crédit-bail sur la durée du moratoire pour les dossiers ayant fait l'objet de suspension.

⁶ Rapport de gestion Sogelease 2020

➤ **Application des moratoires à fin juin 2020**

Le moratoire accordé par les sociétés de leasing, à fin juin 2020, a concerné un encours de 13,5 milliards de dirhams sur un encours global de 50,1 milliards que portent ces sociétés, et a totalisé 1,3 milliard de dirhams.

➤ **Application d'un moratoire « bis » à fin décembre 2020 pour le tourisme**

En l'absence d'un accompagnement spécifique du secteur, les impacts de cette crise continueront à se faire sentir au moins jusqu'à la fin de l'année 2023. Pour limiter ces impacts, un contrat programme 2020-2022 relatif à la « relance du secteur touristique en phase post covid19 » a été adopté.

Parmi les mesures financières de soutien au secteur, figure la « mise en place d'un moratoire pour le remboursement des échéances des crédits bancaires et pour le remboursement des échéances des leasings jusqu'au 31 décembre 2020 sans paiement de frais, ni de pénalités pour les entreprises touristiques et leurs employés » (mesure 7)

La DSB autorise la suspension des amortissements, pour le tourisme, jusqu'à fin décembre 2020.

Evènements marquants 2021⁷ :

➤ **Mesures du CVE pour la gestion de la crise Covid-19**

Pour le secteur touristique dont les représentants ont le plus sollicité les membres de l'APSF pour les accompagner en phase de difficulté, le contrat programme prévoyait un moratoire jusqu'au 31 décembre 2020 et son avenant un moratoire jusqu'au 31 mars 2021 (moratoire pour le remboursement des échéances des crédits bancaires et pour le remboursement des échéances de leasings sans paiement de frais, ni de pénalités pour les entreprises du secteur en question et leurs employés). Ces deux moratoires prévus dans le cadre du contrat-programme touristique puis de son avenant, faisaient suite à celui arrêté au 30 juin 2020, par le CVE réuni le 19 mars 2020.

➤ **Mesures de BKAM pour la gestion de la crise Covid-19**

Après avoir autorisé la suspension des amortissements jusqu'au 30 juin 2020 puis jusqu'au 30 décembre 2020, BKAM a accordé aux sociétés de crédit-bail le traitement dérogatoire consistant à suspendre les dotations aux amortissements donnés en crédit-bail aux entreprises touristiques à titre exceptionnel et temporaire, jusqu'au 31 mars 2021 (lettre à l'APSF du 19 février 2021, avec référence à la 11ème réunion du CVE du 6 janvier 2021).

Fait important, dans cette lettre du 19 février 2021, BKAM précise que ce traitement dérogatoire demeure valable en cas de reconduction du moratoire pour le secteur.

A fin 2021, il existe 7 sociétés de leasing au Maroc :

- Sogelease Maroc : Groupe Société Générale
- Wafabail : Groupe Attijariwafa Bank
- Maghrebail : Groupe BMCE
- BMCI Leasing : Groupe BMCI
- Maroc Leasing : CIH et Groupe BCP
- CDM Leasing : Groupe Crédit Du Maroc
- CAM Leasing : Groupe Crédit Agricole du Maroc

Réunions du CEC (Comité des établissements de crédit)

Le CEC s'est réuni le 2 mars 2021 et le 16 mai 2022 dans sa composition élargie. L'APSF était représentée à ces deux réunions par son Président.

Réunion du 2 mars 2021

⁷ Source : Rapport APSF

Le CEC réuni le 2 mars 2021 a examiné et adopté plusieurs textes réglementaires, référencés comme suit, après leur signature par le Wali de Bank Al-Maghrib :

- Circulaire n° 1/W/2021 du 4 mars 2021 modifiant et complétant la circulaire n° 26/G/2006, telles que modifiée, relative aux exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels des établissements de crédit, selon l'approche standard ;
- Circulaire n° 2/W/2021 du 4 mars 2021 modifiant et complétant la circulaire n° 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit ;
- Circulaire n° 3/W/2021 du 4 mars 2021 modifiant et complétant la circulaire n° 09/W/2018 relative aux exigences en fonds propres portant sur les risques de crédit, marché et opérationnels des banques participatives selon l'approche standard ;
- Circulaire n° 4/W/2021 du 4 mars 2021 modifiant et complétant la circulaire 10/W/2021 relative aux fonds propres des banques et sociétés de financement participatives ;
- Circulaire n° 5/W/2021 du 4 mars 2021 modifiant et complétant la circulaire n°15/G/2013 relative au ratio de liquidité des banques ;
- Circulaire n° 6/W/2021 du 4 mars 2021 relative au ratio de levier des banques ;
- Circulaire n° 7/W/2021 du 4 mars 2021 relative à la mesure du risque de taux d'intérêt inhérent au portefeuille bancaire ;
- Directive n° 2/W/2021 du 4 mars 2021 relative à la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent au portefeuille bancaire ;
- Directive n° 3/W/2021 du 4 mars 2021 relative au processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes ;
- Directive n° 4/W/2021 du 4 mars 2021 relative aux opérations de dation en paiement et de vente à réméré ;
- Directive n° 5/W/2021 du 4 mars 2021 relative au dispositif de gestion des risques financiers liés au changement climatique et à l'environnement ;
- Directive n° 6/W/2021 du 4 mars 2021 relative aux modalités d'application à l'échelle du groupe des mesures de vigilance.

Réunion du 16 mai 2022

Le CEC réuni le 16 mai 2022 a examiné et adopté plusieurs textes réglementaires, applicables au :

- aux établissements de paiement ;
- au financement collaboratif (après adoption de la loi n° 15-18 du 8 mars 2021, voir p. 30) ;
- à la gouvernance et la protection de la clientèle ;
- à la digitalisation.

Par domaine d'application et/ou établissements assujettis, les textes réglementaires examinés et adoptés, sont référencés comme suit, après leur signature par le Wali de Bank Al-Maghrib :

Pour les textes concernant les **établissements de paiement** :

- Circulaire n° 1/W/2022 du 19 mai 2022 modifiant et complétant la circulaire n°6/W/2016 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 22 de la 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés ;
- Circulaire n° 2/W/2022 du 19 mai 2022 modifiant la circulaire n°7/W/2016 fixant les modalités d'exercice des services de paiement ;

Pour les textes portant sur le **financement collaboratif** :

- Circulaire n° 3/W/2022 du 19 mai 2022 fixant la liste des documents et des informations que doit contenir le dossier de la demande d'agrément pour la création d'une société de financement collaboratif réalisant des opérations de catégorie « prêt » et/ou de catégorie « don » ;

- Circulaire n° 4/W/2022 du 19 mai 2022 relative au contrôle interne des sociétés de financement collaboratif réalisant des opérations de catégorie « prêt » ou de catégorie « don » ;
- Circulaire n° 5/W/2022 du 19 mai 2022 relative à la forme et au contenu du rapport annuel à établir par les sociétés de financement collaboratif réalisant des opérations de catégorie « prêt » ou de catégorie « don » ;
- Circulaire n° 6/W/2022 du 19 mai 2022 relative aux modalités d'information des contributeurs par le porteur du projet, à l'issue de la clôture de l'opération de financement pour les catégories « prêt » ou « don » ;
- Circulaire n° 7/W/2022 du 19 mai 2022 relative aux documents et renseignements devant être transmis par les sociétés de financement collaboratif à Bank Al-Maghrib ;
- Circulaire n° 8/W/2022 du 19 mai 2022 relative aux conditions et modalités de réalisation des opérations de financement collaboratif de catégorie « prêt » ;
- Circulaire n° 9/W/2022 du 19 mai 2022 relative aux modalités de communication par les sociétés de financement collaboratif aux contributeurs de la situation périodique de suivi de l'avancement de la collecte de fonds au titre des opérations de financement collaboratif de catégorie « prêt » ou catégorie « don » ;
- Circulaire n° 10/W/2022 du 19 mai 2022 relative aux clauses minimales du contrat de prestation de service conclu entre la société de financement collaboratif et l'établissement de crédit teneur de comptes ;
- Circulaire n° 11/W/2022 du 19 mai 2022 fixant les clauses minimales du contrat de financement collaboratif de catégorie « prêt » ou de catégorie « don ».

Pour les textes relatifs à la **gouvernance et à la protection de la clientèle** :

- Recommandation n° 1/W/2022 du 19 mai 2022 relative à la prise en compte de l'aspect genre dans les établissements de crédit ;
- Directive n° 1/W/2022 du 19 mai 2022 relative à la prévention et la gestion par les établissements de crédit des risques de corruption ;
- Directive n° 2/W/2022 du 19 mai 2022 relative aux conditions et modalités de la clôture des comptes à vue ;
- Directive n° 3/W/2022 du 19 mai 2022 fixant les modalités d'information des demandeurs de crédit.

Pour le texte portant sur la **digitalisation** :

- Directive n° 4/W/2022 du 19 mai 2022 fixant les règles minimales en matière d'externalisation vers le cloud par les établissements de crédit.

IV.4.2. Principe du crédit-bail

Le crédit-bail est un contrat entre un bailleur et un locataire par lequel le bailleur achète un bien qu'il met à la disposition du locataire. En contrepartie de ce service, le locataire règle une série de loyers qui permet au bailleur, sur la période du contrat, de couvrir, en principe, la totalité des coûts, intérêts compris :

- L'actif loué appartient au bailleur, contrairement à un financement traditionnel ;
- Les loyers sont calculés de telle sorte que le bailleur puisse financer l'acquisition de l'actif (intérêts et capital) augmenté d'une marge ;
- La totalité des charges et des risques engendrés par l'actif est à la charge du locataire ;
- Le contrat de crédit-bail prévoit généralement une clause de non-rupture pendant une période permettant au bailleur au minimum de récupérer son investissement ;
- Le bailleur ne prend aucun risque lié à l'actif. Il ne prend qu'un risque purement financier (crédit et rendement) ;

- Le risque du bailleur n'est plus un risque actif mais plutôt un risque locataire.
- Pendant la durée du contrat, le locataire peut considérer qu'il a la pleine jouissance de l'actif objet du bail ;
- A l'issue de la location, le locataire bénéficie d'une option d'achat du bien, pour un prix fixé à l'avance, et figurant au contrat de crédit-bail : la valeur résiduelle (VR).

La durée du contrat incombe au type du crédit-bail. En effet, on distingue le crédit-bail mobilier (équipements, véhicules et matériels informatiques) du crédit-bail immobilier (terrains et bâtiments). Généralement, les crédits-baux mobiliers durent entre 2 et 7 ans alors que les crédits-baux immobiliers durent entre 7 et 15 ans.

IV.4.3. Cadre réglementaire et juridique du crédit-bail au Maroc

Champs d'application :

Avant 1993, le crédit-bail s'est développé sans cadre juridique spécifique au Maroc. C'est avec la loi bancaire, loi 1-93-147 du 6 juillet 1993 que le métier se professionnalise. En effet, cette loi définit précisément le crédit-bail et l'assimile à une opération de crédit. Par la même occasion, les sociétés de crédit-bail acquièrent les statuts d'établissements de crédit et sont ainsi soumises aux conditions d'exercice et règles de gestion de la profession.

Le code de commerce, instauré le 1^{er} août 1996 par la loi 15-95, définit, dans ses articles 431 à 442, le crédit-bail comme :

« - toute opération de location de biens d'équipement, de matériel ou d'outillage qui quelle que soit sa qualification, donne au locataire la possibilité d'acquérir, à une date fixée avec le propriétaire, tout ou partie des biens loués, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers (crédit-bail mobilier);

- toute opération de location de biens immobiliers à usage professionnel, achetés par le propriétaire ou construits pour son compte, qui, quelle que soit sa qualification, permet au locataire de devenir propriétaire de tout ou partie des biens loués au plus tard à l'expiration du bail (crédit-bail immobilier)
» ;

et le régleme nte car jusqu'ici, le crédit-bail était soumis seulement au Droit des Obligations et des Contrats. D'autre part, pour stimuler le crédit-bail immobilier, le code du commerce exclut de ce type de contrat les dispositions relatives :

- A la révision périodique des prix de location des locaux à usage commercial, industriel et artisanal.
- Aux baux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.
- Aux rapports contractuels entre bailleurs et locataires des locaux d'habitation ou à usage professionnel.

Il est à noter que le code du commerce régit uniquement le crédit-bail entre professionnels.

Aujourd'hui, le crédit-bail est régit par la nouvelle loi bancaire, loi 103-12 du 24 décembre 2014, adoptée et publiée au bulletin officiel en date du 5 mars 2015, qui abroge et remplace la loi bancaire 34-03 du 14 février 2006.

Cette nouvelle loi dispose que les opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat concernent :

- Les opérations de location de biens meubles qui, quelle que soit leur qualification, donnent au locataire la possibilité d'acquérir à une date fixée avec le propriétaire, tout ou partie des biens pris en location, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers ;

- Les opérations par lesquelles une entreprise donne en location des biens immeubles, achetés par elle ou construits pour son compte, lorsque ces opérations, quelle que soit leur qualification, permettent au locataire de devenir propriétaire de tout ou partie des biens pris en location, au plus tard à l'expiration du bail ;
- Les opérations de location de fonds de commerce ou de l'un de ses éléments incorporels qui, quelle que soit leur qualification, donnent au locataire la possibilité d'acquérir, à une date fixée avec le propriétaire, le fonds de commerce ou l'un de ses éléments incorporels, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers, à l'exclusion de toute opération de cession de bail, à l'ancien propriétaire, dudit fonds ou de l'un de ses éléments.
- La cession bail est l'acte par lequel une entreprise utilisatrice vend un bien à une personne qui le lui donne aussitôt en crédit-bail

Cadre institutionnel

Les Autorités Monétaires chargées de veiller au respect par les sociétés de crédit-bail des dispositions de la loi sont le Ministre chargé des Finances et le Gouverneur de Bank Al-Maghrib. Tous deux représentent les autorités de tutelle des sociétés de financement et donc, des sociétés de crédit-bail. La loi 103-12 leur a accordé de larges prérogatives en matière de réglementation, supervision et contrôle.

Organes de Consultation

Il a été institué trois organes de consultation, dont l'avis est requis avant la prise de toute décision par les Autorités Monétaires. Il s'agit du CNCE, du CEC et de la Commission de Discipline des Établissements de Crédit.

Le CNCE

Le Conseil national du crédit et de l'épargne (CNCE) débat de toute question intéressant le développement de l'épargne ainsi que de l'évolution de l'activité des établissements de crédit. Il formule des propositions au gouvernement dans les domaines qui entrent dans sa compétence.

Le CEC

Le Comité des établissements de crédit (CEC) dont l'avis est requis par le gouverneur de Bank Al-Maghrib sur toute question, à caractère général ou individuel, ayant trait à l'activité des établissements de crédit et des autres organismes assimilés

La Commission de Discipline des Etablissements de Crédit

La Commission de discipline des établissements de crédit est chargée d'instruire les dossiers disciplinaires et de proposer, au gouverneur de Bank Al-Maghrib, les sanctions disciplinaires à prononcer.

Organe de Coordination

Pour les sociétés de crédit-bail, l'organe de coordination est représenté par l'Association Professionnelle des Sociétés de Financement (APSF) qui regroupe toutes les sociétés de financement exerçant au Maroc. L'APSF fut créée par la loi bancaire du 6 juillet 1993. Elle regroupe aujourd'hui six métiers très spécialisés :

- Le crédit-bail ;
- L'affacturage ;
- Le cautionnement ;

- La mobilisation de créances ;
- Crédit à la consommation ;
- Gestion des moyens de paiement.

Conformément aux attributions qui lui sont dévolues par la loi, l'APSF défend les intérêts des professions qu'elle réunit, développe avec ses partenaires des relations de confiance et d'assistance au management, et veille au respect des valeurs éthiques que ses membres se sont imposés.

Par ailleurs, l'APSF informe régulièrement les organes de presse sur son action professionnelle et sur l'évolution des concours à l'économie des sociétés de financement membres. Chaque fois que c'est nécessaire, les dirigeants de l'APSF accordent des entretiens pour éclairer l'opinion publique sur le rôle des sociétés de financement dans le développement social et économique du pays.

Enfin, périodiquement l'APSF publie des statistiques du secteur sur son site web : www.apsf.org.ma.

Agrément

Toute personne morale considérée comme établissement de crédit doit, avant d'exercer son activité au Maroc, avoir été préalablement agréée par le gouverneur de Bank Al-Maghrib après avis du Comité des établissements de crédit, soit en qualité de banque, soit en qualité de société de financement.

Les autorités de marché évaluent notamment le plan d'action du requérant, son programme de développement, ses moyens techniques et financiers et son aptitude à participer au développement économique et social du pays, au niveau national, régional ou local. Il prend également en considération l'honorabilité, la moralité et la compétence de ses actionnaires et dirigeants.

La CEC vérifie également que le capital social du requérant respecte la réglementation en vigueur (50.000.000 MAD).

Pour toutes modifications des statuts de la société, comme un changement de nationalité, d'adresse, une fusion, absorption, etc., un nouvel agrément doit être attribué puis publié sous forme d'arrêté dans le Bulletin Officiel.

Les sociétés de financement ne peuvent effectuer que les opérations précisées dans les décisions d'agrément qui les concernent ou, éventuellement, dans les dispositions législatives ou réglementaires qui leur sont propres.

Règles de gestion

Règlementation des taux

Les Autorités Monétaires ont fixé une limite au coût effectif du crédit. Ils ont institué pour ce faire un taux maximum des intérêts conventionnels (TMIC).

Le TMIC est calculé tous les semestres, sur la base du taux d'intérêt moyen pratiqué par les établissements de crédit le semestre précédent, majoré de 60%. Le dernier taux en vigueur est de 13,09% pour la période allant du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023.

Le TMIC tient compte des intérêts proprement dits, des frais, commissions et rémunérations liés à l'octroi du crédit, à l'exception de la TVA et des frais de dossier notamment.

Dispositions prudentielles

Les sociétés de financement sont soumises à des règles préventives qui fixent des conditions minimales d'une gestion saine. Ces règles visent à les prémunir contre les risques pouvant résulter soit d'une insuffisance de leurs ressources liquides, soit de leur insolvabilité, soit de la concentration des crédits sur un seul bénéficiaire ou même groupe de clients.

Coefficient de solvabilité

Inspiré du « ratio Cooke » adopté en 1988 par les pays de l'OCDE (Comité de Bâle sur l'adéquation des fonds propres), le coefficient de solvabilité est défini en rapportant les fonds propres aux engagements. Le risque d'une insuffisance des fonds propres est pondéré par des quotités selon la nature de l'opération, la qualité du débiteur, le pays où sont localisés le risque et la nature des garanties. Pour les sociétés de financement, ce ratio qui était fixé à 8% a été relevé à un minimum de 10% depuis la circulaire n°5/G/2010 du 31 décembre 2010 de Bank-Al-Maghrib.

Depuis le premier juillet 2013, Banque Al Maghrib a relevé le ratio de solvabilité de 10% à 12% et instauré un Tier One de 9%.

Coefficient de liquidité

Le coefficient de liquidité (applicable seulement aux banques) fixé à 100% est donné par le rapport entre, d'une part, les éléments d'actifs disponibles et réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, leurs exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.

Coefficient maximum de division des risques

Également inspiré du Comité de Bâle, le coefficient maximum de division des risques s'entend comme le total des risques encourus sur un même bénéficiaire rapporté aux fonds propres nets. Les risques encourus sur un même bénéficiaire sont affectés d'un taux de pondération selon leur degré lié à la qualité du débiteur, au pays où est localisé le risque et à la nature des garanties. Ce ratio, calculé sur base individuelle et consolidée, est fixé à maximum 20%.

Classification et provisionnement des créances en souffrance

En vertu des dispositions de la circulaire du Gouverneur de Bank Al-Maghrib n°19/G/2002 du 23 décembre 2002 relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, les sociétés de financement sont tenues, en tant qu'établissements de crédit, de procéder au déclassement de leurs créances en souffrance et de les couvrir par un niveau de provisions approprié.

Les crédits par décaissement, y compris le crédit-bail, les engagements par signature donnés (cautions, avals, ...) sont considérés comme des créances en souffrance quand ils présentent un risque de non recouvrement total ou partiel, eu égard à la détérioration de la capacité de remboursement immédiate et/ ou future de la contrepartie.

Les créances en souffrance sont, compte tenu de leur degré de risque de perte, réparties en trois catégories (créances pré-douteuses, créances douteuses et créances compromises) et doivent donner lieu à la constitution de provisions égales respectivement au moins à 20%, 50% et 100% de leurs montants, déduction faite des agios réservés⁸ et des garanties.

Fiscalité

Le crédit-bail bénéficie d'un régime fiscal propre permettant le développement de ce mode de financement au Maroc.

Ce régime offre :

- La déductibilité des redevances leasing : ces redevances sont comptabilisées comme des charges totalement déductibles du résultat imposable ;
- L'exonération de la TVA pour tout acquisition de bien, la TVA facturée en amont par le fournisseur du bien étant gérée par la société de financement ;
- La possibilité aux sociétés de financement de bénéficier de l'option d'amortissement accélérée ;

⁸ Ensemble des intérêts calculés sur les loyers échus

- Les actes d'acquisition par les sociétés de crédit-bail immobilier, de locaux à usage d'habitation ou professionnel ou de terrains nus destinés à la construction de tels locaux, sont exonérés des droits d'enregistrement.

Il est à noter que :

- La TVA au taux de 20 % acquittée sur les loyers est récupérable selon le statut fiscal du client ;
- Les établissements de crédit-bail sont désormais soumis à l'IS au taux de 37 %, et ce, à compter du 1er Janvier 2007.

Le crédit-bail bénéficie d'un régime fiscal qui lui est propre, l'ensemble des avantages fiscaux conférés par l'administration fiscale ont permis le développement de ce mode de financement au Maroc.

En 2007, la loi de finances abolissait le remboursement par l'administration fiscale du crédit de TVA des sociétés de financement. L'article 92 du Code Général des Impôts alinéa 6, stipule que l'exonération concerne uniquement les biens d'investissement inscrits dans un compte d'immobilisation ouvrant droit à déduction et acquis par les entreprises assujetties à la TVA pendant une durée de 24 mois à compter du début d'activité. Par ailleurs, l'article 103 du CGI stipule que le crédit de TVA ne donne pas lieu à un remboursement même partiel pour la TVA ayant grevé une opération non visée par l'article 92.

Compte tenu des caractéristiques du secteur du leasing, cette décision a limité les avantages dont bénéficiait l'activité du leasing.

Dans ce sens, la loi de finances 2008 a, quant à elle, ramené la TVA collectée et décaissée au taux de 20%, visant ainsi à uniformiser les taux applicables en amont et en aval de cette activité. Depuis le 1er janvier 2008, les sociétés de leasing bénéficient du remboursement du crédit de TVA non imputé né à partir de cette date.

Par ailleurs, la loi de finance 2010 a supprimé le droit d'enregistrement fixe de 300 MAD dont bénéficiaient les contrats de crédit-bail Immobilier et a mis en place un droit d'enregistrement à hauteur de 3%.

La loi de finance 2013 a instauré un nouveau dispositif fiscal dédié à la vente de biens d'occasion. Parmi ces biens, les véhicules acquis selon la formule LOA, sont assujettis à une TVA de 20% appliquée à la valeur résiduelle du véhicule, pour les contrats signés à compter de janvier 2013.

Avantages pour le crédit-bailleur :

- Bénéficiaire du droit de propriété sur le bien objet de leasing jusqu'à la cession de ce bien ;
- Bénéficiaire de l'option d'amortissement accéléré du bien ;
- Bénéficiaire d'une exonération relative aux droits d'enregistrement des actes d'acquisition ou de locaux à usage professionnel (crédit-bail immobilier).

Avantage pour le preneur :

- Bénéficiaire de la déductibilité des loyers du résultat imposable.

La loi de finances 2014 a prévu, notamment en matière de TVA, un taux de 20% au lieu de 14% sur les véhicules utilitaires, aussi la suppression de la règle de décalage d'un mois et a fixé les modalités de remboursement du crédit de TVA cumulé (butoir)

En 2017, la DGI a émis une note-circulaire relative à certains aspects fiscaux afférents aux établissements de crédit (n° 5/2017 du 3 février 2017). Les clarifications portent notamment sur les « provisions et suivi des créances fiscalement douteuses ».

La loi de finances 2019 a institué, au titre des années 2019 et 2020, une contribution sociale de solidarité de 2,5% sur les bénéfices supérieurs à quarante millions de dirhams.

La loi de finances 2021 a aménagé un cadre incitatif au financement des entreprises en instituant l'exonération des droits d'enregistrement, des actes constatant les avances en comptes courants d'associés ainsi que les actes relatifs aux obligations et reconnaissances de dettes visées à l'article 18 de la loi n° 103-12 du 24 décembre 2014 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. Les actes précités demeurent, néanmoins, obligatoirement soumis à la formalité de l'enregistrement contre mention " gratis".

Obligations d'ordre comptable

Les sociétés de financement doivent tenir leurs comptes selon les normes du Plan comptable des Établissements de Crédit (PCEC). Elles doivent, en outre, établir à la clôture de chaque exercice comptable, sous forme individuelle et consolidée, les états de synthèse relatifs à cet exercice et l'état des informations complémentaires comprenant notamment les engagements par signature reçus ou donnés.

Ces mêmes documents sont exigés, semestriellement, pour les sociétés de financement recevant des fonds du public.

Les comptes, annuels ou semestriels, doivent être certifiées ou revus par deux commissaires aux comptes et transmis à Bank Al-Maghrib selon la périodicité qu'elle a définie.

Soutien aux établissements en difficulté

La loi a institué un Fonds collectif de garantie des dépôts destiné, sur décision du Gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit à :

- Indemniser, à hauteur d'un montant maximum, les déposants des établissements de crédit en cas d'indisponibilité de leurs dépôts ou de tous autres fonds remboursables ;
- Consentir, à titre préventif et exceptionnel, des concours remboursables à l'un de ses membres dont la situation laisse craindre à terme une indisponibilité des dépôts ou de tous autres fonds remboursables, à condition qu'il présente des mesures de redressement jugées acceptables par Bank Al-Maghrib.

Les établissements de crédit recevant des fonds du public sont tenus de contribuer au financement du Fonds collectif de garantie des dépôts par le versement d'une cotisation annuelle dont le taux ne peut dépasser 0,25% des dépôts et autres fonds remboursables.

Communication

Les sociétés de financement doivent porter à la connaissance du public, dans les formes déterminées par le Gouverneur de Bank Al-Maghrib, toutes les conditions qu'elles appliquent à leurs opérations, notamment en matière de taux d'intérêt et de commissions. Ces informations doivent être affichées en tout lieu de prestation du service, qu'il s'agisse de leurs correspondants ou de leurs vendeurs agréés. D'autre part, les sociétés de crédit doivent publier dans un journal d'annonces légales et au Bulletin Officiel leurs états de synthèse. Celles qui ne reçoivent pas de fonds publics, publient leurs états individuels une seule fois par an, et deux fois par an si les états sont consolidés. Les sociétés de crédit bénéficiant de fonds publics publient leurs états, individuels ou consolidés, deux fois par an.

Contrôle et sanctions

Contrôle interne

Afin de se prémunir contre les risques encourus, les Autorités Monétaires imposent aux établissements de crédit de se doter d'un système de contrôle interne. Ce système est construit sur une base définie par Bank Al-Maghrib.

Le contrôle interne a pour rôle :

La vérification des opérations et procédures internes ;

- La mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ;
- La fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières ;
- L'efficacité des canaux de la circulation interne de la documentation et de l'information, ainsi que leur diffusion auprès de tiers.

Audit externe

Comme beaucoup d'autres sociétés de financement, un double contrôle externe est nécessaire aux sociétés de crédit-bail :

- Un contrôle légal : deux commissaires aux comptes doivent certifier leurs états financiers ;
- Un contrôle effectué par Bank Al-Maghrib sur documents et au sein des entreprises.

Sanctions pécuniaires

Le montant des sanctions pécuniaires est fixé par le Gouverneur de Bank Al-Maghrib. Les infractions ont trait :

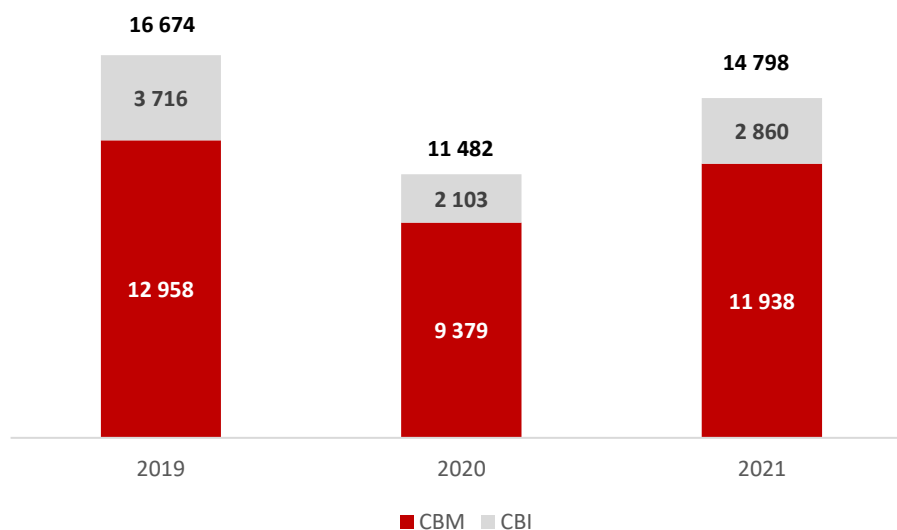
- Aux règles comptables et aux modalités d'élaboration des documents qui doivent être transmis à Bank Al-Maghrib ;
- Aux délais de communication des documents et renseignements requis par Bank Al Maghrib ;
- Aux conditions des opérations de crédit ;
- Aux coefficients prudentiels ;
- Aux autres infractions.

IV.4.4. Principaux produits commercialisés

Les principaux produits commercialisés par les sociétés de crédit-bail au Maroc sont :

- Le crédit-bail mobilier (CBM) : permet de louer un bien d'équipement, du matériel et outillage à usage professionnel avec la possibilité de racheter le bien à l'issue du contrat ;
- Le crédit-bail immobilier (CBI) : permet de louer un bien immobilier à usage professionnel (immeuble achevé, immeuble à construire, vente en l'état futur d'achèvement) assortie d'une promesse unilatérale de vente au profit du locataire.

IV.4.5. Évolution de la production brute



Source : APSF

En 2021, les crédits distribués ont progressé de 29% s'établissant 14 798 MMAD après avoir enregistré une baisse de 31% en 2020.

Ventilation de la production brute de crédit-bail (CBM, CBI)

Ventilation de la production brute de crédit-bail entre 2019 et 2021 :

	2019		2020			2021		
	En MMAD	Part de marché	En MMAD	Part de marché	Var en %	En MMAD	Part de marché	Var en %
CBM	12 958	78%	9 379	82%	-28%	11 938	81%	27%
CBI	3 716	22%	2 103	18%	-43%	2 860	19%	36%
Total	16 674	100%	11 482	100%	-31%	14 798	100%	29%

Source : APSF

La production du crédit-bail est passée de 16 674 MMAD en 2019 à 14 798 MMAD en 2021. Cette progression s'explique principalement par :

- La hausse de la production du crédit-bail mobilier qui représente 81% de la production totale en hausse de 2 559 millions ou +27% par rapport à 2020 ;
- La hausse de la production du crédit-bail immobilier qui représente 19% de la production totale en hausse de 758 millions ou +36% par rapport à 2020.

Évolution de la production brute par société de Crédit-bail

Production brute par société de Crédit-bail entre 2019 et 2021 :

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Wafabail	4 396	26%	2 948	26%	-33%	3 744	25%	27%
Maroc Leasing	3 578	21%	2 986	26%	-17%	3 580	24%	20%
Maghrebail	3 773	23%	2 051	18%	-46%	3 397	23%	66%
Sogelease Maroc	2 688	16%	1 739	15%	-35%	1 945	13%	12%
BMCI Leasing	1 525	9%	1 030	9%	-32%	1 256	8%	22%
CDM Leasing	678	4%	372	3%	-45%	518	3%	39%
CAM Leasing	35	0,2%	356	3%	>100%	359	2%	1%
Total	16 674	100%	11 482	100%	-31%	14 798	100%	29%

Source : APSF

Commentaires de l'exercice 2020 :

Maroc Leasing et Wafabail représentent 26% de part de marché chacune à fin 2020. Elles affichent respectivement une production brute de 2 986 MMAD en baisse de 17% par rapport à fin 2019, et une production brute de 2 948 MMAD en baisse de 33% par rapport à fin 2019.

Avec une production brute de 2 051 MMAD, Maghrebail se positionne en 2^{ème} rang avec 18% de part de marché.

Sogelease, BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing, affichent respectivement des montants de production brute de 1 739 MMAD, 1 030 MMAD, 372 MMAD et 356 MMAD au terme de l'exercice 2020. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 15%, 9%, 3% et 3% à cette même date.

Commentaires de l'exercice 2021 :

Wafabail affiche à fin 2021 une production brute de 3 744 MMAD, en hausse 27% par rapport à fin 2020. La société est leader dans cette activité avec une part de marché de 25%.

Maroc Leasing, seconde société de leasing en termes de production brute, détient à fin 2021, 24% de part de marché avec une production brute de 3 580 MMAD.

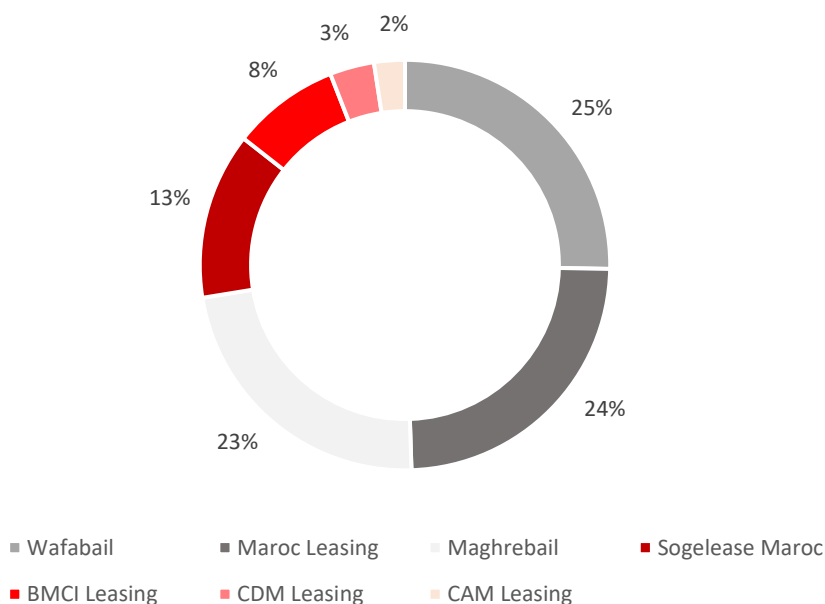
Avec une production brute de 3 397 MMAD, Maghrebail se positionne en 3ème rang avec 23% de part de marché avec une hausse de 66% en 2021.

Sogelease, BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing, affichent respectivement des montants de production brute de 1 945 MMAD, 1 256 MMAD, 518 MMAD et 359 MMAD au terme de l'exercice 2021. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 13%, 8%, 3% et 2% à cette même date.

Entre 2019 et 2021, la baisse de la part de marché de Sogelease Maroc dans la production brute sectorielle est due principalement au retrait de sa part de marché en CBI (-4%) qui s'explique par la rareté des opérations d'investissement. La globalité des opérations était des lease back pour générer de la trésorerie que Sogelease a évité compte tenu du contexte économique actuel. Aussi, la non disponibilité du matériel a impacté sa part de marché en CBM vu la concentration importante sur le matériel roulant.

Par ailleurs, la structure du marché du leasing en termes de production en 2021 au Maroc se présente comme suit :

Parts de marché en termes de production globale en 2021



Source : APSF

Production brute de crédit-bail en nombre de dossiers

Production brute de crédit-bail en nombre de dossiers entre 2019 et 2021 :

	2019	2020	Var %	2021	Var %
CBM					
Dossiers réalisés	15 746	12 043	-24%	15 194	26%

Montant (en MMAD)	12 958	9 379	-28%	11 938	27%
Montant moyen par opération (en MMAD)	0,82	0,78	-5%	0,79	1%
CBI					
Dossiers réalisés	501	367	-27%	540	47%
Montant (en MMAD)	3 716	2 103	-43%	2 860	36%
Montant moyen par opération (en MMAD)	7,42	5,73	-23%	5,30	-8%
Total					
Dossiers réalisés	16 247	12 410	-24%	15 734	27%
Montant (en MMAD)	16 674	11 482	-31%	14 798	29%
Montant moyen par opération (en MMAD)	1,03	0,93	-10%	0,94	2%

Source : APSF

En 2020, le nombre de dossiers réalisés a baissé, passant de 16 247 en 2019 à 12 410 en 2020. Il est réparti comme suit :

- 12 043 opérations de crédit-bail mobilier en 2020 contre 15 746 en 2019, soit une baisse de -24% ;
- 367 opérations de crédit-bail immobilier en 2020 contre 501 en 2019, soit une baisse de -27%.

Le montant moyen par opération a enregistré une baisse entre 2019 et 2020, passant de 1,03 MMAD à 0,93 MMAD :

- 0,78 MMAD en moyenne par opération de crédit-bail mobilier en 2020 contre 0,82 MMAD en 2019, soit une baisse de 5% ;
- 5,73 MMAD en moyenne par opération de crédit-bail immobilier en 2020 contre 7,42 MMAD en 2019, soit une baisse de 23%.

A cet effet, la production est passée de 16 674 MMAD en 2019 à 11 482 MMAD en 2020.

En 2021, le nombre de dossiers réalisés a augmenté, passant de 12 410 en 2020 à 15 734 en 2021. Il est réparti comme suit :

- 15 194 opérations de crédit-bail mobilier en 2021 contre 12 043 en 2020, soit une hausse de 26% ;
- 540 opérations de crédit-bail immobilier en 2021 contre 367 en 2020, soit une hausse de 47%.

Le montant moyen par opération a enregistré une hausse entre 2020 et 2021, passant de 0,93 MMAD à 0,94 MMAD :

- 0,79 MMAD en moyenne par opération de crédit-bail mobilier en 2021 contre 0,78 MMAD en 2020, soit une hausse de 1% ;
- 5,30 MMAD en moyenne par opération de crédit-bail immobilier en 2021 contre 5,73 MMAD en 2020, soit une baisse de 8%.

Le crédit-bail mobilier :

Évolution de la production brute de crédit-bail mobilier par secteur d'activité

Évolution de la production brute de crédit-bail mobilier par secteur d'activité entre 2019 et 2021 :

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Agriculture	208	2%	169	2%	-19%	103	1%	-39%
Pêche, aquaculture	95	1%	41	0%	-57%	61	1%	47%

Industries extractives	213	2%	214	2%	1%	260	2%	21%
Industries alimentaires	652	5%	651	7%	0%	1 338	11%	>100%
Industries textile de l'habillement et du cuir	241	2%	100	1%	-58%	117	1%	17%
Industries chimiques et para-chimiques	318	2%	242	3%	-24%	215	2%	-11%
IMME	432	3%	259	3%	-40%	229	2%	-12%
Industries diverses	781	6%	612	7%	-22%	724	6%	18%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	170	1%	68	1%	-60%	71	1%	4%
Construction	1 963	15%	1 418	15%	-28%	2 040	17%	44%
Commerce, réparation automobile	2 238	17%	1 431	15%	-36%	1 638	14%	14%
Hôtels et restaurants	122	1%	106	1%	-13%	63	1%	-41%
Transports – communications	2 519	19%	1 685	18%	-33%	1 798	15%	7%
Activités financières	395	3%	186	2%	-53%	103	1%	-45%
Administrations publiques	5	0%	3	0%	-38%	10	0%	>100%
Autres services	2 606	20%	2 192	23%	-16%	3 169	27%	45%
Total	12 958	100%	9 379	100%	-28%	11 938	100%	27%

Source : APSF

Entre 2019 à 2021, la répartition sectorielle de la production de crédit-bail mobilier s'est concentrée principalement autour des secteurs des « autres services » (27%), de la « construction » (17%), des « transports-communications » (15%), du « commerce, réparation automobile » (14%) et des « Industries alimentaires » (11%).

Les trois principaux secteurs ont connu une hausse de la production :

- Autres services, composés des associations, professions libérales et SARL, ce secteur a enregistré une hausse de 45% expliquée par le développement du marché RETAIL ;
- Constructions, une hausse de 44% entre 2020 et 2021 expliquée par la reprise progressive du secteur BTP ;
- Industries alimentaires, une hausse de plus de 100% expliquée par le renforcement et l'encouragement de l'investissement local pour ce secteur.

Évolution de la production brute de crédit-bail mobilier par type d'équipement

Évolution de la production brute de crédit-bail mobilier par type d'équipement entre 2019 et 2021 :

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Machines et équipements industriels	3 212	25%	2 045	22%	-36%	3 102	26%	52%
Ordinateurs et matériels de bureau	470	4%	337	4%	-28%	234	2%	-30%
Véhicules utilitaires	4 844	37%	3 643	39%	-25%	4 067	34%	12%
Voitures de tourisme	2 237	17%	1 718	18%	-23%	2 214	19%	29%
Travaux publics et bâtiment	1 314	10%	871	9%	-34%	1 252	10%	44%

Divers	880	7%	764	8%	-13%	1 068	9%	40%
Total	12 958	100%	9 379	100%	-28%	11 938	100%	27%

Source : APSF

En 2020, les secteurs des Equipements divers, des voitures de tourisme, des véhicules utilitaires enregistrent les moins importantes baisses par rapport à l'exercice 2019 (respectivement de -13%, -23%, -25%). Le segment des Machines et équipements industriels, des travaux publics et bâtiment et celui des ordinateurs et matériels de bureau ont enregistré une baisse encore plus importante en 2020 :

- -36% pour les machines et équipements industriels suite aux difficultés de l'importation.
- -34% sur les équipements des travaux publics et bâtiment expliqué par l'arrêt provisoire des chantiers au cours de la crise sanitaire.
- -28% sur les équipements ordinateurs et matériels de bureau suite à l'absence des réaménagements des bureaux.

En 2021, la production brute a enregistré une hausse de 27% par rapport à 2020 en raison de la hausse de :

- +52% des machines et équipements industriels suite à l'ouverture des importations après une année marquée par le confinement ;
- +44% des équipements des travaux publics et bâtiment expliquée par la reprise du secteur BTP ;
- +40% des équipements divers expliquée par l'ouverture des importations après une année marquée par le confinement ;
- +29% des voitures de tourisme expliquée par la reprise de l'activité touristique et ouverture des frontières ;
- +12% des véhicules utilitaires expliquée par la reprise des lignes logistiques intra-ville.

Entre 2019 et 2021, les équipements les plus financés par crédit-bail mobilier sont les « véhicules utilitaires » et les « machines et équipements industriels » qui représentent en moyenne 60% du total de la production de crédit-bail mobilier sur la période.

Évolution de la production brute de crédit-bail mobilier par société de Crédit-bail

Évolution de la production brute de crédit-bail mobilier par société de Crédit-bail entre 2019 et 2021 :

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Wafabail	3 403	26%	2 236	24%	-34%	2 971	25%	33%
Maroc Leasing	2 995	23%	2 363	25%	-21%	2 778	23%	18%
Maghrebail	2 656	21%	1 718	18%	-35%	2 635	22%	53%
Sogelease Maroc	2 128	16%	1 492	16%	-30%	1 727	14%	16%
BMCI Leasing	1 092	8%	896	10%	-18%	1 075	9%	20%
CDM Leasing	648	5%	336	4%	-48%	457	4%	36%
CAM Leasing	35	0,3%	338	4%	>100%	295	2%	-13%
Total	12 958	100%	9 379	100%	-28%	11 938	100%	27%

Source : APSF

Commentaire 2020 :

Maroc Leasing affiche à fin 2020 une production brute totale de crédit-bail mobilier de 2 363 MMAD, en baisse de 21% par rapport à fin 2019. La société est leader dans cette activité avec une part de marché de 25%.

Wafabail, seconde société de leasing en termes de production brute de crédit-bail mobilier, détient à fin 2020, 24% de part de marché avec une production brute de 2 236 MMAD.

Avec une production brute de crédit-bail mobilier de 1 718 MMAD, Maghrebail se positionne au 3^{ème} rang avec 18% de part de marché.

Sogelease, BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing, affichent respectivement des montants de production brute de crédit-bail mobilier de 1 492 MMAD, 896 MMAD, 336 MMAD et 338 MMAD au terme de l'exercice 2020. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 16%, 10%, 4% et 4% à cette même date.

Commentaire 2021 :

Wafabail affiche à fin 2021 une production brute totale de crédit-bail mobilier de 2 971 MMAD, en hausse de 33% par rapport à fin 2020. La société est leader dans cette activité avec une part de marché de 25%.

Maroc Leasing, seconde société de leasing en termes de production brute de crédit-bail mobilier, détient à fin 2021, 23% de part de marché avec une production brute de 2 778 MMAD.

Avec une production brute de crédit-bail mobilier de 2 635 MMAD, Maghrebail se positionne au 3^{ème} rang avec 22% de part de marché en hausse de 53% par rapport à fin 2020.

Sogelease, BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing, affichent respectivement des montants de production brute de crédit-bail mobilier de 1 727 MMAD, 1 075 MMAD, 457 MMAD et 295 MMAD au terme de l'exercice 2021. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 14%, 9%, 4% et 2% à cette même date.

En 2021, la baisse de la part de marché de Sogelease dans la production brute de CBM sectorielle est expliquée par la non disponibilité du matériel vu la concentration importante sur le matériel roulant.

Le crédit-bail immobilier :

Évolution de la production brute de crédit-bail immobilier par type de bien

Évolution de la production brute de crédit-bail immobilier par type de bien entre 2019 et 2021 :

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Immeubles industriels	1 170	31%	593	28%	-49%	675	24%	14%
Magasins	631	17%	341	16%	-46%	919	32%	>100%
Immeubles de bureau	948	26%	704	33%	-26%	822	29%	17%
Hôtels et loisirs	59	2%	43	2%	-27%	99	3%	>100%
Divers	908	24%	422	20%	-54%	345	12%	-18%
Total	3 716	100%	2 103	100%	-43%	2 860	100%	36%

Source : APSF

En 2020, la production de crédit-bail immobilier a connu une baisse de 43% en passant de 3 716 MMAD en 2019 à 2 103 MMAD en 2020. Cette baisse est expliquée par :

- ✓ La baisse de la production octroyée au financement immeubles industriels de -49% passant de 1 170 MMAD à 593 MMAD entre 2019 et 2020 suite à l'absence d'investissement au cours de la période de la crise sanitaire ;
- ✓ La baisse de la production sur les immeubles de bureau de -26% par rapport à 2019 engendré par le retard sur le secteur BTP ;
- ✓ La baisse du financement des équipements divers qui passe de 908 MMAD à 422 MMAD, soit -54% entre 2019 et 2020.

En 2021, la production de crédit-bail immobilier a progressé de 36% en passant de 2 103 MMAD en 2020 à 2 860 MMAD en 2021. Cette hausse est expliquée par :

- ✓ La hausse de la production octroyée au financement immeubles industriels de +14% passant de 593 MMAD à 675 MMAD entre 2020 et 2021 ;
- ✓ La hausse de la production octroyée aux magasins de plus de 100%, soit 919 MMAD en 2021 ;
- ✓ La hausse de la production sur les immeubles de bureau de +17% par rapport à 2020 ;
- ✓ La baisse du financement des équipements divers de -18% entre 2020 et 2021.

Entre 2019 et 2021, les biens les plus financés par crédit-bail immobilier sont « Immeubles de bureau », les « Immeubles industriels » et les « Magasins » qui représentent en moyenne 79% du total de la production de crédit-bail immobilier sur la période.

Évolution de la production brute de crédit-bail immobilier par société de Crédit-bail

Évolution de la production brute de crédit-bail immobilier par société de Crédit-bail entre 2019 et 2021 :

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Maroc Leasing	584	16%	624	30%	7%	802	28%	29%
Wafabail	993	27%	712	34%	-28%	773	27%	9%
Maghrebail	1 116	30%	333	16%	-70%	762	27%	>100%
Sogelease Maroc	560	15%	247	12%	-56%	218	8%	-12%
BMCI Leasing	433	12%	134	6%	-69%	180	6%	35%
CDM Leasing	30	1%	36	2%	19%	61	2%	69%
CAM Leasing	0	0%	18	1%	>100%	64	2%	>100%
Total	3 716	100%	2 103	100%	-43%	2 860	100%	36%

Source : APSF

Commentaires 2020 :

En 2020, Wafabail est la première société de leasing en termes de production brute de crédit-bail immobilier avec une part de marché de 34% en 2020 en affichant une production brute de 712 MMAD, en baisse de 28%.

Maroc Leasing se classe en deuxième position avec une part de marché de 30% et une production brute de crédit-bail immobilier de 624 MMAD contre 584 MMAD en 2019.

Maghrebail se positionne en 3^{ème} rang avec une part de marché de 16% et une production brute de crédit-bail immobilier de 333 MMAD contre 1 116 MMAD en 2019.

Sogelease Maroc se classe en quatrième position avec une part de marché de 12% et une production brute de crédit-bail immobilier de 247 MMAD contre 560 MMAD en 2019.

BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing affichent respectivement des montants de production brute crédit-bail immobilier de 134 MMAD, 36 MMAD et 18 MMAD. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 6%, 2% et 1%.

Commentaires 2021 :

En 2021, Maroc Leasing est la première société de leasing en termes de production brute de crédit-bail immobilier avec une part de marché de 28% en 2021 en affichant une production brute de 802 MMAD, en hausse de 29%.

Wafabail se classe en deuxième position avec une part de marché de 27% et une production brute de crédit-bail immobilier de 773 MMAD contre 712 MMAD en 2020.

Maghrebail se positionne en 3^{ème} rang avec une part de marché de 27% et une production brute de crédit-bail immobilier de 762 MMAD contre 333 MMAD en 2020.

Sogelease Maroc se classe en quatrième position avec une part de marché de 8% et une production brute de crédit-bail immobilier de 218 MMAD contre 247 MMAD en 2020.

BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing affichent respectivement des montants de production brute crédit-bail immobilier de 180 MMAD, 61 MMAD, 64 MMAD. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 6%, 2% et 2%.

En 2021, la baisse de la part de marché en CBI de Sogelease est expliquée par la rareté des opérations d'investissement. La globalité des opérations était des lease back pour générer de la trésorerie que Sogelease a évitée compte tenu du contexte économique actuel.

IV.4.6. Evolution de l'encours net comptable

Ventilation de l'encours net comptable de crédit-bail (CBM, CBI)

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
CBM	31 613	64%	31 049	66%	-2%	30 451	64%	-2%
CBI	17 640	36%	16 292	34%	-8%	17 018	36%	4%
Total	49 253	100%	47 341	100%	-4%	47 468	100%	0,3%

Source : APSF

En 2021, l'encours net comptable de crédit-bail s'élève à 47 468 MMAD contre 47 341 MMAD à fin 2020 (soit une légère hausse de 0,3%), avec 64% en crédit-bail mobilier et 36% en crédit-bail immobilier.

Évolution des encours nets comptables par société de Crédit-bail

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Wafabail	12 814	26%	12 238	26%	-4%	12 157	26%	-1%
Maroc Leasing	11 263	23%	11 126	24%	-1%	11 363	24%	2%
Maghrebail	12 658	26%	11 781	25%	-7%	11 186	24%	-5%
Sogelease	6 921	14%	6 766	14%	-2%	7 046	15%	4%
BMCI Leasing	3 891	8%	3 612	8%	-7%	3 599	8%	0%
CDM Leasing	1 672	3%	1 542	3%	-8%	1 527	3%	-1%

CAM leasing	33	0%	276	1%	>100%	591	1%	>100%
Total	49 253	100%	47 341	100%	-4%	47 468*	100%	0,3%

Source : APSF

(*) Sous instruction de l'APSF, l'encours net comptable 2021 est retraité en intégrant les impayés et les CES conformément à l'état B8.

L'encours net comptable des sociétés de crédit-bail au Maroc a atteint 47 341 MMAD à fin 2020 en baisse de 4% par rapport à fin 2019.

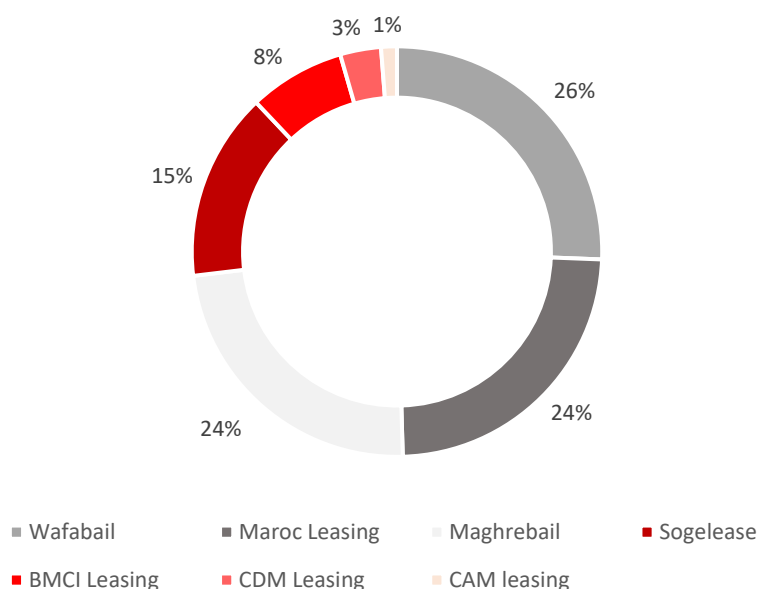
L'encours net comptable 2020 a été impacté par l'effet de la crise sanitaire marqué par la baisse de la production leasing de -31% suite à :

- La rareté des nouveaux investissements au cours de la période de la crise sanitaire.
- Le manque de disponibilité de matériel lié à un recul des importations ce qui a engendré le décalage de la réalisation des opérations au cours de cette période critique.

L'encours net comptable des sociétés de crédit-bail au Maroc a atteint 47 468 MMAD à fin 2021 en légère hausse de 0,3% par rapport à 2020, expliquée par une reprise progressive de l'activité.

Par ailleurs, la structure du marché du leasing au Maroc en termes d'encours net comptable au 31 décembre 2021 se présente comme suit :

Parts de marché en termes d'encours net comptable en 2021



Source : APSF

Le Crédit-bail Mobilier

A fin 2021, l'encours net comptable du crédit-bail mobilier émis par les sociétés de leasing précédemment citées s'établit à 30 451 MMAD, en baisse de 2% par rapport à fin 2020.

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Wafabail	8 981	28%	9 212	30%	3%	8 353	27%	-9%
Maroc Leasing	7 018	22%	6 968	22%	-1%	7 102	23%	2%
Maghrebail	7 271	23%	6 736	22%	-7%	6 323	21%	-6%
Sogelease	4 511	14%	4 386	14%	-3%	4 631	15%	6%
BMCI Leasing	2 619	8%	2 414	8%	-8%	2 441	8%	1%
CDM Leasing	1 179	4%	1 074	3%	-9%	1 088	4%	1%
CAM Leasing	33	0%	259	1%	>100%	513	2%	98%
Total	31 613	100%	31 049	100%	-2%	30 451*	100%	-2%

Source : APSF

(*) Sous instruction de l'APSF, l'encours net comptable 2021 est retraité en intégrant les impayés et les CES conformément à l'état B8.

Wafabail affiche en 2021 un encours net comptable du crédit-bail mobilier de 8 353 MMAD, en baisse de 9% par rapport à fin 2020. La société est leader dans cette activité avec une part de marché de 27%.

Maroc Leasing, seconde société de leasing en termes d'encours net comptable du crédit-bail mobilier, détient à fin 2021, 23% de part de marché avec un encours de 7 102 MMAD.

Avec un encours net comptable du crédit-bail mobilier de 6 323 MMAD, Maghrebail se positionne au 3ème rang avec 21% de part de marché.

Sogelease Maroc, BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing, affichent respectivement des montants d'encours de crédit-bail mobilier de 4 631 MMAD, 2 441 MMAD, 1 088 MMAD et 513 MMAD en 2021. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 15%, 8%, 4% et 2% à cette même date.

Le Crédit-bail Immobilier

En 2021, l'encours net comptable du crédit-bail immobilier des sociétés de leasing au Maroc a enregistré une hausse de 4% par rapport à fin 2020 passant de 16 292 MMAD à 17 018 MMAD.

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Maghrebail	5 387	31%	5 045	31%	-6%	4 862	29%	-4%
Maroc Leasing	4 245	24%	4 159	26%	-2%	4 261	25%	2%
Wafabail	3 833	22%	3 027	19%	-21%	3 805	22%	26%
Sogelease	2 410	14%	2 379	15%	-1%	2 416	14%	2%
BMCI Leasing	1 273	7%	1 198	7%	-6%	1 157	7%	-3%
CDM Leasing	493	3%	468	3%	-5%	440	3%	-6%
CAM Leasing	-	0%	17	0,1%	>100%	78	0,5%	>100%
Total	17 640	100%	16 292	100%	-8%	17 018	100%	4%

Source : APSF

Au 31 décembre 2021, Maghrebail est la première société de leasing en termes d'encours net comptable du crédit-bail immobilier avec une part de marché de 29% affichant un encours de 4 862 MMAD, en baisse de 4% par rapport à fin 2020.

Maroc Leasing se classe en deuxième position avec une part de marché de 25% et un encours total de crédit-bail immobilier de 4 261 MMAD en 2021 contre 4 159 MMAD en 2020.

Wafabail se classe en troisième position avec une part de marché de 22% et un encours total de crédit-bail immobilier de 3 805 MMAD contre 3 027 MMAD en 2020.

Sogelease Maroc se classe en quatrième position avec une part de marché de 14% et un encours total de crédit-bail immobilier de 2 416 MMAD contre 2 379 MMAD en 2020.

BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing affichent respectivement des montants d'encours de crédit-bail immobilier de 1 157 MMAD, 440 MMAD et 78 MMAD. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 7%, 3% et 0,5%.

IV.4.7. Evolution de l'encours financier

Ventilation de l'encours financier net de crédit-bail (CBM, CBI)

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
CBM	32 976	65%	31 596	64%	-4%	31 082	64%	-2%
CBI	17 985	35%	17 479	36%	-3%	17 200	36%	-2%
Total	50 961	100%	49 075	100%	-4%	48 282	100%	-2%

Source : APSF

En 2021, l'encours financier net de crédit-bail s'élève à 48 282 MMAD contre 49 075 MMAD à fin 2020 (soit une baisse de 2%), avec 64% en crédit-bail mobilier et 36% en crédit-bail immobilier.

Évolution de l'encours financier par société de Crédit-bail

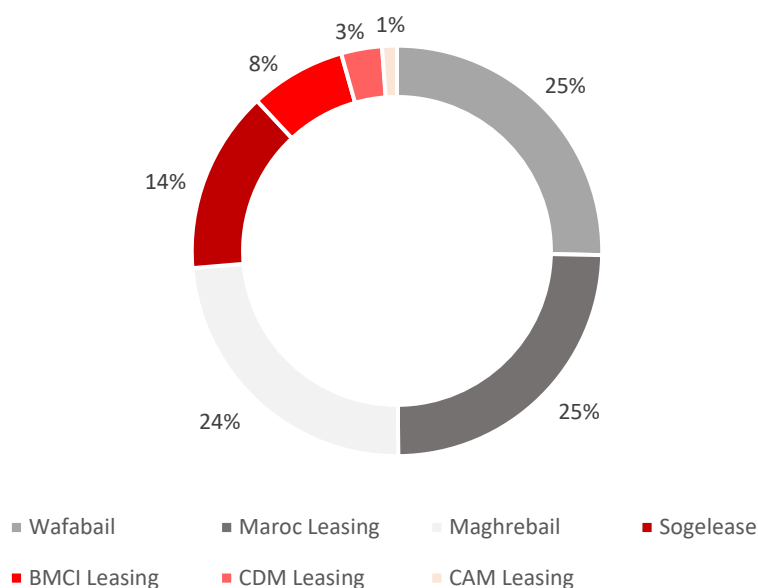
	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Wafabail	13 115	26%	12 556	26%	-4%	12 228	25%	-3%
Maroc Leasing	11 813	23%	11 698	24%	-1%	11 868	25%	1%
Maghrebail	12 967	25%	12 154	25%	-6%	11 471	24%	-6%
Sogelease	7 408	15%	7 196	15%	-3%	6 949	14%	-3%
BMCI Leasing	3 936	8%	3 646	7%	-7%	3 649	8%	0%
CDM Leasing	1 695	3%	1 559	3%	-8%	1 556	3%	0%
CAM Leasing	27	0%	266	1%	>100%	561	1%	>100%
Total	50 961	100%	49 075	100%	-4%	48 282	100%	-2%

Source : APSF

L'encours financier des sociétés de crédit-bail au Maroc a atteint 48 282 MMAD au 31 décembre 2021, en baisse de 2% par rapport à fin 2020.

En 2021, la baisse de l'encours financier de Sogelease est expliquée par la hausse des rachats anticipés en 2021.

Parts de marché en termes d'encours financier en 2021



Source : APSF

En 2021, Wafabail est la première société de leasing en termes d'encours financier de crédit-bail, avec 25% de part de marché suivie de Maroc Leasing qui enregistre une part de marché de 25% et de Maghrebail qui détient 24% des parts de marché.

Sogelease, BMCI Leasing, Crédit du Maroc Leasing et CAM Leasing disposent respectivement de 14%, 8%, 3% et 1% des parts de marché du secteur.

Le Crédit-bail Mobilier

En 2021, l'encours financier du crédit-bail mobilier émis par les sociétés de leasing précédemment citées s'établit à 31 082 MMAD, en baisse de 2% par rapport à fin 2020.

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Wafabail	9 331	28%	8 770	28%	-6%	8 437	27%	-4%
Maroc Leasing	7 224	22%	7 140	23%	-1%	7 252	23%	2%
Maghrebail	7 472	23%	7 038	22%	-6%	6 557	21%	-7%
Sogelease	5 046	15%	4 852	15%	-4%	4 772	15%	-2%
BMCI Leasing	2 607	8%	2 379	8%	-9%	2 388	8%	0%
CDM Leasing	1 269	4%	1 168	4%	-8%	1 178	4%	1%
CAM Leasing	27	0%	249	1%	>100%	497	2%	>100%
Total	32 976	100%	31 596	100%	-4%	31 082	100%	-2%

Source : APSF

Wafabail affiche au 31 décembre 2021 un encours financier de crédit-bail mobilier de 8 437 MMAD, en baisse de 4% par rapport à fin 2020. La société est leader dans cette activité avec une part de marché de 27%.

Maroc Leasing, seconde société de leasing en termes d'encours financier de crédit-bail mobilier, détient 23% de part de marché à fin 2021, avec un encours de 7 252 MMAD.

Avec un encours financier de crédit-bail mobilier de 6 557 MMAD, Maghrebail se positionne au 3^{ème} rang avec 21% de part de marché.

Sogelease, BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing, affichent respectivement des montants d'encours financier de crédit-bail mobilier de 4 772 MMAD, 2 388 MMAD, 1 178 MMAD et 497 MMAD en 2021. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 15%, 8%, 4% et 2% à cette même date.

Le Crédit-bail Immobilier

Au 31 décembre 2021, l'encours financier de crédit-bail immobilier des sociétés de leasing au Maroc s'élève à 17 200 MMAD, en baisse de 2% par rapport à 2020.

	2019		2020			2021		
	en MMAD	Part de marché	en MMAD	Part de marché	Var en %	en MMAD	Part de marché	Var en %
Maghrebail	5 495	31%	5 116	29%	-7%	4 914	29%	-4%
Maroc Leasing	4 589	26%	4 558	26%	-1%	4 616	27%	1%
Wafabail	3 784	21%	3 786	22%	0%	3 791	22%	0%
Sogelease	2 362	13%	2 344	13%	-1%	2 177	13%	-7%
BMCI Leasing	1 329	7%	1 267	7%	-5%	1 261	7%	0%
CDM Leasing	425	2%	391	2%	-8%	378	2%	-3%
CAM Leasing	-	0%	17	0,1%	>100%	64	0,4%	>100%
Total	17 985	100%	17 479	100%	-3%	17 200	100%	-2%

Source : APSF

En 2021, Maghrebail se classe en première position avec une part de marché de 29% et un encours total de crédit-bail immobilier de 4 914 MMAD contre 5 116 MMAD en 2020.

Vient ensuite Maroc Leasing avec une part de marché de 27% et un encours total de crédit-bail immobilier de 4 616 MMAD contre 4 558 MMAD en 2020.

Wafabail se classe en troisième position avec une part de marché de 22% et un encours total de crédit-bail immobilier de 3 791 MMAD contre 3 786 MMAD en 2020.

Sogelease Maroc se classe en quatrième position avec une part de marché de 13% et un encours total de crédit-bail immobilier de 2 177 MMAD contre 2 344 MMAD en 2020.

BMCI Leasing, CDM Leasing et CAM Leasing affichent respectivement des montants d'encours de crédit-bail immobilier de 1 261 MMAD, 378 MMAD et 64 MMAD. Aussi, leurs parts de marché s'établissent respectivement à 7%, 2% et 0,4%.

IV.5. Activité de Sogelease Maroc

IV.5.1. Principaux produits commercialisés par Sogelease

Sogelease Maroc propose une gamme de produits taillée aux spécificités des équipements à financer ainsi que des solutions de financement innovantes quels que soient les secteurs d'activités de ses clients. Présente dans toutes les régions du Royaume, Sogelease Maroc se positionne au côté de Société Générale Maroc, son actionnaire, comme spécialiste du leasing au Maroc.

Sogelease Maroc met à la disposition de ses clients une multitude d'offres qui répondent à leurs besoins selon la nature de leur activité et finance plusieurs biens d'équipement.

Dans le cas du crédit-bail mobilier, on liste :

- Matériel Roulant : voiture de tourisme, utilitaire, véhicule lourd ou léger, tractopelle, tracteur agricole, etc. ;
- BTP *equipment* : Grues, Bétonnière, pelle sur chenille, compacteur, concasseur et tous autres produits relatifs à ce secteur ;
- Health *equipment* : Scanners, Echographie, matériels dentaires et matériels de laboratoire ;
- IT et bureautique : Logiciels informatiques, imprimantes, matériels de bureau, système de sécurité ;
- Agencement et aménagement : il s'agit des agencements et aménagements sur mesure pour des propriétés, des unités de production ou à l'intérieur des matériels spécifiques (ex. l'intérieur du bateau).

Dans le cas du crédit-bail immobilier, on liste :

- Local Commercial ;
- Local Industriel ;
- Bureau/Appartement ;
- Terrain et construction.

La stratégie de différenciation de Sogelease Maroc par rapport à ses concurrents résulte dans les montages spécifiques qu'elle met à la disposition de ses clients pour traiter leurs dossiers selon leurs besoins.

Par ailleurs, la production annuelle de Sogelease Maroc suit une saisonnalité normale au cours de l'année, exceptée durant (i) les mois de juillet et août qui connaissent une baisse de la production et (ii) la période de fin d'année où la production est concentrée à hauteur de 20% avec un objectif de la ramener à 13%.

IV.5.2. Evolution de la part de marché de Sogelease Maroc sur la base de la production brute

En MMAD	2019	2020	Var %	2021	Var %
Production de Sogelease Maroc	2 688	1 739	-35,30%	1 945	11,82%
Production sectorielle	16 674	11 482	-31,14%	14 798	28,88%
Part de marché de Sogelease Maroc	16,12%	15,15%	-98 pbs	13,14%	-200 pbs
Part de marché CBM	16,42%	15,91%	-51 pbs	14,47%	-145 pbs
Part de marché CBI	15,07%	11,74%	-333 pbs	7,62%	-412 pbs

Source : Sogelease Maroc

Entre 2019 et 2020, la production de Sogelease Maroc est passée de 2 688 MMAD à 1 739 MMAD, enregistrant ainsi une baisse de 35,30%.

En 2021, la production de Sogelease Maroc atteint 1 945 MMAD, enregistrant ainsi une hausse de 11,82% par rapport à 2020.

La part de marché de Sogelease Maroc est de 13,14% en 2021 contre 15,15% en 2020, en baisse de 200 pbs comparé à 2020, expliquée par une variation de la production sectorielle plus importante que celle de Sogelease Maroc.

En 2021, la baisse de la part de marché de Sogelease Maroc dans la production brute est due principalement au retrait de sa part de marché en CBI qui s'explique par la rareté des opérations d'investissement. La globalité des opérations était des lease back pour générer de la trésorerie que Sogelease a évité compte tenu du contexte économique actuel. Aussi, la non disponibilité du matériel a impacté sa part de marché en CBM vu la concentration importante sur le matériel roulant.

Ventilation de la production brute de Sogelease Maroc (CBM, CBI)

	2019		2020			2021		
	En MMAD	Part %	En MMAD	Part %	Var en %	En MMAD	Part %	Var en %
Production CBM de Sogelease	2 128	79%	1 492	86%	-30%	1 727	89%	16%
Production CBI de Sogelease	560	21%	247	14%	-56%	218	11%	-12%
Production brute de Sogelease	2 688	100%	1 739	100%	-35%	1 945	100%	12%

Source : Sogelease Maroc

En 2021, la production brute s'élève à 1 945 MMAD contre 1 739 MMAD à fin 2020 (soit une hausse de 12%), avec 89% en crédit-bail mobilier et 11% en crédit-bail immobilier.

En 2021, la baisse de la production brute CBI de Sogelease est expliquée par la rareté des opérations d'investissement. La globalité des opérations était des lease back pour générer de la trésorerie que Sogelease a évitée compte tenu du contexte économique actuel.

Répartition sectorielle de la production CBM brute de Sogelease Maroc

	2019		2020			2021		
	En MMAD	Part %	En MMAD	Part %	Var en %	En MMAD	Part %	Var en %
Agriculture	48	2%	28	2%	-41%	0	0%	-100%
Pêche, Aquaculture	26	1%	4	0%	-84%	12	1%	>100%
Industrie Extractives	41	2%	18	1%	-56%	9	1%	-52%
Industrie Alimentaires	66	3%	83	6%	26%	438	25%	>100%
Industries textile, de l'habillement et du cuir	55	3%	32	2%	-42%	31	2%	-3%
Industries chimiques et para chimiques	110	5%	134	9%	21%	0	0%	-100%
IMME	129	6%	77	5%	-40%	78	5%	0%
Industries divers	144	7%	73	5%	-50%	131	8%	81%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	50	2%	27	2%	-47%	0	0%	-100%
Construction	426	20%	281	19%	-34%	280	16%	0%
Commerce, réparation automobile	323	15%	227	15%	-30%	25	1%	-89%
Hôtels et restaurants	9	0%	16	1%	78%	0	0%	-100%
Transports-communications	514	24%	318	21%	-38%	322	19%	1%
Activités financières	61	3%	12	1%	-80%	0	0%	-100%
Administrations publiques	0	0%	0	0%	0%	0	0%	0%
Autres services	127	6%	162	11%	28%	401	23%	>100%
Total	2 128	100%	1 492	100%	-30%	1 727	100%	16%

Source : Sogelease Maroc

En 2020, la production de crédit-bail mobilier de Sogelease se concentre autour de trois secteurs :

- Le secteur des « transports – communication » qui totalise un montant de 318 MMAD, soit une baisse de -38% par rapport à 2019, expliqué par recul d'investissements sur le secteur de location de voiture. Ce poste représente 21% du total de la production de CBM contre 24% en 2019 ;

- Le secteur des « constructions » qui totalise un montant de 281 MMAD, soit une baisse de 34% par rapport à 2019, suite à l'impact de la crise sanitaire sur les projets BTP, il représente 19 % du total de la production de CBM contre 20% en 2019 ;
- Le secteur du « commerce et réparation automobile » qui totalise un montant de 227 MMAD (soit une baisse de 30% par rapport à 2019) représentant 15% du total de la production de CBM.

Cette concentration s'explique principalement par une rentabilité plus élevée et un risque plus faible réalisés sur ces secteurs.

En 2021, la production de crédit-bail mobilier de Sogelease se concentre autour de trois secteurs :

- Le secteur des « Industries alimentaires » qui totalise un montant de 438 MMAD, soit une hausse de plus de 100% par rapport à 2020, expliqué par l'accroissement d'investissements sur le secteur de l'industrie alimentaire et aux exportations. Ce poste représente 25% du total de la production de CBM contre 6% en 2020 ;
- Le secteur des « Autres services » qui totalise un montant de 401 MMAD, soit une hausse de plus de 100% par rapport à 2020, suite à l'intérêt apporté au marché RETAIL. Ce poste représente 23% total de la production CBM contre 11% en 2020 ;
- Le secteur du « Transports-communications » qui totalise un montant de 322 MMAD (soit une hausse de 1% par rapport à 2020) représentant 19% du total de la production de CBM.

Répartition par type d'équipement de la production CBM brute de Sogelease Maroc

	2019		2020			2021		
	En MMAD	Part %	En MMAD	Part %	Var en %	En MMAD	Part %	Var en %
Machines et équipements industriels	206	10%	141	9%	-32%	351	20%	>100%
Ordinateurs et matériel de bureau	30	1%	29	2%	-1%	5	0%	-82%
Véhicules utilitaires	1 795	84%	1 210	81%	-33%	1 199	69%	-1%
Voitures de tourisme	23	1%	9	1%	-62%	1	0%	-83%
TP et bâtiment	46	2%	57	4%	25%	60	3%	6%
Divers	29	1%	47	3%	59%	110	6%	>100%
Total	2 128	100%	1 492	100%	-30%	1 727	100%	16%

Source : Sogelease Maroc

En 2020, la production CBM brute a connu une baisse de 30% passant de 2 128 MMAD à 1 492 MMAD expliquée par la baisse de 33% du segment « véhicules utilitaires » qui représente 81% de la production totale.

En 2021, la production CBM brute a connu une hausse de 16% pour atteindre 1 727 MMAD expliquée principalement par les segments des « machines et équipements industriels » et des « véhicules utilitaires » qui représentent respectivement 20% et 69% de la production CBM brute totale.

Entre 2019 et 2021, les équipements les plus financés par crédit-bail mobilier sont les « Véhicules utilitaires » qui représentent en moyenne 78% du total de la production de crédit-bail mobilier sur la période.

Répartition par type d'immeubles de la production CBI brute de Sogelease Maroc

	2019	2020	2021
--	------	------	------

	En MMAD	Part %	En MMAD	Part %	Var en %	En MMAD	Part %	Var en %
Immeubles industriels	397	71%	207	84%	-48%	53	24%	-74%
Magasins	82	15%	17	7%	-80%	165	76%	>100%
Immeubles de bureau	37	7%	23	9%	-38%	0	0%	-100%
Hôtel et loisirs	0	0%	0	0%	0%	0	0%	0%
Divers	43	8%	0	0%	-100%	0	0%	0%
Total	560	100%	247	100%	-56%	218	100%	-12%

Source : Sogelease Maroc

En 2021, la production de CBI de Sogelease Maroc a connu une baisse de 12% pour s'établir à 218 MMAD. Cette dernière se compose principalement de :

- Immeubles industriels : pour un montant de 53 MMAD (soit 24% de la production globale de CBI) enregistré en 2021 contre 207 MMAD en 2020, soit une baisse de 74% par rapport à 2020 ;
- Magasins : en hausse de plus de 100% par rapport à 2020 avec une production de 165 MMAD (soit 76% de la production globale de CBI) contre 17 MMAD en 2020.

En 2021, la baisse de la production brute CBI de Sogelease est expliquée par la rareté des opérations d'investissement. La globalité des opérations était des lease back pour générer de la trésorerie que Sogelease a évitée compte tenu du contexte économique actuel.

IV.5.3. Évolution de la part de marché de Sogelease Maroc sur la base de l'encours net comptable

En MMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Encours net comptable de Sogelease Maroc	6 921	6 766	-2,2%	7 046	4,1%
Encours net comptable sectoriel	49 253	47 341	-3,9%	47 468	0,3%
Part de marché de Sogelease Maroc	14,05%	14,29%	+24 pbs	14,84%	+55 pbs

Source : Sogelease Maroc

En 2020, l'encours net comptable atteint 6 766 MMAD, en baisse de 2,2% (contre -3,9% pour le secteur). La part de marché de Sogelease sur la base de l'encours net comptable a connu une légère hausse en fin 2020, expliquée par une baisse moins importante de l'encours net comptable de Sogelease comparé à l'encours du secteur.

En 2021, l'encours net comptable de Sogelease Maroc s'établit à 7 046 MMAD (contre 6 766 MMAD en 2020), soit une augmentation de 4,1% (contre +0,3% pour le secteur). La part de marché de Sogelease sur la base de l'encours net comptable a connu une hausse de 55 pbs en fin 2021, expliquée par une hausse plus importante de l'encours net comptable de Sogelease comparé à l'encours du secteur.

Ventilation de l'encours net comptable de Sogelease Maroc entre CBI et CBM

	2019		2020		2021			
	En MMAD	Part %	En MMAD	Part %	Var en %	En MMAD	Part %	Var en %
Encours net CBM de Sogelease Maroc	4 511	65%	4 386	65%	-3%	4 631	66%	6%
Encours net CBI de Sogelease Maroc	2 410	35%	2 379	35%	-1%	2 416	34%	2%
Encours global net comptable	6 921	100%	6 766	100%	-2%	7 046	100%	4%

Source : Sogelease Maroc

En 2020, l'encours net comptable de Sogelease Maroc baisse de 2% pour s'établir à 6 766 MMAD. Cette baisse s'explique par la baisse des encours de crédit-bail mobilier et immobilier, respectivement de 3% et 1%.

En 2021, l'encours net comptable de Sogelease Maroc progresse de 4% pour s'établir à 7 046 MMAD. Cette augmentation s'explique par la hausse de 6% de l'encours de crédit-bail mobilier et la hausse de 2% de l'encours de crédit-bail immobilier.

Entre 2019 et 2021, l'encours net comptable de Sogelease Maroc se compose en moyenne à 65% d'encours de crédit-bail mobilier.

IV.5.4. Evolution de la part de marché de Sogelease Maroc sur la base de l'encours financier

En MMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Encours financier de Sogelease Maroc	7 408	7 196	-2,9%	6 949	-3,4%
Encours financier sectoriel	50 961	49 075	-3,7%	48 282	-1,6%
Part de marché de Sogelease Maroc	14,54%	14,66%	+13 pbs	14,39%	-27 pbs

Source : Sogelease Maroc

En 2020, l'encours financier de Sogelease Maroc s'établit à 7 196 MMAD contre 7 408 MMAD en 2019, soit une baisse de 2,9%, contre une baisse de 3,7% du secteur.

En 2021, l'encours financier de Sogelease Maroc s'établit à 6 949 MMAD contre 7 196 MMAD en 2020, soit une baisse de 3,4%, contre une baisse de 1,6% du secteur. La baisse de l'encours financier de Sogelease est expliquée par la hausse des rachats anticipés en 2021.

Ventilation de l'encours financier de Sogelease Maroc (CBM et CBI)

	2019		2020			2021		
	En MMAD	Part %	En MMAD	Part %	Var en %	En MMAD	Part %	Var en %
Encours financier CBM de Sogelease Maroc	5 046	68%	4 852	67%	-4%	4 772	69%	-2%
Encours financier CBI de Sogelease Maroc	2 362	32%	2 344	33%	-1%	2 177	31%	-7%
Encours financier total	7 408	100%	7 196	100%	-3%	6 949	100%	-3%

Source : Sogelease Maroc

En 2021, l'encours financier de Sogelease Maroc s'élève à 6 949 MMAD contre 7 196 MMAD à fin 2020 (soit une baisse de 3%), avec 69% en crédit-bail mobilier et 31% en crédit-bail immobilier.

Ventilation de l'encours financier de Sogelease Maroc entre Grandes Entreprises (GE) et PME

La ventilation de l'encours financier de Sogelease entre GE et PME se présente comme suit entre 2019 et 2021 :

	2019		2020			2021		
	En MMAD	Part %	En MMAD	Part %	Var en %	En MMAD	Part %	Var en %
PME	4 672	63%	4 532	63%	-3%	4 231	61%	-7%
GE	2 736	37%	2 663	37%	-3%	2 718	39%	2%
Total	7 408	100%	7 196	100%	-3%	6 949	100%	-3%

Source : Sogelease Maroc

A fin 2020, la part des PME dans l'encours financier de Sogelease Maroc a connu une légère baisse de 3% pour atteindre 4 532 MMAD, représentant 63% du total de l'encours financier.

La part des GE dans l'encours financier de Sogelease Maroc a reculé de 3% en 2020 pour s'établir à 2 663 MMAD, représentant ainsi 37% du total.

A fin 2021, la part des PME dans l'encours financier de Sogelease Maroc a connu une baisse de 7% pour atteindre 4 231 MMAD, représentant 61% du total de l'encours financier.

La part des GE dans l'encours financier de Sogelease Maroc a progressé de 2% en 2021 pour s'établir à 2 718 MMAD, représentant ainsi 39% du total.

Evolution des réalisations de Sogelease Maroc

En MMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
CBM					
Dossiers réalisés	2 226	1 639	-26%	1 825	11%
Montants (en MMAD)	2 128	1 492	-30%	1 727	16%
Montant moyen par opération (en MMAD)	0,956	0,910	-5%	0,946	4%
CBI					
Dossiers réalisés	42	22	-48%	31	41%
Montant (en MMAD)	560	247	-56%	218	-12%
Montant moyen par opération (en MMAD)	13,335	11,225	-16%	7,034	-37%
Total					
Dossiers réalisés	2 268	1 661	-27%	1 856	12%
Montant (en MMAD)	2 688	1 739	-35%	1 945	12%
Montant moyen par opération (en MMAD)	1,185	1,047	-12%	1,048	0%

Source : Sogelease Maroc

Entre 2019 et 2020, le nombre de dossiers réalisés a baissé de 27% pour s'établir à 1 661 en 2020 contre 2 268 en 2019. Les montants réalisés s'inscrivent en baisse en passant de 2 688 MMAD en 2019 à 1 739 MMAD en 2020.

Entre 2020 et 2021, le nombre de dossiers réalisés a augmenté de 12% pour s'établir à 1 856 en 2021 contre 1 661 en 2020. Les montants réalisés s'inscrivent en hausse en passant de 1 739 MMAD en 2020 à 1 945 MMAD en 2021.

Le crédit-bail mobilier représente en moyenne 98% des dossiers réalisés et 85% des montants sur la période 2019 - 2021.

IV.5.5. Production / encours

Evolution de la production de Sogelease Maroc par durée de financement

En MMAD	2020	2021	Part en %
[0 – 36] mois	120	201	10%
[37 – 48] mois	480	444	23%
[49 – 60] mois	701	841	43%
[>=120] mois	438	459	24%
Total production	1 739	1 945	100%

Source : Sogelease Maroc

En 2021, la production de Sogelease Maroc concerne essentiellement des :

- Financements en crédit-bail pour des durées comprises entre 37 et 48 mois, soit 23% en moyenne de la production, liés à la nature des équipements notamment les véhicules ;
- Financements en crédit-bail pour des durées comprises entre 49 et 60 mois, soit 43% en moyenne de la production, liés à la nature des équipements dans le cadre des contrats CBM dont la durée est choisie par le client ;
- Financements en crédit-bail pour des durées supérieures ou égales à 120 mois, soit 24% en moyenne de la production.

Evolution de l'encours net comptable de Sogelease Maroc par durée de financement

En MMAD	2020	2021	Part en %
[0 – 36] mois	227	323	5%
[37 – 48] mois	1 381	1 223	17%
[49 – 60] mois	1 825	2 102	30%
[>=120] mois	3 332	3 399	48%
Total encours net comptable	6 766	7 046	100%

Source : Sogelease Maroc

A fin 2021, l'encours net comptable de Sogelease Maroc est constitué principalement de :

- Financements en crédit-bail pour des durées comprises entre 37 et 48 mois, soit 17% en moyenne de l'encours ;
- Financements en crédit-bail pour des durées comprises entre 49 et 60 mois, soit 30% en moyenne de l'encours ;
- Financements en crédit-bail pour des durées supérieures ou égales à 120 mois, soit 48% en moyenne de l'encours.

IV.5.6. Créances en souffrance et taux de couverture

Créances en souffrance

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Créances pré-douteuses	31 186	37 161	19%	56 286	51%
Créances douteuses	141 981	173 441	22%	248 098	43%
Créances compromises*	1 152 107	1 095 422	-5%	1 092 502	0%
Total créances en souffrance	1 325 274	1 306 024	-1%	1 396 886	7%

Source : Sogelease Maroc

(*) Il s'agit de l'ensemble des créances générées par des prêts accordés aux clients de crédit-bail ayant une classification contentieuse que ce soit crédit-bail mobilier ou immobilier, ce dernier est sécurisé par un bien immobilier expertisé.

En 2020, les créances en souffrance ont baissé de 1% et s'élèvent à 1 306 MMAD contre 1 325 MMAD en 2019.

- Les créances pré-douteuses ont augmenté de 19% en 2020, suite au déclassement des dossiers importants au cours de l'année 2020 totalisant 24 MMAD ;
- Les créances douteuses ont enregistré une hausse de 22% entre 2019 et 2020 en raison du passage des clients pré-douteux vers douteux et l'entrée en défaut des nouveaux clients impacté par la crise actuelle ;
- Les créances compromises ont connu pour leur part une baisse de -5% en 2020 suite au passage de la radiation comptable des anciens engagements contentieux.

En 2021, les créances en souffrance ont connu une hausse de 7% et s'élèvent ainsi à 1 397 MMAD contre 1 306 MMAD en 2020.

- Les créances pré-douteuses ont augmenté de 51% en 2021, suite au déclassement des dossiers importants au cours de l'année 2021 totalisant 30 MMAD ;
- Les créances douteuses ont enregistré une hausse de 43% entre 2020 et 2021 en raison du passage des clients pré-douteux vers douteux 23 MMAD et l'entrée en défaut des nouveaux clients ;
- Les créances compromises ont connu une stagnation entre les deux années.

Taux de couverture

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
---------	------	------	-----------	------	-----------

Provisions (1)	977 095	899 121	-8%	939 640	5%
Créances en souffrance (2)	1 325 274	1 306 024	-1%	1 396 886	7%
Taux de couverture (1)/(2)	73,73%	68,84%	-488 pbs	67,27%	-158 pbs

Source : Sogelease Maroc

En 2020, le taux de couverture a connu une baisse pour atteindre 68,84%, impacté par la baisse des créances compromises qui sont provisionnées à 100% aussi le taux de provisionnement connaît une baisse en raison de passage en défaut des dossiers ayant des valeurs de gage importante.

En 2021, le taux de couverture a connu une baisse de 158 pbs pour atteindre 67,27% impacté par le passage en défaut des dossiers ayant des valeurs de gage importante.

Partie V. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

V.1. Environnement

Le groupe Société Générale a lancé un partenariat avec la BERD pour encourager les investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique en 2019.

En 2021, Sogelease a accordé des crédits qui respectent l'engagement du groupe dans la protection environnementale. Elle a pu financer +27 MMAD en :

- Financements d'installations de production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques 7,4 MMAD ;
- Des véhicules hybrides à hauteur de 13,8 MMAD ;
- Financements de solutions de traitement de l'eau et gestion des eaux usées 5,5 MMAD.

En 2021, tous les collaborateurs de Sogelease sont sensibilisés à l'importance de l'activité de l'entité dans la protection environnementale et sont mobilisés pour développer cette ligne verte dans la production de Sogelease.

V.2. Social

L'année 2021 est marquée par l'apparition des vagues de la pandémie Covid-19. En conséquence, le Maroc a édicté des mesures d'atténuation de la propagation.

De son côté, Sogelease a mis en place des mesures sanitaires au profit de ses collaborateurs pour protéger leur santé en mettant à leur disposition les mesures nécessaires :

- La distanciation entre les collaborateurs ;
- Les gels hydro alcooliques pour chaque service ;
- Les bavettes pour chaque collaborateur, distribuées à cadence hebdomadaire ;
- Réalisation des tests COVID pour minimiser le risque de propagation du virus.

V.2.1. Moyens Humains de Sogelease Maroc

Conformément aux pratiques du Groupe Société Générale, la gestion des ressources humaines de Sogelease Maroc s'appuie essentiellement sur :

- Des politiques de recrutement soucieuses de la diversité et de l'employabilité des collaborateurs, faisant converger épanouissement professionnel et personnel.
- Des politiques de formations continues et adaptées à chaque profil, favorisant le développement des compétences de toutes natures (compétences commerciales, techniques et managériales).
- Des politiques de management et de rémunération incitatives visant à associer chacun à la performance et aux résultats de la société.

La politique sociale de Sogelease Maroc concerne les principaux domaines suivants :

- Respect de déclarations des droits sociaux fondamentaux ;
- Couverture médicale ;
- Assurances retraites complémentaires ;
- Assurances Décès, Invalidités ;
- Conditions préférentielles pour le crédit leasing.

La stratégie de Sogelease sur le plan RH est structurée comme suit :

- **Gestion de carrière :**

La politique de gestion de carrière est un levier stratégique du management des ressources humaines au sein de SOGELEASE permettant le recrutement, le développement et la fidélisation des compétences à travers un accompagnement permanent des collaborateurs par l'élaboration des plans de formation ciblés, un système d'évaluation annuelle des performances, et une gestion de mobilité

et de promotion interne assurées avec le respect du principe de la transparence et d'équité des chances offertes aux salariés.

▪ **Politique de rémunération :**

SOGELEASE a fait le choix d'une politique de rémunération équilibrée entre différentes composantes, décidée par la direction générale, dont l'objectif consiste à motiver et fidéliser les collaborateurs. La politique de rémunération de SOGELEASE est ainsi composée de la rémunération fixe dont l'objet consiste à rémunérer le travail en fonction du niveau de responsabilités, des compétences, de la maîtrise du poste ainsi que des valeurs de marché. Plusieurs critères sont pris en compte pour la détermination de la rémunération de chaque salarié.

Le salaire fixe est ensuite complété de primes diverses et en particulier d'une rémunération variable dont l'objet consiste à rétribuer la contribution de chaque collaborateur aux résultats de l'entreprise. La prime variable évolue selon la performance et l'engagement du collaborateur à travers l'atteinte des objectifs fixés pour l'année.

Annuellement, les rémunérations fixes et variables font l'objet d'une revue sur la base d'un système d'évaluation annuelle de performance. La revue de ces rémunérations est également réalisée sur la base des analyses tant internes qu'externes, qui permettent à SOGELEASE de poursuivre sa démarche d'équité tout en veillant à la compétitivité de ses rémunérations.

Au-delà de ces rémunérations, les collaborateurs de SOGELEASE bénéficient des différents avantages sociaux, en matière de couverture sociale, de retraite complémentaire, d'assurance maladie-maternité complémentaire, des primes diverses, des crédits à taux avantageux, etc.

▪ **Politique de recrutement :**

SOGELEASE adopte et maintient une politique de recrutement offrant des chances égales à toute personne eu égard à ses qualifications et ses compétences. Cette politique favorise le recrutement et la sélection de candidatures offrant les meilleures perspectives pour l'organisation. Elle privilégie le recrutement de personnes possédant le profil répondant à l'emploi recherché, qui sont en mesure de partager les valeurs institutionnelles et de contribuer puissamment à la réalisation de la mission de l'organisation.

La procédure de recrutement décrit la gestion du processus de recrutement au sein de SOGELEASE. Elle détaille la démarche du recrutement de l'identification du besoin jusqu'à l'acceptation d'un candidat et son intégration.

La Politique de recrutement assure l'objectivité, la confidentialité, la diversité de même que la conformité aux lois du travail et aux conventions collectives.

▪ **Formation :**

La politique de formation permet de répondre aux enjeux stratégiques de l'entreprise, de rapprocher les responsables des besoins exprimés sur le terrain et de participer au maintien d'un climat social de qualité.

Pour mettre en place la politique formation, il est nécessaire d'identifier la nature de la formation et l'objectif afin d'organiser un plan répondant aux besoins qui permettra d'atteindre les résultats attendus.

La formation professionnelle permet de diversifier les activités des salariés, de mettre à jour leurs connaissances et l'évolution des emplois sur les compétences nécessaires.

▪ **Mesure prises pour l'égalité hommes/femmes :**

Un effort particulier est porté à l'égalité des chances. Cette égalité est respectée dans tous les processus RH.

Le personnel de Sogelease Maroc se présente comme suit :

Effectif	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Dirigeants	3	3	0%	3	0%
Cadres	62	58	-6%	60	3%
Employés et agents de maîtrise	9	9	0%	8	-11%
Total effectif	74	70	-5%	71	1%
Taux d'encadrement	84%	83%	-1%	84%	1%
Turnover	32%	19%	-41%	16%	-15%

Source : Sogelease Maroc

Turnover = (Nb entrant + Nb sortant) / total effectif début de période

La part des cadres dans l'effectif est importante et représente en moyenne 84% de l'effectif global au cours des trois dernières années.

Le turnover est passé de 32% en 2019 à 19% en 2020 puis à 16% en 2021. Cette variation est expliquée principalement par la fidélisation de nos collaborateurs.

La répartition de l'effectif par tranche d'âge est présentée dans le tableau ci-dessous pour l'année 2021 :

Effectif en 2021	Nombre de salariés	En %
Moins de 25 ans	0	0%
De 25 à 35 ans	29	41%
De 36 à 50 ans	30	42%
Plus de 50 ans	12	17%
Total effectif	71	100%

Source : Sogelease Maroc

La composition du personnel détaché de Sogelease se présente comme suit :

Personnel détaché	2019	2020	2021
Personnel de SGMA mis à la disposition de Sogelease	3	4	4
Personnel de Sogelease mis à la disposition de la SGMA	1	1	1

Source : Sogelease Maroc

La répartition du personnel de Sogelease par sexe se présente comme suit :

	2019	2020	2021
Hommes	55	49	51
Femmes	19	21	20
Total effectif	74	70	71

Source : Sogelease Maroc

La répartition du personnel de Sogelease par branche d'activité se présente comme suit :

	2019	2020	2021
Exploitation	11	11	11
Secrétariat Général	15	14	14
Risque/Recouvrement/Contentieux	13	11	11
Direction Commerciale	35	34	35
Total effectif	74	70	71

Source : Sogelease Maroc

La répartition du personnel de Sogelease par nature de contrat se présente comme suit :

	2019	2020	2021
CDI	74	70	71
CDD	0	0	0
Total effectif	74	70	71

Source : Sogelease Maroc

La répartition du personnel de Sogelease par ancienneté se présente comme suit :

	2019	2020	2021
≥ à 20 ans	13	13	11
De 10 à < 20 ans	25	21	19
< à 10 ans	36	36	41
Total effectif	74	70	71

Source : Sogelease Maroc

V.2.2. Intéressement et participation du personnel⁹

La réussite de la stratégie de croissance de Sogelease repose sur le partage des valeurs du groupe Société Générale (professionnalisme, esprit d'équipe & innovation) mais également sur une politique RH basée sur la diversité et la récompense du mérite. Une politique qui vise à nourrir et à développer davantage la notion d'appartenance au groupe, et ce, à travers un plan mondial d'actionnariat groupe SG (Plan Mondial d'Actionnariat Salarié - PMAS), ouvert aux salariés du groupe à travers le monde, y compris ponctuellement les salariés de Sogelease, en leur offrant la possibilité de devenir actionnaires porteurs d'actions et forces vives de propositions. En 2010 et en 2019, le Groupe Société Générale a également lancé un plan d'actionnariat gratuit (PAGA), qui s'inscrit dans le cadre du plan stratégique quinquennal soumis à des conditions de performance et de présence.

Sogelease n'a pas participé au plan d'actionnariat gratuit (PAGA) du Groupe Société Générale lancé en 2010 et 2019.

Il n'existe aucun schéma d'intéressement direct offert par Sogelease.

Les principaux indicateurs RH de Sogelease Maroc sont détaillés ci-après :

	2019	2020	2021
Nombre de représentants du personnel	2	2	3
Nombre de jours de grève	0	0	0
Nombre d'accidents de travail	3	0	0
Nombre de licenciements	0	0	0
Nombre de démissions	12	8	5
Dont dirigeants	0	0	0
Dont cadres	12	8	5
Dont employés et agents de maîtrise	0	0	0
Nombre de recrutement	10	5	6
Dont dirigeants	0	0	0
Dont cadres	7	5	6
Dont employés et agents de maîtrise	3	0	0
Nombre de litiges sociaux (collectifs et individuels)	0	0	0

Source : Sogelease Maroc

⁹ Y compris la participation aux opérations d'augmentation de capital effectuées au niveau du Groupe Société Générale

Partie VI. STRATEGIE D'INVESTISSEMENT ET MOYENS TECHNIQUES

VI.1. Stratégie d'investissement de Sogelease Maroc

En KMAD	2019	2020	2021
Investissements IT	402	811	3 858
Total	402	811	3 858

Source : Sogelease Maroc

Les investissements de Sogelease Maroc concernent essentiellement les investissements IT en accompagnement des différents projets transversaux entre Sogelease Maroc et Société Générale Maroc et ce dans le cadre du développement et de la digitalisation de l'activité de leasing.

L'objectif de ces investissements :

- Le développement de nouveaux canaux de distribution ;
- L'élaboration des politiques de risques adaptées ;
- La réalisation du projet de dématérialisation et de digitalisation du circuit de validation des dossiers de crédit.

Le montant total des projets en cours de réalisation pour le S2-2022 par Sogelease Maroc s'établit à près de 4,3 MMAD. Ces projets seront principalement financés par les ressources propres de SGLM.

VI.2. Moyens informatiques de Sogelease Maroc

Sogelease est équipée depuis 2012 de la solution Cassiopae, qui est une solution progicielle multilingue, multidevises et multi sociétés, gérant toutes les spécificités du secteur de crédit-bail ainsi que d'autres fonctions liées aux métiers (gestion de trésorerie, gestion des immobilisations, ...).

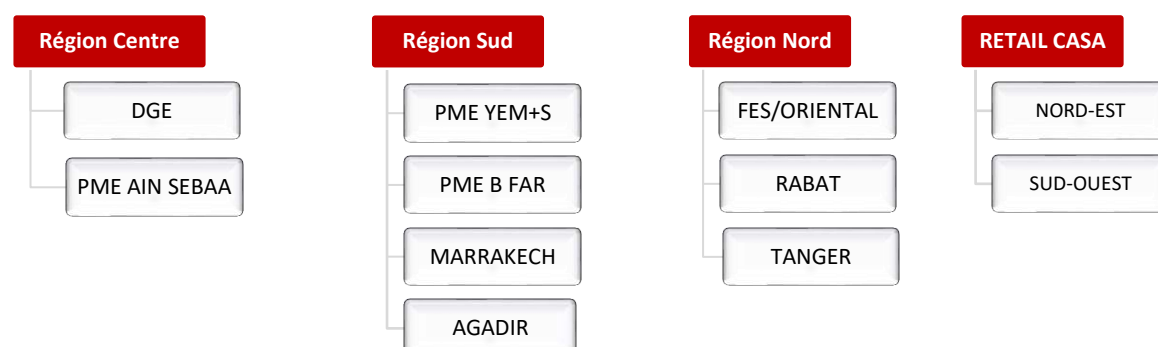
Cassiopae est développé autour des derniers standards technologiques permettant un accès à distance de manière rapide et sécurisé.

La société dispose aussi d'un réseau Intranet développé en interne et qui est considéré comme un outil d'aide à la décision permettant aux membres de la direction de suivre les différents départements à travers des tableaux de bords. L'intranet est partagé avec les différents acteurs de Sogelease Maroc pour permettre ainsi une gestion rationnelle des différents process.

VI.3. Le réseau de distribution de Sogelease Maroc

Pour distribuer ses produits, Sogelease Maroc utilise plusieurs canaux de distribution :

- Une équipe de commerciaux spécialisés
 - ✓ Par nature de financement : Crédit-bail Mobilier ou Crédit-bail Immobilier ;
 - ✓ Par marché : GE, PME ou Retail ;
 - ✓ Par région : une présence est assurée par des commerciaux dans les 8 directions régionales de SGMA.



▪ Des conventions de partenariats avec les fournisseurs :

Des conventions sont signées avec les plus importants fournisseurs de la place.

▪ Le réseau commercial de Société Générale Maroc :

L'offre commerciale de Sogelease Maroc est présentée sous forme de deux produits standards qui sont proposés au réseau SGMA :

- ✓ PROLEASE : pour la clientèle professionnelle ;
- ✓ PMELEASE : pour la clientèle commerciale.

Partie VII. SITUATION FINANCIERE DE SOGELEASE MAROC

VII.1. Sélection d'indicateurs financiers

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Produit net bancaire	164 309	115 402	-30%	170 024	47%
Charges générales d'exploitation	60 620	56 555	-7%	57 349	1%
Résultat net	42 538	98	-100%	57 073	>100%
Coût du risque	31 758	38 304	21%	14 915	-61%
Encours financier net	7 408	7 196	-3%	6 949	-3%

Source : Sogelease Maroc

Le PNB a connu une hausse de 47% soit 170 MMAD en 2021 contre 115 MMAD en 2020.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 57,3 MMAD en 2021, soit une légère hausse de 1% par rapport à 2020.

En 2021, le coût du risque a connu une baisse de 61% pour atteindre 14,9 MMAD contre 38,3 MMAD en 2020.

Le résultat net 2021 s'établit à 57,1 MMAD, en hausse de plus de 100% par rapport à 2020. Cette variation s'explique principalement par la hausse du PNB entre 2020 et 2021.

L'encours financier s'établit pour sa part à 6,9 MMAD à fin 2021 affichant une baisse de 3%.

VII.2. Informations financières sur la période 2019-2021

VII.2.1. Rapports de commissaires aux comptes

Rapport général des commissaires aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de SOGELEASE MAROC S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 594.599 KMAD dont un bénéfice net de 57.073 KMAD.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 février 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de SOGELEASE MAROC S.A au 31 décembre 2021 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risque de crédit et provisionnement des engagements sur la clientèle	
Question clé de l'audit	Réponse d'audit
<p>Les immobilisations données en crédit-bail sont porteuses d'un risque de dépréciation qui expose SOGELEASE MAROC à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. SOGELEASE MAROC constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Comme indiqué au niveau de l'état A1 « Principales méthodes d'évaluation appliquées »</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de la société et des contrôles clés relatifs à la classification des engagements sur la clientèle au titre des immobilisations données en Crédit-bail et à l'évaluation des provisions y afférentes.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étudier la conformité au PCEC et notamment aux règles de Bank Al Maghrib relatives à la

<p>de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC), ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les règles de Bank Al Maghrib relatives à la classification des créances et à leur couverture par les provisions.</p> <p>L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle au titre des immobilisations données en Crédit-bail requiert :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification des engagements en souffrance ; - L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances. <p>Au 31 décembre 2021, l'encours net des engagements sur la clientèle au titre des immobilisations données en Crédit-bail s'élève à MMAD 7 046 et le montant total des provisions constituées s'élève à MMAD 940.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux engagements sur la clientèle au titre des immobilisations données en Crédit-bail ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituent un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>classification des créances et à leur couverture par les provisions des principes mis en œuvre par la société ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - examiner le dispositif de gouvernance et tester les contrôles clés mis en place au niveau de la société ; - tester par sondage la correcte classification des engagements sur la clientèle dans les catégories appropriées ; - tester l'évaluation des provisions sur une sélection d'engagements en souffrance.
---	---

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 27 avril 2022

Les commissaires aux comptes

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Taha FERDAOUS
 Associé

DELOITTE AUDIT
Hicham BELEMQADEM
 Associé

Rapport général des commissaires aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société SOGELEASE MAROC S.A, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 579.526 dont un bénéfice net de KMAD 98.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 19 février 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SOGELEASE MAROC S.A au 31 décembre 2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Nous attirons votre attention sur l'état A2 de l'ETIC exposant le traitement comptable dérogatoire en matière de comptabilisation des amortissements des biens donnés en crédit-bail.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risque de crédit et provisionnement des engagements sur la clientèle	
Question clé de l'audit	Réponse d'audit
Les immobilisations données en crédit-bail sont porteuses d'un risque de dépréciation qui	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de la société et des contrôles

<p>expose SOGELEASE MAROC à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. SOGELEASE MAROC constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Comme indiqué au niveau de l'état A1 « Principales méthodes d'évaluation appliquées » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC), ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les règles de Bank Al Maghrib relatives à la classification des créances et à leur couverture par les provisions.</p> <p>L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle au titre des immobilisations données en Crédit-bail requiert:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification des engagements en souffrances ; - L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances. <p>Au 31 décembre 2020, l'encours net des engagements sur la clientèle au titre des immobilisations données en Crédit-bail s'élève à MMAD 7 255 et le montant total des provisions constituées s'élève à MMAD 899. Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux engagements sur la clientèle au titre des immobilisations données en Crédit-bail ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituent un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>clés relatifs à la classification des engagements sur la clientèle au titre des immobilisations données en Crédit-bail et à l'évaluation des provisions y afférentes.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Étudier la conformité au PCEC et notamment aux règles de Bank Al Maghrib relatives à la classification des créances et à leur couverture par les provisions des principes mis en œuvre par la société ; - Examiner le dispositif de gouvernance et tester les contrôles clés mis en place au niveau de la société ; - Tester par sondage la correcte classification des engagements sur la clientèle dans les catégories appropriées ; - Tester l'évaluation des provisions sur une sélection d'engagements en souffrance.
---	---

Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société, prévue par la loi.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son

exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de nondétection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 27 avril 2021

Les commissaires aux comptes

Fidaroc Grant Thornton
Faiçal MEKOUAR
Associé

Deloitte Audit
Hicham BELMQADEM
Associé

Rapport général des commissaires aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société SOGELEASE MAROC comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 579 428 dont un bénéfice net de KMAD 42 538.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 mars 2020 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SOGELEASE MAROC au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, arr destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes.

Casablanca, le 28 avril 2020

Les commissaires aux comptes

Fidaroc Grant Thornton
Faiçal MEKOUAR
Associé

Deloitte Audit
Hicham BELMQADEM
Associé

VII.2.2. Etat des dérogations

Au 31/12/2021

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

Au 31/12/2020

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Suite à la réception du courrier de Bank Al-Maghrib en date du 21/05/2020 et à titre exceptionnel et dérogatoire, Sogelease a procédé à une suspension des dotations aux amortissements des biens donnés en crédit-bail sur la durée du moratoire pour les dossiers ayant fait l'objet de suspension.	Le traitement consiste à procéder à une suspension des dotations aux amortissements des biens donnés en crédit-bail sur la durée du moratoire pour les dossiers ayant fait l'objet de suspension.
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

Au 31/12/2019

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

VII.2.3. Etat des changements de méthodes

Au 31/12/2021

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

Au 31/12/2020

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation La facturation des indemnités de résiliation a été retraitée du PNB et des dotations aux provisions. Désormais l'écriture de l'indemnité de résiliation n'impacte pas le PNB et par conséquent pas d'impact au niveau du CNR	Amélioration de la présentation comptable des indemnités de résiliation	Aucun impact sur le résultat

Au 31/12/2019

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

VII.2.4. Analyse de l'Etat des Soldes de Gestion :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
+ Intérêts et produits assimilés	95	49	-48%	35	-29%
- Intérêts et charges assimilées	198 718	206 345	4%	177 146	-14%
Marge d'intérêt	-198 623	-206 296	-4%	-177 111	14%
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 335 061	2 085 519	-11%	2 310 983	11%
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 974 468	1 766 572	-11%	1 967 127	11%
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	360 593	318 947	-12%	343 856	8%
+ Commissions perçues	2 339	2 751	18%	3 279	19%
- Commissions servies	0	0	0%	0	0%
Marge sur commissions	2 339	2 751	18%	3 279	19%
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	0	0	0%	0	0%
+ Résultat des opérations sur titres de placement	0	0	0%	0	0%
+ Résultat des opérations de change	0	0	0%	0	0%
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	0	0	0%	0	0%
Résultat des opérations de marché	0	0	0%	0	0%
+ Divers autres produits bancaires	0	0	0%	0	0%
- Diverses autres charges bancaires	0	0	0%	0	0%
PRODUIT NET BANCAIRE	164 309	115 402	-30%	170 024	47%
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	0	0	0%	0	0%
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	948	1 442	52%	1 470	2%
- Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0	0%	0	0%
- Charges générales d'exploitation	60 620	56 555	-7%	57 349	1%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	104 637	60 289	-42%	114 145	89%
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-32 758	-34 104	-4%	-14 915	56%
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	1 000	-4 200	<-100%	0	>100%
RESULTAT COURANT	72 879	21 985	-70%	99 230	>100%
RESULTAT NON COURANT	-4 066	-1 761	57%	-2 114	-20%
- Impôts sur les résultats	26 275	20 126	-23%	40 043	99%
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	42 538	98	-100%	57 073	>100%

Source : Sogelease Maroc

➤ Marge d'intérêt

La marge d'intérêt se présente comme suit :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
+ Intérêts et produits assimilés	95	49	-48%	35	-29%
- Intérêts et charges assimilées	198 718	206 345	4%	177 146	-14%
Marge d'intérêt	-198 623	-206 296	-4%	-177 111	14%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

En 2020, la marge d'intérêt a connu une baisse de 4% pour s'établir à -206,3 MMAD contre -198,6 MMAD en 2019. Cette variation s'explique principalement par la hausse des charges d'intérêts et assimilées de 4% (+7 627 KMAD) suite à la hausse de l'encours moyen de refinancement ainsi que la hausse des coûts de ressource, compensée par la baisse des intérêts et produits assimilés de 48% expliquée par la baisse des encours sur des opérations de crédits de trésorerie et de consommation.

Analyse 2020/2021

En 2021, la marge d'intérêt a connu une hausse de 14% pour s'établir à -177,1 MMAD contre -206,3 MMAD en 2020. Cette variation s'explique principalement par la baisse des charges d'intérêts et assimilées de 14% (-29 199 KMAD) suite à la baisse de l'encours moyen de refinancement ainsi que la baisse du taux moyen des ressources.

➤ Marge d'intérêt (en %)

	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Taux de rendement moyen des crédits (1)	5,82%	5,83%	1 pbs	5,73%	-10 pbs
Coût moyen des ressources (2)	3,01%	3,38%	37 pbs	2,88%	-50 pbs
Marge d'intérêt (3)=(1)-(2)	2,81%	2,45%	-36 pbs	2,85%	40 pbs

Source : Sogelease Maroc

(1) Taux de placement - intérêts facturés rapportés à l'encours financier moyen de l'ensemble des dossiers crédit-bail

(2) intérêts servis rapportés à l'encours financier moyen de l'ensemble des moyens de refinancement (CMT, BSF, Découvert, etc.)

Analyse 2019/2020

A fin 2020, la marge d'intérêt s'est établie à 2,45% enregistrant ainsi une baisse de 36 pbs. Cette évolution s'explique par la hausse des coûts de ressources qui se situe à 3,38% en 2020 (+37 pbs), liée à un recours moins important au BSF comparé à 2019.

Analyse 2020/2021

A fin 2021, la marge d'intérêt s'est établie à 2,85% en hausse de 40 pbs par rapport à 2020, expliquée par une baisse plus importante du coût moyen des ressources (-50 pbs).

➤ Résultat des opérations de crédit-bail et de location

Le résultat des opérations de crédit-bail et de location se présente comme suit :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location *	2 335 061	2 085 519	-11%	2 310 983	11%
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 974 468	1 766 572	-11%	1 967 127	11%
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	360 593	318 947	-12%	343 856	8%

Source : Sogelease Maroc

(*) Il est à noter que le CA est composé des produits sur immobilisations en CB et en location et des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle.

Analyse 2019/2020

En 2020, le résultat des opérations de crédit-bail et de location a connu une baisse de 12% en s'établissant à 318,9 MMAD contre 360,6 MMAD en 2019. Cette variation résulte principalement de la baisse de 11% des produits sur immobilisations en crédit-bail et en location impactée par l'effet des reports au profit des clients touchés par la crise sanitaire.

Ces reports sont matérialisés par la non comptabilisation des loyers correspondants et la suspension de la constatation des dotations aux amortissements (dérogation spéciale a été donnée par Bank Al Maghrib pendant la période moratoire).

Analyse 2020/2021

En 2021, le résultat des opérations de crédit-bail et de location a connu une hausse de 8% en s'établissant à 343,9 MMAD contre 318,9 MMAD en 2020. Cette variation résulte principalement de :

- L'effet taux positif ;
- L'évolution de la facturation des premiers loyers majorés passant de 81 MMAD à 112 MMAD, soit +38% ;
- L'effet du report de l'année dernière. Les différés accordés aux clients pendant la période moratoire a généré en 2020 un manque à gagner lié à la non facturation des loyers relatifs aux clients concernés par le report ainsi que le coût de portage de l'encours de refinancement liés à ces dossiers.

➤ **Marge sur commissions**

La marge sur commission se présente comme suit :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
+ Commissions perçues	2 339	2 751	18%	3 279	19%
- Commissions servies	-	-	0%	0	0%
Marge sur commissions	2 339	2 751	18%	3 279	19%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

En 2020, la marge sur commissions a connu une progression de 18% s'affichant à 2 751 KMAD due à l'évolution en hausse des commissions perçues de 18% vs 2019. A préciser que la politique de commissionnement a été initiée en avril 2019 et n'a démarrée réellement qu'au S2-2019.

Analyse 2020/2021

En 2021, la marge sur commissions a connu une progression de 19% s'affichant à 3 279 KMAD due à l'évolution des commissions perçues de +19% vs 2020. Cette hausse est expliquée par la hausse de la commission des montages des dossiers qui ont augmenté en 2021 suite à la hausse de la production de 12%.

➤ **Produit Net Bancaire**

Le PNB de Sogelease, sur la période 2019-2021, se présente comme suit :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Marge d'intérêt	-198 623	-206 296	-4%	-177 111	14%
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	360 593	318 947	-12%	343 856	8%
Marge sur commissions	2 339	2 751	18%	3 279	19%
PRODUIT NET BANCAIRE	164 309	115 402	-30%	170 024	47%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

Le PNB est marqué par une dégradation de 30% s'affichant à 115,4 MMAD en 2020 contre 164,3 MMAD en 2019 expliquée principalement par la baisse du résultat des opérations de crédit-bail et de location de 12% (-41,6 MMAD).

Cette baisse s'explique principalement par :

- Les différés accordés aux clients pendant la période moratoire. Un manque à gagner a été constaté lié à la non facturation des loyers relatifs aux clients concernés par le report ainsi que le coût de portage de l'encours de refinancement liés à ces dossiers estimé à 16 MMAD.
- Changement de méthode de la comptabilisation des produits des indemnités de résiliation au niveau du PNB, ce qui fait ressortir un impact sur les produits d'exploitation bancaires de -11%. En retraitant cet impact, l'évolution de ce poste aurait dû enregistrer une baisse de 8% vs 2019.

Analyse 2020/2021

Le PNB est marqué par une progression de 47% s'affichant à 170 MMAD en 2021 contre 115,4 MMAD en 2020 expliquée principalement par la hausse du résultat des opérations de crédit-bail et de location de 8% (+24,9 MMAD).

Cette hausse s'explique par les événements suivants :

- L'évolution de la facturation des premiers loyers majorés passant de 81 MMAD à 112 MMAD, soit +38% ;
- Un effet taux de marge positif suite à l'optimisation des coûts de ressources (la baisse des intérêts et charges assimilés de 14%) et la quasi-stagnation du taux de placement ;
- La hausse de la marge sur commissions qu'a connu une progression de 19%.

➤ Charges générales d'exploitation

La structure des charges générales d'exploitation se présente comme suit :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Charges de personnel	32 690	30 587	-6%	29 647	-3%
Impôts et taxes	835	992	19%	680	-31%
Charges externes	24 653	24 178	-2%	26 401	9%
Autres charges générales d'exploitation	-	-	0%	-	0%
DAP des immo. incorporelles et corporelles	2 442	798	-67%	621	-22%
Charges générales d'exploitation	60 620	56 555	-7%	57 349	1%

Source : Sogelease Maroc

Les éléments constituant les charges externes se présentent comme suit :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Loyers de crédit-bail et de location	2 907	3 002	3%	2 877	-4%
Frais d'entretien et de réparation	1 040	883	-15%	632	-28%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	13 697	14 025	2%	17 255	23%
Transports et déplacements	598	221	-63%	408	85%
Publicité, publications et relations publiques	736	696	-5%	351	-50%
Autres charges externes	5 675	5 351	-6%	4 878	-9%
Charges externes	24 653	24 178	-2%	26 401	9%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 56,6 MMAD en 2020, soit une baisse de 7% par rapport à 2019. Cette variation s'explique principalement par :

- La baisse des charges de personnel de 6% constatée entre 2019 et 2020 due essentiellement à la baisse des primes de gratification et le retard de recrutement suite à des départs ;
- La baisse de 67% des DAP des immobilisations corporelles et incorporelles expliquée par l'absence des nouveaux investissements et l'amortissement total de certaines immobilisations, à savoir le projet CASSIOPAE mis en place en 2012 et amorti sur 7 ans (il a généré en 2019 une dotation annuelle de 1 060 KMAD).

Les éléments constituant les charges externes se présentent comme suit :

- Les rémunérations d'intermédiaires et honoraires qui représentent 58% du total des charges externes, ont connu une hausse de 2% expliquée par les frais des différents SLA¹⁰ signés avec la SGMA ;
- Les autres charges externes représentant 22% du total des charges externes, ce poste a affiché une baisse de 6% expliquée par la baisse des frais de maintenance informatiques ;
- Les transports et déplacements ont connu une baisse de 63% expliquée par la limitation des déplacements dans le cadre des mesures de prévention contre COVID ;
- Les frais d'entretien et de réparation ont affiché une baisse de 15% expliqué par l'optimisation des coûts liés aux matériels récupérés après procédure judiciaire.

Analyse 2020/2021

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 57,3 MMAD en 2021, soit une légère hausse de 1% par rapport à 2020. Cette variation s'explique principalement par la hausse de 9% des charges externes et la baisse de 22% des DAP des immobilisations corporelles et incorporelles expliquée par l'amortissement total du système d'information Cassiopae et la baisse des nouveaux investissements.

Les éléments constituant les charges externes se présentent comme suit :

- Les rémunérations d'intermédiaires et honoraires qui représentent 65% du total des charges externes, ont connu une hausse de 23% expliquée par la mise en place des nouveaux contrats de service avec le groupe ;
- Les autres charges externes représentant 18% du total des charges externes, ce poste a affiché une baisse de 9% expliquée par la maîtrise des charges ;
- Les transports et déplacements ont connu une hausse de 85% expliquée par la reprise de l'activité ;
- Les frais d'entretien et de réparation ont affiché une baisse de 28% expliquée par la baisse des frais relatifs aux entretiens sanitaires.

➤ Coefficient d'exploitation

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
- Charges générales d'exploitation	60 620	56 555	-7%	57 349	1%
Produit Net Bancaire	164 309	115 402	-30%	170 024	47%
Coefficient d'exploitation	37%	49%	1211 pbs	34%	-1528 pbs

Source : Sogelease Maroc

En 2020, le coefficient d'exploitation a atteint 49% en 2020 contre 37% en 2019. Cette évolution s'explique par l'importante baisse du PNB par rapport à la baisse des charges générales d'exploitation.

En 2021, le coefficient d'exploitation a atteint 34% en 2021 contre 49% en 2020. Cette évolution s'explique principalement par l'importante hausse du PNB en 2021 (+47%).

➤ Résultat Brut d'Exploitation

Le Résultat Brut d'Exploitation se présente comme suit :

¹⁰ SLA (Service Level Agreement) : Une charge liée au service fourni par la filiale SG ABS pour gérer les Infra. IT de SGLM.

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
PRODUIT NET BANCAIRE	164 309	115 402	-30%	170 024	47%
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	0	0	0%	0	0%
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	948	1 442	52%	1 470	2%
- Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0	0%	0	0%
- Charges générales d'exploitation	60 620	56 555	-7%	57 349	1%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	104 637	60 289	-42%	114 145	89%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

Le Résultat Brut d'Exploitation a connu une baisse de 42% et s'élève à 60,3 MMAD en 2020 contre 104,6 MMAD en 2019. Cette variation s'explique principalement par :

- La baisse du PNB de 30% ;
- La hausse des autres produits d'exploitation non bancaire de 52% due aux produits de location du bien immeuble SOGELEASE au profit de SGMA¹¹ ;
- La baisse des charges générales d'exploitation de 7%.

Analyse 2020/2021

Le Résultat Brut d'Exploitation a connu une hausse de 89% et s'élève à 114,1 MMAD en 2021 contre 60,3 MMAD en 2020. Cette variation s'explique principalement par :

- La hausse du PNB de 47% ;
- La hausse des autres produits d'exploitation non bancaire de 2% due aux produits de location du bien immeuble SOGELEASE au profit de SGMA ;
- La hausse des charges générales d'exploitation de 1%.

➤ Dotations aux provisions

Les dotations nettes des reprises aux provisions sont constituées de :

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
(+) DAP pour créances en souffrance	74 886	43 231	-42%	58 810	36%
(+) Pertes sur créances irrécouvrables	15 368	166 265	>100%	12 351	-93%
(+) Autres dotations aux provisions	0	6 250	>100%	0	-100%
(-) Reprises de provisions pour créances en souffrance	57 496	175 392	>100%	56 246	-68%
(-) Autres reprises aux provisions	1 000	2 050	>100%	0	-100%
Dotations nettes des reprises aux provisions	31 758	38 304	21%	14 915	-61%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

En 2020, les dotations nettes des reprises aux provisions ont augmenté de 7 MMAD. Elles s'élèvent à 38,3 MMAD contre 31,8 MMAD en 2019. Cela s'explique principalement par :

- La baisse importante de 42% des DAP pour créances en souffrance expliquée par le retraitement de la dotation des indemnités de résiliation au niveau des dotations à l'identique de son retraitement au niveau du PNB. En retraitant l'impact de l'indemnité de résiliation, ce poste aurait connu une hausse de 14% expliquée par le marquage en défaut des dossiers importants ;
- La hausse de plus de 100% des pertes sur créances irrécouvrables suite à la radiation comptable effectuée pour des dossiers totalement provisionnés ;

¹¹ Ces produits sont générés après la relocation de l'ancien local de SOGELEASE en 2020 à la SGMA.

- La hausse de plus de 100% des reprises de provisions pour créances en souffrance expliquée par la reprise du stock radié, en retraitant l'impact de reprises de la radiation. Ce poste a connu une baisse de 78% ;
- La hausse de plus de 100 % des autres reprises nettes aux provisions due à la PRG constatée sur les dossiers reportés ayant enregistré un seul impayé (Recommandation Bank Al Maghrib). La Provision pour autres risques et charges intègre une provision qui tient compte des impacts prévisionnels de la crise sanitaire. L'estimation de cet impact a été faite notamment sur la base des éléments d'information disponibles à la date d'établissement des comptes. L'approche retenue pour l'estimation de cette provision sera actualisée pour les prochains arrêtés en tenant compte de l'évolution de la situation sanitaire et économique.

Analyse 2020/2021

En 2021, les dotations nettes des reprises aux provisions ont baissé de 23,4 MMAD. Elles s'élèvent à 14,9 MMAD contre 38,3 MMAD en 2020. Cela s'explique principalement par :

- La hausse de 36% des DAP pour créances en souffrance expliquée par l'entrée en défaut des nouvelles relations totalisant un engagement de 53 MMAD ;
- La baisse de 93% des pertes sur créances irrécouvrables expliquée par l'effet de la radiation comptable 2020 (la radiation de 2020 est plus importante que celle de 2021) ;
- La baisse de 68% des reprises de provisions pour créances en souffrance expliquée par l'effet de la radiation 2020 ;
- La baisse de 100 % des autres reprises nettes aux provisions est expliquée par une absence de reprise de PRG en 2021.

➤ **Résultat net de l'exercice**

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21	TCAM 19/21
RESULTAT COURANT	72 879	21 985	-70%	99 230	>100%	17%
RESULTAT NON COURANT	-4 066	-1 761	57%	-2 114	-20%	-28%
- Impôts sur les résultats	26 275	20 126*	-23%	40 043	99%	23%
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	42 538	98	-100%	57 073	>100%	16%

Source : Sogelease Maroc

(*) Expliqué par la hausse des réintégrations en 2020 suite à la hausse des provisions sur les dossiers pré-douteux et douteux dont le montant de la provision n'est pas fiscalement déductible. A préciser que le recours judiciaire est entamé à partir de déclassement contentieux.

Analyse 2019/2020

Le résultat non courant s'établit à -1,8 MMAD en 2020 contre -4,1 MMAD en 2019, soit une hausse de 57%.

L'IS de l'année 2020 s'est établi à 20,1 MMAD contre 26,3 MMAD en 2019. Cette baisse de l'IS s'explique par la baisse du résultat courant de 70% en 2020 et de la contribution sociale de -34% passant de 2 695 KMAD à 1 775 KMAD en 2020.

Le résultat net 2020 s'établit à 0,1 MMAD, en baisse de presque 100% par rapport à 2019.

Analyse 2020/2021

Le résultat non courant s'établit à -2,1 MMAD en 2021 contre -1,8 MMAD en 2020, soit une baisse de 20% expliquée par la hausse des charges non courants passant de 1,8 MMAD à 2,2 MMAD relative à la contribution sociale.

L'IS de l'année 2021 s'est établi à 40 MMAD contre 20,1 MMAD en 2020. Cette hausse de l'IS s'explique par la hausse du résultat courant de plus de 100%.

Le résultat net 2021 s'établit à 57,1 MMAD, en hausse de plus de 100% par rapport à 2020 malgré un contexte économique toujours impacté par la crise sanitaire.

Ce résultat est supérieur par rapport à l'année 2019 grâce à :

- Un PNB amélioré suite à l'optimisation des coûts de ressources.
- Une maîtrise des charges d'exploitation.

VII.2.5. Analyse de la structure bilancielle et de la solvabilité

Actif En KMAD	2019		2020			2021		
	En KMAD	Part en %	En KMAD	Part en %	Var 19/20	En KMAD	Part en %	Var 20/21
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	4	0%	4	0%	0%	4	0%	0%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés								
. A vue								
. A terme								
Créances sur la clientèle	2 880	0%	2 529	0%	-12%	2 001	0%	-21%
. Crédits de trésorerie et à la consommation	354	0%	319	0%	-10%	291	0%	-9%
. Crédits à l'équipement			0			0		
. Crédits immobiliers	2 526	0%	2 210	0%	-13%	1 710	0%	-23%
. Autres crédits	0	0%	0	0%		0	0%	
Créances acquises par affacturage								
Titres de transaction et de placement	211	0%	211	0%	0%	211	0%	0%
. Bons du Trésor et valeurs assimilées								
. Autres titres de créance	211	0%	211	0%	0%	211	0%	0%
. Titres de propriété								
Autres actifs	201 126	3%	89 894	1%	-55%	112 662	2%	25%
Titres d'investissement								
. Bons du Trésor et valeurs assimilées								
. Autres titres de créance								
Titres de participation et emplois assimilés								
Créances subordonnées								
Immobilisations données en crédit-bail et en location	7 378 341	97%	7 254 507	99%	-2%	7 046 178	98%	-3%
Immobilisations incorporelles	919	0%	1 106	0%	20%	4 591	0%	>100%
Immobilisations corporelles	787	0%	651	0%	-17%	403	0%	-38%
Total de l'Actif	7 584 268	100%	7 348 902	100%	-3%	7 166 050	100%	-2%

Source : Sogelease Maroc

Passif En KMAD	2019		2020			2021		
	En KMAD	Part en %	En KMAD	Part en %	Var 19/20	En KMAD	Part en %	Var 20/21
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux								
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 177 903	55%	3 635 313	49%	-13%	3 319 770	46%	-9%
. A vue	1 294 967	17%	393 569	5%	-70%	592 979	8%	51%
. A terme	2 882 936	38%	3 241 744	44%	12%	2 726 791	38%	-16%
Dépôts de la clientèle	267 583	4%	280 567	4%	5%	308 790	4%	10%
. Comptes à vue créditeurs								
. Comptes d'épargne								
. Dépôts à terme	213 536	3%	227 347	3%	6%	244 418	3%	8%
. Autres comptes créditeurs	54 047	1%	53 220	1%	-2%	64 372	1%	21%
Titres de créance émis	1 834 183	24%	2 132 725	29%	16%	2 130 144	30%	0%
. Titres de créance négociables	1 834 183	24%	2 132 725	29%	16%	2 130 144	30%	0%
. Emprunts obligataires								
. Autres titres de créance émis								
Autres passifs	693 890	9%	685 290	9%	-1%	777 266	11%	13%
Provisions pour risques et charges	31 281	0%	35 481	0%	13%	35 481	0%	0%
Provisions réglementées								
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie								
Dettes subordonnées								
Ecart de réévaluation								
Réserves et primes liées au capital	396 884	5%	396 884	5%	0%	396 884	6%	0%
Capital	140 000	2%	140 000	2%	0%	140 000	2%	0%
Actionnaires. Capital non versé (-)								
Report à nouveau (+/-)	6	0%	42 544	1%	>100%	642	0%	-98%
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)								
Résultat net de l'exercice (+/-)	42 538	1%	98	0%	-100%	57 073	1%	>100%
Total du Passif	7 584 268	100%	7 348 902	100%	-3%	7 166 050	100%	-2%

Source : Sogelease Maroc

ACTIF➤ **Créances sur la clientèle**

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
. Crédits de trésorerie et à la consommation	354	319	-10%	291	-9%
. Crédits à l'équipement	0	0	0%	0	0%
. Crédits immobiliers	2 526	2 210	-13%	1 710	-23%
. Autres crédits	0	0	0%	0	0%
Créances sur la clientèle	2 880	2 529	-12%	2 001	-21%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

Les créances sur la clientèle ont baissé de 12% en 2020 suite à :

- La baisse des crédits de trésorerie et à la consommation de 10% en passant de 354 KMAD en 2019 à 319 KMAD en 2020 en raison de l'amortissement des crédits et la baisse des crédits et à la consommation accordée au personnel ;
- La baisse des crédits immobiliers de 13% entre 2019 et 2020 expliquée par l'amortissement des crédits immobiliers en cours et l'absence des nouveaux crédits.

Analyse 2020/2021

Les créances sur la clientèle ont baissé de 21% en 2021 suite à :

- La baisse des crédits de trésorerie et à la consommation de 9% en passant de 319 KMAD en 2020 à 291 KMAD en 2021 ;
- La baisse des crédits immobiliers de 23% entre 2020 et 2021 suite à la baisse des investissements CBI.

➤ **Immobilisations données en crédit-bail et en location**

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	-	-	0%	0	0%
Crédit-bail mobilier	4 569 348	4 386 083	-4%	4 344 362	-1%
. Crédit-bail mobilier en cours	144 720	185 294	28%	173 353	-6%
. Crédit-bail mobilier loué	4 228 822	3 963 267	-6%	3 975 311	0%
. Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	195 806	237 521	21%	195 698	-18%
Crédit-bail immobilier	2 351 546	2 379 475	1%	2 147 804	-10%
. Crédit-bail immobilier en cours	323 072	356 426	10%	80 884	-77%
. Crédit-bail immobilier loué	1 992 128	1 960 018	-2%	2 019 902	3%
. Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	36 346	63 031	73%	47 019	-25%
Loyers courus à recevoir	-	-	0%	0	0%
Loyers restructurés	-	-	0%	0	0%
Loyers impayés	109 268	82 048	-25%	96 766	18%
Créances en souffrance	348 179	406 903	17%	457 246	12%
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec options d'achat	7 378 341	7 254 509	-2%	7 046 178	-3%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

Le poids des immobilisations données en crédit-bail et en location par rapport à l'actif total est passé de 97% en 2019 à 99% en 2020. Ce poste a connu une baisse de 2% entre 2019 et 2020 suite à la baisse de la production de 35% en 2020 (1 739 MMAD) et principalement en raison de :

- La baisse du crédit-bail mobilier de 4% en 2020 due principalement à la baisse du crédit-bail mobilier loué de 6% ;
- La hausse légère du crédit-bail immobilier de 1% en raison de la hausse de 73% du crédit-bail immobilier non loué après résiliation ;
- La baisse des loyers impayés de 25% passant de 109 MMAD à 82 MMAD en 2020 en raison de la politique plus prudente de déclassement ;
- La hausse des créances en souffrance de 17% affichant 407 MMAD en 2020 en raison du déclassement des dossiers importants ainsi que la politique plus prudente de déclassement.

Analyse 2020/2021

Le poids des immobilisations données en crédit-bail et en location par rapport à l'actif total est passé de 99% en 2020 à 98% en 2021. Ce poste a connu une baisse de 3% entre 2020 et 2021 principalement en raison de :

- La baisse du crédit-bail mobilier de 1% en 2021 due principalement à la baisse de l'activité ;
- La baisse du crédit-bail immobilier de 10% en raison de la hausse des rachats anticipés et la cession des biens immobiliers ;
- La hausse des loyers impayés de 18% passant de 82 MMAD en 2020 à 96,8 MMAD en 2021 à en raison de l'évolution en hausse des impayés sur certains clients importants ;
- La hausse des créances en souffrance de 12% affichant 457,2 MMAD en 2021 en raison du déclassement des dossiers importants ainsi que la politique plus sévère de déclassement. Les nouveaux entrants en défaut ont généré un CES de 40 MMAD.

➤ Immobilisations incorporelles et corporelles

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Immobilisations incorporelles	919	1 106	20%	4 591	>100%
Immobilisations corporelles	787	651	-17%	403	-38%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

Les « immobilisations incorporelles » ont connu une hausse de 20%, soit 187 KMAD en valeur expliquée par des investissements en IT dont une partie a été débloquée en 2020 à hauteur de 544 KMAD.

Les « immobilisations corporelles » représentent 651 KMAD en 2020 contre 787 KMAD en 2019. Elles ont connu une baisse de 17%, soit 136 KMAD en valeur expliquée par l'absence des investissements en 2020.

Analyse 2020/2021

Les « immobilisations incorporelles » ont connu une hausse de plus de 100%, soit +3,5 MMAD en valeur expliquée par les investissements IT.

Les « immobilisations corporelles » représentent 403 KMAD en 2021 contre 651 KMAD en 2020. Elles ont connu une baisse de 38%, soit -248 KMAD en valeur expliquée par l'absence des investissements en 2021.

➤ Autres actifs

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Débiteurs divers	181 893	70 384	-61%	97 815	39%

. Sommes dues par l'État	140 249	57 358	-59%	91 423	59%
. Sommes dues par les organismes de prévoyance	0	0	0%	0	0%
. Sommes diverses dues par le personnel	120	103	-14%	122	18%
. Comptes clients de prestations non bancaires	8 702	8 980	3%	4 410	-51%
. Divers autres débiteurs	32 822	3 943	-88%	1 860	-53%
Valeurs et emplois divers	5	5	0%	5	0%
Comptes de régularisation	19 228	19 505	1%	14 842	-24%
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0%	0	0%
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	0	0	0%	0	0%
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	19 228	19 505	1%	14 842	-24%
. Produits à recevoir	8 811	10 019	14%	4 340	-57%
. Charges constatées d'avance	10 417	9 486	-9%	10 502	11%
Autres comptes de régularisation	0	0	0%	0	0%
Créances en souffrance sur opérations diverses	0	0	0%	0	0%
Autres actifs	201 126	89 894	-55%	112 662	25%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019 / 2020

Les « autres actifs » ont baissé de 55% entre 2019 et 2020 expliquée principalement par la baisse de 59% de la TVA récupérable suite à la baisse de la production, ainsi que par la baisse de 88% les divers autres débiteurs.

Analyse 2020 / 2021

Les « autres actifs » ont augmenté de 25% entre 2020 et 2021 en raison de l'augmentation de 39% des débiteurs divers expliquée par la hausse de 59% de la TVA récupérable suite à la hausse de la production

PASSIF

➤ Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
. A vue	1 294 967	393 569	-70%	592 979	51%
. A terme	2 882 936	3 241 744	12%	2 726 791	-16%
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 177 903	3 635 313	-13%	3 319 770	-9%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019 / 2020

Le poids des dettes envers les établissements de crédit et assimilés par rapport au total passif représente 49% du passif en 2020 contre 55% en 2019. Ces dettes sont passés de 4 177,9 MMAD en 2019 à 3 635,3 MMAD en 2020, enregistrant ainsi une baisse de 13%.

Les dettes envers les établissements de crédit ont connu une baisse de 13% suite à la baisse de l'activité. Elles se décomposent comme suit :

- Dettes à vue d'un montant de 393,6 MMAD, en baisse de 70% par rapport à 2019 suite à la baisse de la production et au recours à un financement à moyen terme ;
- Dette à terme d'un montant de 3 241,7 MMAD, en hausse de 12% par rapport à 2019 expliqué par la mise en place des crédits CMT.

Analyse 2020 / 2021

Le poids des dettes envers les établissements de crédit et assimilés par rapport au total passif représente 46% du passif en 2021 contre 49% en 2020. Ces dettes sont passés de 3 635,3 MMAD en 2020 à 3 319,8 MMAD en 2021, enregistrant ainsi une baisse de 9%.

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés se décomposent comme suit :

- Dettes à vue d'un montant de 593 MMAD, en hausse de 51% par rapport à 2020 suite à la hausse de la production en fin d'année ;
- Dette à terme d'un montant de 2 726,8 MMAD, en baisse de 16% par rapport à 2020 suite à la baisse des encours de crédit-bail.

➤ **Dépôts de la clientèle**

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
. Comptes à vue créditeurs	0	0	0%	0	0%
. Comptes d'épargne	0	0	0%	0	0%
. Dépôts à terme	213 536	227 347	6%	244 418	8%
. Autres comptes créditeurs	54 047	53 220	-2%	64 372	21%
Dépôts de la clientèle	267 583	280 567	5%	308 790	10%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019 / 2020

Les dépôts de clientèle ont enregistré une hausse de 5% en 2020, passant ainsi de 267,6 MMAD à 280,6 MMAD. Ces derniers sont composés des avances sur des crédits donnés à la clientèle à hauteur de 53,2 MMAD et des bons de caisse¹² adossés aux contrats à hauteur de 227,3 MMAD en 2020.

Analyse 2020 / 2021

Les dépôts de clientèle ont enregistré une hausse de 10% en 2021, passant ainsi de 280,6 MMAD à 308,8 MMAD. Ces derniers sont composés des avances sur des crédits donnés à la clientèle à hauteur de 64,4 MMAD et des bons de caisse adossés aux contrats à hauteur de 244,4 MMAD en 2021.

➤ **Titres de créance émis**

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
. Titres de créance négociables	1 834 183	2 132 725	16%	2 130 144	-0,1%
. Emprunts obligataires	0	0	0%	0	0%
. Autres titres de créance émis	0	0	0%	0	0%
Titres de créance émis	1 834 183	2 132 725	16%	2 130 144	-0,1%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019 / 2020

Le poste des « Titres de créance négociables » a connu une hausse de 16% entre 2019 et 2020, expliquée par l'émission de nouveaux Bons de Sociétés de Financement durant l'exercice (+298 KMAD).

Analyse 2020 / 2021

Le poste des « Titres de créance négociables » a connu une légère baisse de 0,1% entre 2020 et 2021, passant de 2 132,7 MMAD à 2 130,1 MMAD.

¹² Bon de caisse : une source de financement moyennant une émission des bons de caisse.

➤ Provisions pour risques et charges

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	0	0	0%	0	0%
Provisions pour risques de change	0	0	0%	0	0%
Provisions pour risques généraux	28 446	32 646	15%	32 646	0%
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	0	0	0%	0	0%
Provisions pour autres risques et charges	2 835	2 835	0%	2 835	0%
Provisions pour risques et charges	31 281	35 481	13%	35 481	0%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019 / 2020

Les « provisions pour risques et charges » ont enregistré une hausse de 13% en 2020 suite à la constatation de la provision pour risques généraux constituée pour couvrir le risque Covid de 6 250 KMAD dont une reprise de 2 050 KMAD.

Analyse 2020 / 2021

Les « provisions pour risques et charges » ont connu une stabilité en 2021 principalement composées de 92% des provisions pour risques généraux et 8% des provisions pour autres risques et charges.

➤ Autres passifs

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Créditeurs divers	292 047	265 989	-9%	328 286	23%
. Sommes dues par l'État	233 644	216 973	-7%	251 235	16%
. Sommes dues par les organismes de prévoyance	2 351	1 598	-32%	1 351	-15%
. Sommes diverses dues par le personnel	50	64	28%	63	-2%
. Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	0	0	0%	0	0%
. Fournisseurs de biens et services	53 264	44 591	-16%	66 029	48%
. Divers autres créditeurs	2 738	2 763	1%	9 608	>100%
Comptes de régularisation	401 843	419 301	4%	448 980	7%
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	0	0	0%	0	0%
Charges à payer et produits constatés d'avance	114 504	111 996	-2%	108 971	-3%
. Charges à payer	14 022	9 712	-31%	10 852	12%
. Produits constatés d'avance	100 482	102 284	2%	98 119	-4%
Autres comptes de régularisation	287 339	307 305	7%	340 009	11%
Autres passifs	693 890	685 290	-1%	777 266	13%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019 / 2020

Les « autres passifs » représentaient 9% du total passif en 2020. Ils comprennent essentiellement les dettes dues à l'Etat, les dettes dues aux fournisseurs, les charges à payer et produits constatés d'avance et les autres comptes de régularisation. Ils ont connu une légère baisse de 1% entre 2019 et 2020 expliquée par :

- Dettes dues à l'état 217 MMAD en 2020 vs 234 MMAD en 2019, soit une baisse de 7% expliquée par la baisse de la TVA collecté liée aux loyers reportés ;
- Dettes dues aux fournisseurs en baisse de 16%, elles s'élèvent à 45 MMAD contre 53 MMAD en 2019, cette évolution s'explique par la baisse des dettes fournisseurs effets à payer (baisse d'activité) ;

- Les charges à payer et produits constatés d'avance ont enregistré une légère baisse de 2% pour se statuer à 112 MMAD ;
- Les autres comptes de régularisation s'élèvent à 307 MMAD contre 287 MMAD en 2019, soit une hausse de 7% expliquée par des opérations clients en cours.

Analyse 2020/2021

Les « autres passifs » représentaient 11% du total passif en 2021. Ils comprennent essentiellement les dettes dues à l'Etat, les dettes dues aux fournisseurs, les charges à payer et produits constatés d'avance et les autres comptes de régularisation. Ils ont connu une hausse de 13% entre 2020 et 2021 expliquée par :

- Dettes dues à l'état de 251,2 MMAD en 2021 vs 217 MMAD en 2020, soit une hausse de 16% expliquée par la hausse de la TVA collectée et l'impôt sur le résultat ;
- Dettes dues aux fournisseurs en hausse de 48%, elles s'élèvent à 66 MMAD contre 45 MMAD en 2020, cette évolution s'explique par la hausse des dettes fournisseurs effets à payer (la hausse de l'activité) ;
- Les divers autres créditeurs sont passés de 3 MMAD en 2020 à 10 MMAD en 2021, cette évolution en hausse est expliquée par des opérations en consortium reçues en fin d'année ;
- Les charges à payer et produits constatés d'avance ont enregistré une légère baisse de 3% pour se statuer à 109 MMAD en 2021 ;
- Les autres comptes de régularisation s'élèvent à 340 MMAD contre 307 MMAD en 2020, soit une hausse de 11% expliquée par des opérations clients en cours.

➤ Analyse des Fonds propres

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Écarts de réévaluation	-	-	0%	0	0%
Réserves et primes liées au capital	396 884	396 884	0%	396 884	0%
. Réserve légale	25 022	25 022	0%	25 022	0%
. Autres réserves	370 862	370 862	0%	370 862	0%
. Primes d'émission, de fusion et d'apport	1 000	1 000	0%	1 000	0%
Capital	140 000	140 000	0%	140 000	0%
Actionnaires. Capital non versé	-	-	0%	0	0%
Report à nouveau (+/-)	6	42 544	>100%	642	-98%
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	0%	0	0%
Résultat net de l'exercice (+/-)	42 538	98	-100%	57 073	>100%
Capitaux propres	579 428	579 526	0%	594 599	3%

Source : Sogelease Maroc

En 2020, les fonds propres n'ont pas subi de variation significative. La baisse du résultat net a été compensée par la hausse du report à nouveau de 42,6 MMAD.

En 2021, les fonds propres augmentent de 3% et passent de 579,5 MMAD en 2020 à 594,6 MMAD en 2021, principalement en raison de la hausse du résultat net sur l'exercice.

En 2021, le report à nouveau a baissé suite à la distribution de dividende de 42 MMAD en 2021.

➤ Ratio de solvabilité

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Fonds propres admissibles ⁽¹⁾	770 037	793 272	3%	749 853	-5%
Actifs pondérés au titre du risque de crédit	5 746 608	5 445 691	-5%	5 303 657	-3%
Ratio de solvabilité⁽²⁾	13,40%	14,57%	117 pbs	14,14%	-43 pbs

Source : Sogelease Maroc

(1) Fonds propres retraités selon les recommandations de Bank Al Maghrib pour le calcul du ratio de solvabilité et intégrant la réserve latente.

(2) Supérieur au ratio minimum exigé est de 12%

En 2020, le ratio de solvabilité est passé de 13,4% à 14,57% entre 2019 et 2020, soit une hausse de 117 pbs expliquée par la baisse des actifs pondérés au titre du risque de crédit de 5% impactée par la baisse de l'activité.

En 2021, le ratio de solvabilité est passé de 14,57% à 14,14% entre 2020 et 2021, soit une baisse de 43 pbs, expliquée par la baisse de 3% des actifs pondérés au titre du risque de crédit et la baisse de 5% des fonds propres admissibles.

➤ Ratio Tier One

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Fonds propres admissibles ⁽¹⁾	579 966	579 526	0%	535 009	-8%
Actifs pondérés au titre du risque de crédit	5 746 608	5 445 691	-5%	5 303 657	-3%
Ratio Tier One⁽²⁾	10,09%	10,64%	55 pbs	10,09%	-55 pbs

Source : Sogelease Maroc

(1) Fonds propres retraités selon les recommandations de Bank Al Maghrib pour le calcul du ratio Tier One

(2) Minimum réglementaire : 9%

En 2020, le ratio tier one a augmenté de 55 pbs vs 2019. Une évolution expliquée par la baisse des actifs pondérés au titre du risque de crédit.

En 2021, le ratio Tier one a enregistré une baisse de 55 pbs, passant de 10,64% à 10,09%. Cette baisse s'explique par la baisse de 3% des actifs pondérés au titre du risque de crédit et de la baisse de 8% des fonds propres admissibles.

➤ Ratio de division des risques

En KMAD	Limite réglementaire	2019	2020	2021
Ratio de division des risques	Maximum 20%	20%	20%	20%

Source : Sogelease Maroc

Le ratio de division des risques de 20% fixé par Bank Al Maghrib est respecté sur les trois derniers exercices.

➤ Engagement hors bilan

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Engagements donnés	233 926	141 133	-40%	149 204	6%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	233 926	141 133	-40%	149 204	6%
Engagements reçus	851 433	850 292	0%	823 570	-3%
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	60 003	23 673	-61%	11 081	-53%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	791 430	826 619	4%	812 489	-2%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

En 2020, les engagements de financement donnés en faveur de la clientèle ont baissé de 40% soit 141,1 MMAD en 2020. Cette baisse s'explique par la baisse de l'activité.

Les engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés ont baissé de 61% en 2020, ils s'élèvent à 23,6 MMAD contre 60 MMAD en 2019. Cette baisse s'explique par la baisse de la garantie d'un client de référence de 35 MMAD.

Les engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers s'élevaient à 826,6 MMAD en 2020, en hausse de 4% par rapport à 2019, expliquée par la hausse des engagements garanties par la caisse centrale de garantie.

Analyse 2020/2021

En 2021, les engagements de financement donnés en faveur de la clientèle ont augmenté de 6% soit 149,2 MMAD en 2021 expliquée par la reprise de l'activité.

Les engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés ont baissé de 53% en 2021, ils s'élevaient à 11,1 MMAD contre 23,7 MMAD en 2020 suite à la baisse d'engagement liée à ces garanties.

Les engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers s'élevaient à 812,5 MMAD en 2021, en baisse de 2% par rapport à 2020, expliquée par une légère baisse des engagements garanties par la caisse centrale de garantie.

VII.2.6. Analyse de la rentabilité

➤ Return On Equity (ROE)

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Résultat net	42 538	98	-100%	57 073	>100%
Fonds propres*	579 428	579 526	0%	594 599	3%
ROE	7,34%	0,02%	-732 pbs	9,60%	958 pbs

Source : Sogelease Maroc
(* Non retraités du résultat net)

Analyse 2019/2020

En 2020, le ROE se situe à 0,02% en baisse de 732 pbs par rapport à 2019. Cette baisse du ROE est expliquée par la chute du résultat net en 2020.

Analyse 2020/2021

En 2021, le ROE s'élève à 9,60% en hausse de 958 pbs par rapport à 2020. Cette hausse du ROE est expliquée par la hausse du résultat net de plus de 100% ainsi que les fonds propres de 3%.

➤ Return On Assets (ROA)

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Résultat net	42 538	98	-100%	57 073	>100%
Total actif	7 584 268	7 348 902	-3%	7 166 050	-2%
ROA	0,56%	0,001%	-56 pbs	0,80%	80 pbs

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

Le ratio ROA a baissé de 56 pbs en passant de 0,56% en 2019 à 0,001% en 2020 en raison de la baisse du résultat net de presque 100% par rapport à 2019. En ce qui concerne le total actif, il n'a baissé que de 3% entre 2019 et 2020.

Analyse 2020/2021

Le ratio ROA a augmenté de 80 pbs en passant de 0,001% en 2020 à 0,80% en 2021 en raison de la hausse du résultat net de plus de 100% par rapport à 2020. Le total actif a quant à lui baissé de 2% entre 2020 et 2021.

VII.2.7. Analyse du risque client

➤ Taux de contentieux

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Créances en souffrance brutes (1)	1 325 274	1 306 024	-1,5%	1 396 886	7,0%
Immo. brutes données en crédit-bail et en location* (2)	15 173 683	15 055 316	-0,8%	15 051 694	-0,02%
Taux de contentieux (3)= (1)/(2)	8,73%	8,67%	-6 pbs	9,28%	61 pbs

Source : Sogelease Maroc

(*) Comprenant le cumul des amortissements (valeurs comptables)

Analyse 2019/2020

En 2020, le taux de contentieux baisse de 6 pbs et s'établit à 8,67% contre 8,73% en 2019. Cette amélioration s'explique par une baisse plus importante des créances en souffrance brutes comparativement aux immobilisations brutes données en crédit-bail et en location couplée à la radiation de quelques créances et l'impact des reports des loyers.

Analyse 2020/2021

En 2021, le taux de contentieux augmente de 61 pbs et s'établit à 9,28% contre 8,67% en 2020. Cette évolution s'explique par la hausse de 7% des créances en souffrance brutes suite à la hausse des dossiers déclassés.

➤ Taux de provisionnement / charge de risque

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Provisions (1)	977 095	899 121	-8%	939 640	5%
Créances en souffrance brutes (2)	1 325 274	1 306 024	-1%	1 396 886	7%
Taux de provisionnement (1)/(2)	73,73%	68,84%	-488 pbs	67,27%	-158 pbs
Coût du risque (3)	31 758	38 304	21%	14 915	-61%
Coût net du risque (CNR)*	32 758	34 104	4%	14 915	-56%
Immo. nettes données en crédit - bail et en location (4)	7 378 341	7 254 507	-2%	7 046 178	-3%
Charge de risque (3)/(4)	0,43%	0,53%	10 pbs	0,21%	-32 pbs

Source : Sogelease Maroc

(*) Hors les autres dotations nettes des reprises aux provisions

Analyse 2019/2020

Le taux de provisionnement connaît une baisse importante en 2020 (68,84% vs 73,73% en 2019) en raison de passage en défaut des dossiers avec des valeurs de gage importantes et également suite à l'effet de radiation de quelques créances.

En 2020, le coût du risque a enregistré une hausse de 21% entre 2019 et 2020 expliquée par la baisse des reprises au cours de l'année 2020.

Analyse 2020/2021

Le taux de provisionnement connaît une baisse en 2021 (67,27% vs 68,84% en 2020) en raison du passage en défaut des dossiers ayant des valeurs de gage importante.

En 2021, le coût du risque a enregistré une baisse de 61% entre 2020 et 2021 expliquée par la hausse des reprises au cours de l'année 2021 (36 MMAD de reprises sur 470 dossiers).

➤ Taux des impayés

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Impayés	109 268	82 048	-25%	96 766	18%
Immo. brutes données en crédit - bail et en location	15 173 683	15 055 316	-1%	15 051 694	0%
Taux des impayés	0,72%	0,54%	-18 pbs	0,64%	10 pbs

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

En 2020, le taux des impayés a enregistré une baisse de 18 pbs pour s'établir à 0,54% contre 0,72% en 2019. Ceci est expliqué principalement par la baisse des impayés sains de 25% suite au déclassement des dossiers en défaut impactés par la crise sanitaire.

Analyse 2020/2021

En 2021, le taux des impayés a enregistré une hausse de 10 pbs pour s'établir à 0,64% contre 0,54% en 2020. Ceci est expliqué principalement par la hausse des impayés de 18% due à l'évolution en hausse des impayés de certains clients importants dont les secteurs d'activités sont fortement impactés par la crise sanitaire (Transport et tourisme).

➤ **Détails des créances en souffrance**

En KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Créances pré-douteuses	31 186	37 161	19%	56 286	51%
Créances douteuses	141 981	173 441	22%	248 098	43%
Créances compromises	1 152 107	1 095 422	-5%	1 092 502	0%
Total Créances en souffrance	1 325 274	1 306 024	-1%	1 396 886	7%

Source : Sogelease Maroc

Analyse 2019/2020

En 2020, les créances en souffrance ont baissé de 1% en passant de 1 325,2 MMAD en 2019 à 1 306 MMAD en 2020.

- Les créances pré-douteuses ont augmenté de 19% en 2020, suite au déclassement des dossiers importants au cours de l'année 2020 totalisant 24 MMAD ;
- Les créances douteuses ont enregistré une hausse de 22% entre 2019 et 2020 en raison de passage des clients pré-douteux vers douteux et l'entrée en défaut des nouveaux clients impacté par la crise actuelle ;
- Les créances compromises ont connu pour leur part une croissance de -5% en 2020 suite au passage de la radiation comptable des anciens engagements contentieux.

Analyse 2020/2021

En 2021, les créances en souffrance ont connu une hausse de 7% et s'élèvent ainsi à 1 396,9 MMAD contre 1 306 MMAD en 2020.

- Les créances pré-douteuses ont augmenté de 51% en 2021, suite au déclassement des dossiers importants (14 dossiers) au cours de l'année 2021 totalisant 30 MMAD ;
- Les créances douteuses ont enregistré une hausse de 43% entre 2020 et 2021 en raison du passage des clients pré-douteux vers douteux 23 MMAD et l'entrée en défaut des nouveaux clients ;
- Les créances compromises ont connu une stagnation entre les deux années.

VII.2.8. Analyse du tableau de flux de trésorerie

KMAD	2019	2020	Var 19/20	2021	Var 20/21
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 393 071	2 148 732	-10%	2 328 138	8%
Récupérations sur créances amorties	0	0	0%	0	0%
Produits d'exploitation non bancaire perçus	29 126	13 866	-52%	1 572	-89%
Charges d'exploitation bancaire versées	-182 748	-200 371	-10%	-177 146	12%
Charges d'exploitation non bancaire versées	0	0	0%	0	0%
Charges générales d'exploitation versées	-62 714	-60 802	3%	-58 945	3%
Impôts sur les résultats versés	-36 562	-26 275	28%	-40 043	-52%
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	2 140 173	1 875 150	-12%	2 053 576	10%
Variation des :					
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	0	0	0%	0	0%
Créances sur la clientèle	1 035	351	-66%	528	50%
Titres de transaction et de placement	0	0	0%	0	0%
Autres actifs	-38 195	97 607	>100%	-22 768	<-100%
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-2 687 946	-1 737 454	35%	-1 787 554	-3%
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-1 390 827	358 808	>100%	-515 495	<-100%
Dépôts de la clientèle	64 667	12 984	-80%	28 222	>100%
Titres de créance émis	1 223 117	298 542	-76%	-2 581	<-100%
Autres passifs	26 798	-4 253	<-100%	91 976	>100%
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-2 801 351	-973 415	65%	-2 207 672	-127%
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	-661 178	901 735	>100%	-154 096	<-100%
Produit des cessions d'immobilisations financières	0	0	0%	0	0%
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	134	0	-100%	0	0%
Acquisition d'immobilisations financières	0	0	0%	0	0%
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-832	-849	-2%	-3 857	-354%
Intérêts perçus	0	0	0%	0	0%
Dividendes perçus	0	0	0%	0	0%
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-698	-849	-22%	-3 857	-354%
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	0	0	0%	0	0%
Emission de dettes subordonnées	0	0	0%	0	0%
Emission d'actions	0	0	0%	0	0%
Remboursement des capitaux propres et assimilés	0	0	0%	0	0%
Intérêts versés	0	0	0%	0	0%
Dividendes versés	-51 800	0	>100%	-42 000	<-100%
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-51 800	0	>100%	-42 000	<-100%
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	-713 676	900 886	>100%	-199 953	<-100%
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	-580 219	-1 293 896	-123%	-393 010	70%
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	-1 293 896	-393 010	70%	-592 963	-51%

Source : Sogelease Maroc

Les flux de trésorerie de Sogelease Maroc proviennent essentiellement des activités d'exploitation à travers les flux de compte de produits et charges et des variations des actifs et des passifs d'exploitation.

Analyse 2019/2020

En 2020, la trésorerie à la clôture a connu une hausse de 70% passant de -1 294 MMAD en 2019 à -393 MMAD en 2020, cette variation s'explique essentiellement par :

- Des flux nets en provenance des activités d'exploitation qui ont enregistré une hausse de plus de 100% en passant de -661,2 MMAD en 2019 à +901,7 MMAD en 2020. Cette variation est expliquée par :
 - ✓ La variation positive des flux des autres actifs qui s'explique principalement par la baisse de la TVA récupérable suite à la baisse de la production ;
 - ✓ La hausse des flux liés aux immobilisations données en crédit-bail et en location en raison de la baisse de la production en 2020 ;
 - ✓ La hausse des flux des dettes envers les établissements de crédits et des titres de créances émis.
- Des flux nets provenant des comptes de produits et charges qui ont connu une baisse de 12% passant de 2 140 à 1 875 MMAD en 2020.
- Les flux de trésorerie nets provenant de l'activité d'investissement ont connu une baisse de 22% et se situent à -849 MMAD en 2020, cette évolution est due à l'absence des flux provenant des cessions des immobilisations corporelles et incorporelles (134 MMAD en 2019 vs 0 en 2020).

Analyse 2020/2021

En 2021, la trésorerie à la clôture a connu une baisse de 51% passant de -393 MMAD en 2020 à -593 MMAD en 2021, cette variation s'explique essentiellement par :

- Des flux nets en provenance des activités d'exploitation qui ont enregistré une baisse de plus de -100% en passant de +901,7 MMAD en 2020 à -154,1 MMAD en 2021 ;
- Les flux de trésorerie nets provenant de l'activité d'investissement ont connu une baisse de plus de -100% et se situent à -3,9 MMAD en 2021, cette évolution est due à l'absence des flux provenant des cessions des immobilisations corporelles et incorporelles et au décalage des projets des investissements IT en 2021 ;
- Les flux de trésorerie nets provenant des activités de financement affichent une baisse de 100% et se situent à -42 MMAD en 2021.

VII.3. Indicateurs trimestriels : T1 2022

Données Cumulées - Arrêté provisoire En MMAD	Fin mars		Fin mars 2022 Vs Fin mars 2021	
	2021	2022	Mt	%
PRODUCTION NETTE	366	329	-37	-10%
ENCOURS FINANCIER	7 121	6 754	-367	-5%
ENDETTEMENT FINANCIER	5 473	5 344	-129	-2%
PNB	41	33	-8	-20%

- Dans un contexte économique difficile marqué par l'indisponibilité du stock chez les fournisseurs, Sogelease a enregistré un retard de la production en passant de 366 MMAD en mars 2021 à 329 en mars 2022.
- Le PNB social affiche une baisse de 20% dû principalement au retard de la production. Il s'élève à 33 MMAD vs 41 MMAD en mars 2021.
- L'encours financier a connu une baisse de 5% passant de 7,1 milliards de dirhams en mars 2021 à 6,8 milliards de dirhams en mars 2022.
- À fin mars 2022, l'endettement financier a connu une baisse de 2% vs mars 2021. Il est constitué principalement de 61% d'emprunts financiers et 39% de titres de créance négociable.

VII.4. Indicateurs trimestriels : T2 2022

Données Cumulées - Arrêté provisoire En MMAD	Fin juin		Fin juin 2022 Vs Fin juin 2021	
	2021	2022	Mt	%
PRODUCTION NETTE	859	826	-33	-4%
ENCOURS FINANCIER	7 053	6 716	-337	-5%
ENDETTEMENT FINANCIER	5 671	5 335	-336	-6%
PNB	72	71	-1	-1%

- La production à fin juin 2022 s'élève à 826 MMAD vs 859 MMAD en juin 2021 avec une reprise de l'activité à partir du mois de mai 2022.
- Le PNB social s'élève à 71 MMAD en juin 2022, en quasi-stagnation vs juin 2021.
- L'encours financier a connu une baisse de 5% passant de 7 milliards de dirhams en juin 2021 à 6,7 milliards de dirhams en juin 2022.
- A fin juin 2022, l'endettement financier a connu une baisse de 6% vs juin 2021. Il est constitué principalement de 59% d'emprunts financiers et 41% de titres de créance négociable, alors qu'il a enregistré respectivement 63% et 37% en juin 2021.

Partie VIII. PERSPECTIVES

Stratégie de développement de Sogelease Maroc

Sogelease Maroc a conduit sa stratégie de développement par la fidélisation de sa clientèle traditionnelle et par une démarche soutenue auprès de la nouvelle clientèle.

La stratégie de développement s'articule autour de deux axes :

- Pour la Grande Entreprise : présence soutenue auprès de la clientèle de Sogelease Maroc en proposant des solutions innovantes, en assurant un service après-vente de qualité et une diligence dans les circuits de décision.
- Pour la PME/PMI : la démarche s'appuie sur :
 - ✓ La fidélisation du portefeuille existant ;
 - ✓ Une démarche et une présence soutenue sur le marché pour conquérir une nouvelle clientèle ;
 - ✓ Un rapprochement plus soutenu avec le réseau de la SGMA avec la mise en place d'actions de formation et de promotion du produit « Leasing » ;
 - ✓ L'organisation de manifestations stimulant l'action commerciale de réseau.

En cohérence avec ses objectifs de perfectionnement sur le marché du crédit-bail, Sogelease Maroc fixe sa stratégie de développement autour de différents leviers essentiels :

Leviers permettant de faire évoluer la production

Le principal levier permettant d'augmenter la production sera la consolidation des synergies avec le réseau SGMA. Les actions menées sont les suivantes :

- ✓ Réorganisation en ligne avec celle du réseau SGMA :
 - Organisation du pôle commercial alignée avec l'organisation de la banque
 - Regroupement des métiers support pour une meilleure efficacité opérationnelle
- ✓ Mise en place d'une ligne métier pour le segment Pro
- ✓ Renforcement de la filière Octroi pour améliorer les délais d'octroi
- ✓ Refonte en cours du service opérations pour réduire le délai de traitement et chercher une meilleure qualité de service
- ✓ Une prospection plus large vis à vis des PME en utilisant des extractions data marketing SGMA
- ✓ Le développement du « Prolease¹³ » sous un programme de transformation et d'industrialisation.

Les canaux de distribution « Financement des Ventes » et « Vente directe SGLM » viendront en complément et en support des développements de l'activité avec la banque, permettant de :

- ✓ Capturer les opportunités qui ne seraient pas dévoilées par les clients de SGMA ;
- ✓ Identifier des nouveaux clients qui pourront, par la suite, être fidélisés à la banque.

Leviers permettant de faire évoluer la rentabilité

- ✓ Le développement progressif du PROLEASE ;
- ✓ Accompagnement des opérateurs en zone franche via des CBI en devises, à travers la filiale « Sogelease Off-Shore » ;
- ✓ Révision de la grille de tarification selon la taille du client ;

¹³ Stratégie de développement basée sur un modèle producteur-distributeur permettant de consolider la synergie et améliorer la production de Sogelease en bénéficiant du canal de distribution plus élargi de Société Générale.

- ✓ Mise en place d'une politique de commissionnement sur chaque demande de financement ainsi que les différentes demandes dans le cadre de la mise en place d'un dossier de crédit-bail.

Investissements dans la transformation

- ✓ Projet de mise en place d'un outil front-office, interfacé avec le système Back-office, pour gérer la relation avec le correspondant ;
- ✓ Digitalisation des process Back-office avec la mise en place d'un système de workflow
- ✓ Investissement dans le projet mobilité qui permettra aux commerciaux de Sogelease de travailler en tout lieu et à tout moment ;
- ✓ Développement d'un site web propre à Sogelease Maroc ;
- ✓ Développement d'une agence virtuelle.

Etat d'avancement du projet MASTERLEASE :

A la recherche d'une croissance durable et stable, Le projet MASTERLEASE vise à renforcer l'efficacité commerciale et opérationnelle de Sogelease à travers deux leviers :

- ✓ Profiter du réseau SGMB via un modèle producteur-distributeur ;
- ✓ Transformation des systèmes d'information afin de fluidifier et d'industrialiser l'octroi des crédits baux via le réseau de distribution de SGMB.

Initié en 2019, le projet est actuellement à un stade avancé de développement. Son lancement effectif débuté en 2022, en 2 phases : une première phase de test sur une région pilote (réalisée au 2^{ème} trimestre), puis la généralisation du modèle au 3^{ème} trimestre 2022.

- Continuer à exécuter dans les délais le programme MASTERLEASE :
 - ✓ Le projet est constitué de 6 chantiers traitant plusieurs aspects (Outils et processus, formation, canaux de distribution, risque, ...). La majorité des chantiers ont été réalisés.
 - ✓ Le chantier le plus important est celui des outils dont l'état d'avancement est le suivant:
 - Livraison du 1er lot du front cassiopae, : Il s'agit d'un système de workflow qui gère le montage d'un dossier de crédit-bail pour les deux parcours clients (Clicom¹⁴ et Clipro¹⁵) ;
 - Livraison du 2ème lot du front cassiopae, pour homologation bancaire : Le 2^{ème} lot est complémentaire au 1^{er} lot et qui intégré intègre un système de scoring qui permettrait par la suite d'industrialiser le montage d'un dossier de crédit-bail et le déversement par la suite de données au niveau du système back office.

Stratégie d'investissement de Sogelease Maroc

Le montant total des projets en cours de réalisation pour le S2-2022 par Sogelease Maroc s'établit à près de 4,3 MMAD. Ces projets seront principalement financés par les ressources propres de SGLM.

L'objectif de ces investissements :

- Le développement de nouveaux canaux de distribution ;
- L'élaboration des politiques de risques adaptées ;

¹⁴ Clientèle des entreprises

¹⁵ Clientèle des professions libérales

- La réalisation du projet de dématérialisation et de digitalisation du circuit de validation des dossiers de crédit.

Partie IX. FAITS EXCEPTIONNELS

Les évènements impactant l'activité :

L'année 2021 est marquée par une reprise progressive de l'activité dans une conjoncture économique morose :

- La perturbation des chaînes logistiques et d'approvisionnement à l'échelle nationale et internationale a un effet sur l'indisponibilité du matériel chez nos fournisseurs, et par conséquent sur notre production.
- L'instabilité du marché a impacté significativement le comportement d'investissement chez le client, à savoir le produit CBI (bien à construire) suite à la hausse de la matière première et des prix du matériel.

Partie X. LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES

A la date d'enregistrement du présent document de référence, Sogelease Maroc ne fait l'objet d'aucun litige ou affaire contentieuse susceptible d'affecter de façon significative les résultats, la situation financière ou l'activité de Sogelease Maroc.

Partie XI. FACTEURS DE RISQUE

XI.1. Risque de crédit

Ce risque correspond au risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de l'établissement.

Les événements pouvant provoquer une situation d'impayés au niveau d'un client sont nombreux, dont notamment :

- Faillite du client ;
- Problèmes de trésorerie.

Pour minimiser ce risque, Sogelease traite un dossier de crédit à travers un système de workflow passant par plusieurs niveaux de validation : chargée d'affaire, des responsables de départements commerciaux, la Direction Commerciale, la Direction Générale ainsi que la Direction Risques.

Plusieurs instances peuvent autoriser les crédits selon l'importance du montant sollicité :

- Equipe de crédit interne à Sogelease Maroc
- Equipe de crédit Sogelease Maroc / SGMA
- Equipe de crédit Sogelease Maroc / SGMA/ SG

Au-delà de l'analyse du risque en amont qui est réalisée, d'autres facteurs viennent atténuer le risque de crédit :

- La qualité et la liquidité des actifs financés et qui demeurent propriété de Sogelease Maroc tout au long de la durée de paiement des crédits ;
- Les garanties annexes (cautions, garanties liquides, etc.) que peut exiger Sogelease Maroc dans le cas de dossiers présentant un certain profil de risque.

XI.2. Risque Global du taux d'intérêt

Le risque de taux prévoit le risque encouru par Sogelease Maroc entre les taux de placement et les taux de refinancement. Il est calculé par rapport à la durée du portefeuille et des encours de refinancement.

Le risque est mesuré par rapport à l'évolution prévisible du taux moyen directeur de la banque centrale sur une durée allant jusqu'à 15 ans.

La sensibilité est obtenue par la variation de 10 points du taux de base retenu pour le calcul.

Le risque de taux est calculé trimestriellement via des outils performants du groupe Société Générale.

La sensibilité au risque de taux est limitée par la SGMA au 31/12/2021 à 10 millions de dirhams en valeur absolue (avec variation de +/- 10 pbs).

Le comité risque de taux se réunit chaque trimestre et contrôle l'évolution de la sensibilité globale de l'entreprise.

XI.3. Risque de liquidité

Le risque de liquidité prévoit le risque encouru par Sogelease Maroc entre l'évolution de ses actifs et passifs. Il est calculé sur la base des tombées prévisionnelles des encours de crédit et encours de refinancement.

Le risque est mesuré pour des périodes allant de 1 mois à 10 ans.

Le risque maximum toléré sur la période (10 ans) ne peut excéder un gap de 1,9 MMAD au 31/12/2021 conformément aux normes suivies par SGMA.

Le risque de liquidité est calculé trimestriellement via des outils performants du groupe Société Générale.

Le comité risque de liquidité se réunit chaque trimestre et contrôle l'évolution des tombées prévisionnelles des actifs et passifs de l'entreprise.

XI.4. Risque informatique

Le service informatique est composé d'un responsable et de deux informaticiens. Le système informatique de Sogelease Maroc est composé d'un progiciel de gestion des contrats de crédit-bail, appelé CASSIOPPAE.

La maintenance du parc informatique de Sogelease Maroc est confiée à un prestataire externe moyennant un contrat de 3 ans.

La sauvegarde des bases de données du système d'information de Sogelease Maroc est quotidienne et rentre dans le cadre de la sauvegarde générale de la SGMA. Le système CASSIOPPAE est dupliqué dans un autre site de la SGMA au niveau de KENITRA.

Le système est protégé par un logiciel antivirus « Norton Antivirus » avec une mise à jour hebdomadaire automatisée des définitions de virus, (contrat de 3 ans renouvelable avec le prestataire). De plus, Sogelease Maroc a intégré en 2009 le domaine de la SGMA avec toute la partie sécurité induite (antivirus Groupe Société Générale, sécurité informatique (Firewall, ...)).

Les conséquences du risque informatique portent sur le volet opérationnel : l'arrêt du service informatique a généralement pour conséquence un arrêt de la production de l'entreprise et de tous les process liés.

XI.5. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de pertes provenant de processus internes inadéquats ou défaillants, de personnes et systèmes ou d'événements externes.

Cette définition recouvre les erreurs humaines, les fraudes et malveillances, les défaillances des systèmes d'information, les problèmes liés à la gestion du personnel, les litiges commerciaux, les accidents, incendies, inondations, etc.

Sogelease Maroc assure un suivi régulier de ses risques opérationnels, instauré et imposé par le Groupe Société Générale.

La surveillance des risques opérationnels au sein de Sogelease Maroc est assurée par le Département Audit et Contrôle Interne. Son suivi est assuré par plusieurs indicateurs dont les principales familles sont :

- Les indicateurs clés de risques : ces indicateurs permettent de suivre régulièrement l'exposition aux risques opérationnels et permettent une mesure quantitative et vérifiable du risque intrinsèque et résiduel.
- Reporting Surveillance Permanente : ce reporting reprend la synthèse des travaux de la Surveillance Permanente en les évaluant par rapport aux catégories et sous catégories des risques opérationnels.
- Reporting trimestriel des risques opérationnels : ce reporting reprend l'ensemble des travaux et événements liés aux risques durant chaque trimestre (Pertes Opérationnelles, plans d'actions, etc.)

XI.6. Risque réglementaire

Ce risque est défini comme étant le risque d'exposition de Sogelease à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison du non-respect de dispositions législatives, réglementaires et déontologiques, ou des normes et pratiques relatives à ses activités.

En tant qu'établissement de crédit, Sogelease Maroc est tenu de respecter un ensemble de ratios prudentiels édictés par Bank Al-Maghrib, et notamment le dispositif Bâle III relatif aux exigences minimales en fonds propres.

Ainsi, Sogelease Maroc demeure confronté au même titre que l'ensemble des acteurs du marché au risque de durcissement des règles prudentielles édictées par BAM, qui pourraient imposer des efforts supplémentaires de la part de Sogelease, tels qu'un renforcement du capital ou une mise à niveau des systèmes d'information pour se conformer aux nouvelles exigences.

XI.7. Risque lié à la concurrence

Sogelease est le 4^{ème} acteur du marché du crédit-bail avec 13% de part de marché (en production au 31/12/2021) dans un environnement très compétitif.

Cette position est menacée par :

- ✓ La puissance des réseaux bancaires des trois principaux concurrents.
- ✓ Une concurrence acharnée sur des clients multi bancaire avec un risque sur la baisse des taux d'intérêt et la rentabilité des opérations.
- ✓ Des nouveaux entrants sur le marché leasing (CAM ; SOFAC (obtention de l'agrément de commercialisation du leasing)).
- ✓ L'avènement de la banque participative.

XI.8. Risque lié à l'illiquidité des actifs

Ce risque concerne la difficulté de céder des biens mobiliers et immobiliers récupérés à des prix attractifs. Plusieurs facteurs influent sur la valeur de ces actifs (climat économique général, offre excédentaire d'espace/réduction de la demande immobilière dans une région donnée, concurrence, réglementation et fiscalité, taux d'intérêts...). Ces facteurs sont susceptibles d'influer négativement sur la valorisation des actifs et corrélativement la provision pour dépréciation correspondante.

Pour la gestion de ce risque, Sogelease procède à l'actualisation régulière des expertises relatives à la valorisation des biens immobiliers en stock. En conséquence, des réajustements de la provision correspondante sont opérés.

XI.9. Risque relatif à l'environnement et au changement climatique

C'est une année exceptionnelle. Le changement climatique est une réalité largement admise. La température et les modèles météorologiques subissent des variations à long terme. Et en tant que pays d'Afrique du Nord qui se situe entre deux zones climatiques, le Maroc subit de plein fouet le réchauffement planétaire.

Le Maroc suffoque. Les premières manifestations du changement climatique sont déjà visibles et se matérialisent par une perturbation du régime des précipitations moyennes et par l'augmentation de la température moyenne. Alors que les températures atteignent des records depuis plusieurs jours sur la quasi-totalité des régions du pays.

La raréfaction des ressources en eau qui risquera d'impacter le PIB agricole pour les années à venir, aura un effet remarquable sur nos financements pour le secteur agricole.

XI.10. Risque sanitaire

La crise sanitaire que traverse le monde actuellement pourrait continuer à avoir des effets négatifs sur l'activité et le coût du risque de SGLM durant l'année 2021.

Dans ce contexte, SGLM ajuste sa stratégie pour mieux adapter son dispositif. Ces ajustements concernent :

- La stratégie commerciale sur le marché Corporate en concentrant les efforts sur les secteurs d'activité résilients
- Accélération du développement du marché de la clientèle Retail. L'objectif est de pérenniser la rentabilité de SGLM et de diluer le risque crédit.
- Mise en place des canaux de distribution à distance (Digital) afin de compléter et renforcer le business model
- Mise en place d'un outil de suivi de performance sur le volet recouvrement.
- Optimisation des frais généraux avec le maintien du plan de développement de la société.
- La mise en place des mesures pour la protection de la santé des collaborateurs et des clients;
- L'implémentation du VPN pour 50% des utilisateurs.

Partie XII. ANNEXES

Statuts

http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/STATUTS%20SOGELEASE.pdf

Rapport financier annuel

- **2021 :**
http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Rapport financier 2021 VF.pdf
- **2020 :**
http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/Rapport-Financier-2020.pdf
- **2019 :**
http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Rapport Financier Annuel 2019 2.pdf

Communication financière

- **2022 :**
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique T2.2022 .pdf
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique1Trim2022.pdf
- **2021 :**
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/Indicateurs trimestriels T4-2021.pdf
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique de presse T3-2021 VF.pdf
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique T2.2021.pdf
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique de presse T1-2021.pdf
- **2020 :**
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique4Trim2020.pdf
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique de presse T3-2020.pdf
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique de presse T2-2020 SOGELEASE.pdf
 - http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques de presse/Communique de presse T1-2020 SOGELEASE.pdf

▪ **2019 :**

- http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques_de_presse/Communique_de_presse_T4-2019.pdf
- http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques_de_presse/Communique_de_presse_T3-2019.pdf
- http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Communiques_de_presse/Communique_de_presse_T2-2019.pdf

Communiqués de presse 2019-2020-2021

- http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/Rapport_CAC/Avis_de_convocation_de_l_AG_du_18-juin-2021.pdf
- http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/situation/ETATS_FINANCIERS_31_12_2019_AGO_20-10-2020.pdf
- http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/situation/ETATS_FINANCIERS_31_12_2019_AGO_25-06-2020-.pdf
- http://sogelease.ma/fileadmin/user_upload/sogelease/PDF/situation/AvisReport_AGO_25-06-2020.pdf